



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

## Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

### PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 16 NOVEMBRE 1946

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 16th, 1946

#### AVIS AUX INTÉRESSÉS

##### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

#### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

##### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
12029 — 1-52

## Lettres patentes

### "Cambridge Tailors Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Joseph Cohen, Abraham Halmer Vineberg, avocats et conseil en loi du Roi, et Ezra Leithman, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers d'habits et vêtements de toutes sortes et, en particulier, exercer le commerce qui consiste à manufacturer et vendre des vêtements prêts à porter et faits sur mesures, sous le nom de "Cambridge Tailors Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS,

16535

## Letters Patent

### "Cambridge Tailors Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Joseph Cohen, Abraham Halmer Vineberg, advocates and King's Counsel, and Ezra Leithman, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on all or any of the business of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds and especially to carry on the business of manufacturing and selling ready-made and made-to-measure garments, under the name of "Cambridge Tailors Limited", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

16535-o

**"Club Mantane Inc."**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour d'octobre 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Girard, avocat, Lucien Rioux, comptable, et J.-Robert Heppell, employé civil, tous de Matane, district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

Procurer à ses membres les moyens de se mieux connaître et de mieux fraterniser; sauvegarder les droits et intérêts de chacun d'eux; encourager les activités sociales, sportives, récréatives et artistiques; développer chez eux l'esprit d'union et d'entraide mutuelle, sous le nom de "Club Mantane Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinquante mille (\$50,000.00) dollars.

Les pouvoirs accordés ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux de hasard, les jeux à l'argent ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le siège social de la corporation sera à Matane, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16536-o L. DESILETS.

**"Club Mantane Inc."**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Girard, advocate, Lucien Rioux, accountant, and J. Robert Heppell, civil servant, all of Matane, district of Rimouski, Province of Quebec, for the following purposes:

To provide its members with the means of becoming better acquainted and more brotherly; to safeguard the rights and interests of each one of them; encourage the rights and interests of each one of them; encourage social, recreational and artistic activities and sports; develop amongst them a spirit of unity and mutual aid, under the name of "Club Mantane Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000).

The powers conferred shall not be interpreted as permitting games of chance, gambling or combined games of chance and skill.

The head office of the corporation will be at Matane, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16536 Deputy Attorney General.

**"Club Social Ritz Incorporé"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Chaput, Georges Belzil, négociants, Jean Goyette, avocat, Lindor Tétreault, notaire, et Georges Avery, agent, tous de la cité de Granby, district de Bedford, province de Québec, dans les buts suivants:

Établir, maintenir et opérer un club pour l'accommodation de ses membres et de leurs amis et procurer aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages et accommodations qu'ils reçoivent généralement dans un club, et promouvoir parmi les membres des relations sociales et amicales, sous le nom de "Club Social Ritz Incorporé".

Les pouvoirs accordés ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille (\$20,000.00) dollars.

Le siège social de la corporation sera à Granby, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deuxième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16537-o L. DESILETS.

**"Club Social Ritz Incorporé"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R. S. Q., 1941, bearing date the twenty-second day of October, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Chaput, Georges Belzil, merchants, Jean Goyette, advocate, Lindor Tétreault, notary, and Georges Avery, agent, all of the city of Granby, district of Bedford, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, maintain and operate a club for the accommodation of its members and their friends and to provide for the members and their friends all the privileges, advantages and accommodations usually accorded in a club, and to promote social and friendly relations amongst the members, under the name of "Club Social Ritz Incorporé".

The powers conferred shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance and skill.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000).

The head office of the corporation will be at Granby, district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16537 Deputy Attorney General.

**"Corona Hosiery Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre

**"Corona Hosiery Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1946, incorporating: Louis Mass,

1946, constituant en corporation: Louis Mass, Joseph Mass et Moses Woloshen, tous marchands, des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, des-sinateurs, négociants, grossistes, détaillants, exportateurs et importateurs, et acheter, vendre et faire le commerce de coton, textiles, soieries et lainages, bonneterie, menus objets, articles tricotés et vêtements en général, sous le nom de "Corona Hosiery Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur-général, ce troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16538 L. DESILETS

Joseph Mass and Moses Woloshen, all merchants, of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer, designer, jobber, wholesaler, retailer, exporter and importer, and to buy, sell and deal in cottons, textiles, silks and woollens, hosiery, smallwares, knitted goods and wearing apparel generally under the name of "Corona Hosiery Corporation" with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16538-o Deputy Attorney General.

#### "Corporation Saguenayenne Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième jour de septembre 1946, constituant en corporation: J.-Bruno Demers, Henri Thivierge et J.-Alphonse Fortin, tous trois comptables, des cité et district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Souscrire conditionnellement ou non, souscrire éventuellement à forfait, acquérir, acheter, prendre, détenir, faire le commerce, vendre à commission ou autrement, convertir ou disposer de toute manière, d'actions, parts, hypothèques, obligations, débetures, actions-débetures et placements et valeurs de toute sortes, y compris mais non dans les but de limiter, les actions, parts, débetures, actions-débetures, bons, obligations, et valeurs émis ou garantis par toute compagnie, corporation ou entreprise, de quelque nature que ce soit et constituée en corporation, organisée ou exerçant le commerce en n'importe quel endroit, ou par toute commission, association, société, firme, syndicat, fiduciaire ou individu, ou les bons, obligations, débetures actions, débetures, certificats et valeurs de toutes sortes émis ou garantis par toute autorité publique ou autorité suprême, municipale, locale ou autre, soit domestique ou étrangère;

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce de biens immobiliers et propriétés immobilières, et négocier pour l'acquisition, la vente, l'échange ou le bail de biens immeubles et de propriétés immobilières, et généralement faire dans toutes ses branches le commerce d'agents d'immeubles, sous le nom de "Corporation Saguenayenne Ltée", avec un capital total de \$99,900.00, divisé en 999 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trentième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16539-o L. DESILETS.

#### "Corporation Saguenayenne Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1946, incorporating: J. Bruno Demers, Henri Thivierge and J.-Alphonse Fortin, all three accountants, of the city and district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To subscribe for conditionally or otherwise, underwrite, acquire, buy, take, hold, deal in, sell on commission or otherwise, convert or dispose of in any manner, shares, stock, hypothecs, bonds, debentures, debenture stock or investments and securities of all kinds, including but without any restriction, shares, stock, debentures, debenture stock, bonds, obligations, and securities issued or guaranteed by any company, corporation or undertaking, of any nature whatsoever and incorporated, organized or carrying on business in any place whatsoever, or by any commission, association, society, firm, syndicate, trustee or individual, or the bonds, obligations, debentures, shares, debentures, certificates and securities or all kinds issued or guaranteed by any public authority, or authority supreme, municipal, local or otherwise, whether domestic or foreign;

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in immovable properties and real estate, and to negotiate for the acquisition, sale, exchange, lease of immovable properties and real estate, and to carry on in general and in all lines of same the business of real estate agents, under the name of "Corporation Saguenayenne Ltée", with a total capital stock of \$99,900, divided into 999 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1946.

L. DESILETS,  
16539 Deputy Attorney General.

#### "Crate & Box Mfg. Corp."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Joseph-Rodolphe Plante, manufacturier, Adolphe Plante, rentier,

#### "Crate & Box Mfg. Corp."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1946, incorporating: Joseph-Rodolphe Plante, manufacturer, Adolphe Plante, retired, and Gertrude Desjardins, spinster, all of the

et Gertrude Desjardins, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, manufacturer, assembler, acheter ou autrement acquérir, vendre, importer, exporter, transférer, négocier et faire le commerce, en gros et en détail, de boîtes en papier, cartons, boîtes en bois, boîtes en carton, caisses, boîtes d'étain, paniers, gros paniers, sacs, boîtes en bois plaqué, tonneaux, barils et réceptacles de toutes sortes et descriptions, soit en papier, fibre, carton, bois, métal et produits semblables, sous le nom de "Crate & Box Mfg. Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$50 chacune et en 200 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16540

L. DÉSILETS.

"Duchesne & Bouchard Limitée"  
"Duchesne & Bouchard Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Joseph-Edmond Bouchard, gérant de compagnie, Roland Bouchard, comptable, deux de la cité de Verdun, district de Montréal, et Joseph-Zoël Duchesne, marchand, des cité et district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en gros et en détail, l'industrie, le commerce et le négoce de manufacturier, marchand, importateur, exportateur, entreposeur, de fondé de pouvoirs, d'agent, des biens, effets, articles et produits suivants:

Spécialement de peaux de fourrures, et des vêtements en tout ou en partie en fourrures de toutes sortes et tout ce qui est objet d'ornement ou d'ornementation, d'articles de vêtements;

b) Des cuirs nus ou en poil, des fourrures brutes ou vertes ou de toutes sortes, de toutes natures et leurs dérivés et leurs sous-produits, et tout ce qui concerne le commerce de fourrures;

c) Tout ce qui concerne la confection de vêtements et la couture;

d) Faire l'élevage et le commerce des animaux, à poil ou à fourrure, domestiques ou sauvages, morts ou vivants, et de leurs produits et sous-produits et dérivés, sous le nom de "Duchesne & Bouchard Limitée — Duchesne & Bouchard Limited".

Le capital-actions de la compagnie se partagera en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à 388, rue St-Vallier, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16541-0

L. DÉSILETS.

"Eastern Distributors Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred

city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture, assemble, buy or otherwise acquire, sell, import, export, transfer, trade and deal in, wholesale and retail, in paper boxes, cartons, wooden boxes, cardboard boxes, cases, tins, baskets, hampers, bags, plywood boxes, drums, barrels, and containers of all kinds and descriptions whether of paper, fibre, cardboard, wood, metal and similar products, under the name of "Crate & Box Mfg. Corp.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 600 common shares of \$50.00 each and 200 preferred shares of \$50.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16540-0

Deputy Attorney General.

"Duchesne & Bouchard Limitée"  
"Duchesne & Bouchard Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Joseph Edmond Bouchard, company manager, Roland Bouchard, accountant, both of the city of Verdun, district of Montreal, and Joseph Zoël Duchesne, merchant, of the city and district of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail industry, business and trade of manufacturer, merchant, importer, exporter, warehouseman, attorney, agent for the following goods, wares and merchandise and products;

In particular fur pelts and garments made in part of fur of all kinds and anything that may be used as ornaments or as trimming for wearing apparel;

Pelts with or without the fur, raw or undressed furs or furs of all kinds and descriptions and their derivatives and by-products, and everything concerning the fur trade;

Everything concerning the making of garments and sewing;

To raise and deal in hair or fur-bearing animals, whether domestic or wild, dead or alive, and their products, by-products and derivatives, under the name of "Duchesne & Bouchard Limitée — Duchesne & Bouchard Limited".

The capital stock of the company will be divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The shareholders of the company will be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at 388 St. Vallier Street, Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16541

Deputy Attorney General.

"Eastern Distributors Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Moris.

Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Marcel Vallée, Pierre Roger, avocats, et Colette Gagnon, secrétaire, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et détail et la distribution de tout produit canadien provenant de la terre, de la mer et de la forêt, de la fabrique, du métier et de l'industrie, sous le nom de "Eastern Distributors Inc.", avec un capital total de \$30,000.00, divisé en 300 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16542-o L. DÉSILETS.

**"Germain Samson Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Germain Samson, commerçant, Fernand Rochon, commis, et Roland Rochon, camionneur, tous de Préissac, district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer toutes opérations forestières telles que: achat de limites à bois, vente de limites, et louage, coupe de bois, vente de bois de coupe, construction de camps, transport de marchandises et de tout matériel nécessaire aux opérations forestières;

Effectuer le transport du bois et le flottage;

Exercer le commerce de bois et le négoce de bois dans toutes ses spécialités;

Opérer des moulins à scie, et des cours à bois, sous le nom de "Germain Samson Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Préissac, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16543-o L. DÉSILETS.

**"G. H. Dixon Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: James-P. Diplock, avocat, de Ville Mont-Royal, James E. Mullally, avocat, de la cité de Montréal, et Lloyd Edward Tune, administrateur, de la ville de Beaurépaire, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, dessinateurs, grossistes, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, marchands à commission, négociants, marchands, distributeurs, mandants, courtiers, agents de manufacturiers, entrepreneurs, expéditeurs, voituriers et transporteurs de lainages, coton, filés, soieries, toiles, rayons, nylon et toutes autres marchandises et tissus textiles et tous autres tissus, d'aucune description quelconque, sous le nom de "G. H. Dixon Co. Ltd." avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

set, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Marcel Vallée, Pierre Roger, advocates, and Colette Gagnon, secretary, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in and distribute any Canadian product derived from the soil, the sea and the forest, factory, handicraft and industry, under the name of "Eastern Distributors Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16542 Deputy Attorney General.

**"Germain Samson Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Germain Samson, trader, Fernand Rochon, clerk, and Roland Rochon, truckman, all of Préissac, district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on lumbering operations, such as: purchase of timber limits, sale of limits, an leasing, timber cuts, sale of timber cuts, building of camps, transportation of merchandise and all necessary equipment for lumbering operations;

To carry on the transportation and driving of timber;

To carry on the lumber business and trade, in all the specialties of same;

To operate saw-mills and timber-yards, under the name of "Germain Samson Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Préissac, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16543 Deputy Attorney General.

**"G. H. Dixon Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1946, incorporating: James P. Diplock advocate, of the Town of Mount Royal, James E. Mullally, advocate, of the city of Montreal, and Lloyd Edward Tune, executive, of the Town of Beaurépaire, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, designers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors, commission merchants, jobbers, dealers, distributors, factors, brokers, manufacturers agents, warehousemen, forwarders, carriers and carters of woollens, cotons, worsteds, silks, linens, rayons, nylons and all other textile goods and fabrics and all other materials of any description whatsoever, under the name of "G. H. Dixon Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10.00 each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16544 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16544-o Deputy Attorney General.

**"Girard & Bouchard, Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Alphide Girard, Napoléon Girard, cordonniers et selliers, des cité et district de Chicoutimi, et Adélard Bouchard, cordonnier, de la ville de Dolbeau, district de Roberval, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, aux termes et conditions qui pourrout être fixés, et continuer l'entreprise commerciale et industrielle actuellement exploitée par "Girard & Bouchard enr.";

Fabriquer des harnais, valises, chaussures, gants, mitaines et autres objets en cuir, caoutchouc, étoffe ou autre matériel; importer, exporter, acheter et vendre le cuir, le caoutchouc, l'étoffe et produits d'iceux et tous les articles, ingrédients et composés d'iceux;

Faire le commerce de peaux et les affaires de tannerie, acheter, vendre et commercer tous produits et matériels bruts s'y rapportant;

Fabriquer, acheter, vendre, importer et exporter des cirages, vernis, enduits et autres marchandises et objets s'y rapportant, sous le nom de "Girard & Bouchard, Limitée", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le onzième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16545-o L. DÉSILETS.

**"Girard & Bouchard, Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1946, incorporating: Alphide Girard, Napoléon Girard, shoemakers and saddlers, of the city and district of Chicoutimi, and Adélard Bouchard, shoemaker, of the town of Dolbeau, district of Roberval, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, upon such terms and conditions as may be fixed and continue the commercial and industrial undertaking actually carried on by "Girard & Bouchard enr.";

To manufacture harnesses, trunks, footwear, gloves, mittens and other objects made of leather rubber, cloth or other material; import, export, purchase and sell, leather, rubber, cloth and products thereof, and any articles, ingredients and composites of same;

To deal in pelts and carry on the tanning business, purchase, sell and deal in any raw products and materials connected therewith;

To manufacture, purchase, sell, import and export, polish, varnish, dressing, and any other merchandise and objects connected therewith, under the name of "Girard & Bouchard, Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16545 Deputy Attorney General.

**"H. M. Lavigne Ltd."**  
**"H. M. Lavigne Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Roland-A. Lamarche, marchand, Hormidas Legault, commis, et Dame Monique Ayers-Lamarche, épouse séparée de biens dudit Roland-A. Lamarche et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Lachute, district de Terrebonne, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et vendre en gros et au détail toutes les marchandises faisant l'objet du commerce de marchand général, sous le nom de "H. M. Lavigne Ltd.— H. M. Lavigne Ltée", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16546-o L. DÉSILETS.

**"H. M. Lavigne Ltd."**  
**"H. M. Lavigne Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1946, incorporating: Roland-A. Lamarche, merchant, Hormidas Legault, clerk, and Dame Monique Ayers-Lamarche, wife separate as to property of said Roland A. Lamarche, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of Lachute, district of Terrebonne, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase and sell, wholesale and retail, all merchandise forming the object of a general store business, under the name of "H. M. Lavigne Ltd.— H. M. Lavigne Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lachute, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16546 Deputy Attorney General.

**"Jom Lumber Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Jean-Paul Deschatelets, avocats, Marcelle Deschatelets et Juliette Deschatelets, sténographes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation et le commerce de bois dans toutes ses spécialités et tout autre commerce qui s'y rattache, y compris: l'achat, la vente et le commerce de toutes sortes de bois scié, équarri et aplani, bois de sciage, bois de chauffage, dormants de chemin de fer, pieux, poteaux de télégraphie et de téléphone, poteaux de clôture, bois et tous autres produits et sous-produits de la forêt;

Exercer le commerce de manufacturiers de bois sous toutes ses formes, le commerce de meuniers, établir des boutiques ou magasins, et acheter, vendre et faire le commerce de marchands de bois en général;

Construire, acquérir, détenir, exploiter, contrôler, administrer et opérer des moulins, machines, machineries, outillages, fabriques en rapport avec l'industrie forestière, sous le nom de "Jom Lumber Ltd.", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 508, rue Aird, cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16547-o L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Jean-Paul Deschatelets, advocate, Marcelle Deschatelets and Juliette Deschatelets, stenographers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on the lumber business in all the specialties thereof, and any other business connected, therewith, including: the purchase, sale of and dealing in all kinds of wood sawn, squared and planed, saw-logs, firewood, railroad ties, posts, telegraph and telephone poles, fence-posts, lumber and any other forestry products and by-products;

To carry on business as lumber manufacturers, under all the forms thereof, the business of millers; establish work-shops or stores, and purchase, sell and carry in business generally as lumber merchants;

To build, acquire, hold, run, control, manage and operate mills, machines, machinery, equipment, plants in connection with the forest industry, under the name of "Jom Lumber Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at number 508 Aird street, city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16547 Deputy Attorney General.

#### "La Cie Antibidol Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Louis-Philippe Messier, commis, Ovide Loiselle, étudiant en droit, et Georges-E. Loiselle, avocat, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Projeter, inventer, composer, faire breveter des formules, méthodes et préparations alimentaires, chimiques et médicinales, et en acquérir par achat ou autrement;

Traiter, concentrer, extraire, raffiner ou produire par tout procédé quelconque, toute substance ou tout produit végétal, minéral, animal, chimique, médicinal, liquide, gazeux ou autres, et les rendre propres à l'usage pour lequel la Compagnie veut les utiliser;

Sujet aux dispositions de la Loi de pharmacie de Québec, acheter, importer, détenir, exporter, vendre toutes sortes de remèdes et tous les produits, sous-produits et ingrédients qui peuvent entrer dans la composition des choses proposées par les présentes; aussi toutes sortes de parfums, cosmétiques et articles de toilette et produits semblables, et leurs accessoires, sous le nom de "La Cie Antibidol Limitée", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16548-o L. DÉSILETS.

#### "La Cie Antibidol Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1946, incorporating: Louis Philippe Messier, clerk, Ovide Loiselle, law student, and Georges E. Loiselle, advocate, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To devise, invent, concoct and have patented any chemical and medicinal formulae, methods and food preparations, and to acquire the same by purchase or otherwise;

To treat, concentrate, extract, refine or produce by any method whatsoever, any vegetable, mineral, animal, chemical, medical, liquid, gaseous or other substance or product, and to render the same suitable for the purposes for which the company may desire to use them;

Subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act, to buy, import, hold, export, sell all kinds of remedies and all products, by-products and ingredients, which may enter into the composition of products hereby proposed; also all kinds of perfumes, cosmetics and toilet requisites and similar products, and their accessories under the name of "La Cie Antibidol Limitée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16548 Deputy Attorney General.

**"La Cie de Gestion Rouberville Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, Ovide Loiselle, étudiants en droit, et Georges-E. Loiselle, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce, comme principal ou comme agent, d'une compagnie de placement de fonds, et/ou d'administration, de surveillance et de contrôle, sous le nom de "La Cie de Gestion Rouberville Limitée", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à quinze;

Les actions de la compagnie ne pourront être transférées sans le consentement de tous les directeurs;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16549-o L. DÉSILETS.

**"La Cie de Gestion Rouberville Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1946, incorporating: Bernard Desjarlais, Ovide Loiselle, law students, and Georges E. Loiselle, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business, as principal or as agent, of an investment, and/or administration, management and control company, under the name of "La Cie de Gestion Rouberville Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The number of shareholders will be limited to fifteen;

The shares of the company shall not be transferred without the consent of all the directors.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16549 Deputy Attorney General.

**"La Ferronnerie de l'Est, Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Robert Fabi, entrepreneur général, Maxime Pelletier, commerçant, Gérard Pelletier, commis, et Johnny Fabi, entrepreneur général, tous de Sherbrooke, district de Saint-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Prendre et exercer le commerce auparavant exploité sous le nom de "Ferronnerie de l'Est Enregistrée";

Et plus particulièrement faire le commerce, soit comme principal, soit comme agent, en gros et en détail, de ferronnerie, de quincaillerie, de matériaux de construction, spécifiquement, peintures, huiles, appareils de chauffage, fixtures et accessoires électriques, ampoules, effets de maison et marchandises semblables se rattachant à leur commerce, gazoline, vaisselle, verrerie, tapisserie, ameublements de toute sorte et description, provisions, grains, accessoires d'automobiles; manufacturer, importer, acheter ou autrement acquérir, vendre, exporter, louer des articles de ferronnerie, d'appareils de chauffage, fer, acier ou tous autres métaux ou machineries, outils, accessoires, matériaux. Exercer toutes et aucune des affaires de marchands généraux et entrepreneurs en bâtiments, en installation de chauffage, d'éclairage et autres systèmes, sous le nom de "La Ferronnerie de l'Est, Limitée", avec un capital total de \$21,000.00, divisé en 210 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à 20.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16550-o L. DÉSILETS.

**"La Ferronnerie de l'Est, Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Robert Fabi, general contractor, Maxime Pelletier, trader, Gérard Pelletier, clerk, and Johnny Fabi, general contractor, all of Sherbrooke, district of Saint Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To take over and carry on the business heretofore carried on under the name of "Ferronnerie de l'Est Enregistrée";

And more particularly to deal, either as principal or as agent, wholesale or retail, in ironware, hardware, building requisites, specialties, paint, oil, heating systems, electric fixtures and appliances, bulbs, household effects and similar merchandise connected with their business, gasoline, crockery, glassware, wall paper, furnishings of all kinds and descriptions, provisions, grain, automobile accessories; to manufacture, import, buy or otherwise acquire, sell, export, lease ironware, heating systems, iron, steel or any other metals or machinery, tools, accessories, materials.

To carry on all or any of the businesses of general merchants and building contractors for the installation of heating, lighting and other systems, under the name of "La Ferronnerie de l'Est, Limitée", with a total capital stock of \$21,000, divided into 210 common shares of a par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company will be limited to 20.

The head office of the company will be at Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16550 Deputy Attorney General.

**"L'Association des Bonnes Routes de Saint-Jacques Inc."**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'octobre 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Adolphe Fontaine, Henri Dupuis, industriels, Wilfrid Gagnon, Lucien Venne, Gérard Gauthier, cultivateurs, Adonias Laurin, camionneur, Joseph Melançon, médecin, Athanase Lapointe, boucher, J.-Arthur Thériault, boucher, et Georges Beaudry, notaire, tous de Saint-Jacques, district de Joliette, province de Québec, dans les buts suivants:

L'amélioration des routes à Saint-Jacques et dans les environs, l'entretien des chemins, durant la période d'hiver, pour la circulation des automobiles, sous le nom de "L'Association des Bonnes Routes de Saint-Jacques Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jacques, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorzième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16551-o

L. DÉSILETS.

**"L'Association des Bonnes Routes de Saint-Jacques Inc."**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Adolphe Fontaine, Henri Dupuis, manufacturers, Wilfrid Gagnon, Lucien Venne, Gérard Gauthier, farmers, Adonias Laurin, truckman, Joseph Melançon, physician, Athanase Lapointe, butcher, J. Arthur Thériault, butcher, and Georges Beaudry, notary, all of Saint-Jacques, district of Joliette, Province of Quebec, for the following purposes:

The improvement of the highways at Saint-Jacques and its surroundings, the maintenance of roads during the winter season for motor traffic, under the name of "L'Association des Bonnes Routes de Saint-Jacques Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Jacques, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16551

Deputy Attorney General.

**"Laurent Lapointe Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Laurent Lapointe, Joseph Gagnon et Lorenzo Brisson, tous trois commerçants, des cités et district de Chicoutimi, province de Québec dans les buts suivants:

Exercer en gros et en détail le commerce de quincaillerie, ferronnerie, matériaux de construction et autres, instruments aratoires, articles servant pour les fins de l'électricité, et généralement exercer le commerce de tous les matériaux, outils, machinerie, pouvant entrer dans toutes constructions en général;

Exercer le commerce de vaisselle, verrerie, argenterie, cadeaux, bijoux, et articles de sport en général, sous le nom de "Laurent Lapointe Ltée", avec un capital total de \$100,000.00, divisé en 1,000 ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16552-o

L. DÉSILETS.

**"Laurent Lapointe Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Laurent Lapointe, Joseph Gagnon, and Lorenzo Brisson, all three traders, of the city and district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in hardware, ironware, building requisites and other materials, agricultural implements, articles used for electricity purposes, and deal generally in all materials, tools, machinery capable of entering into to any kind of building, in general;

To deal in china, glassware, silver, gifts, jewelry and sporting goods, in general, under the name of "Laurent Lapointe Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16552

Deputy Attorney General.

**"Loyala Canadian Products Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Benoît Poupard, avocat, de la cité d'Outremont, Léopold Chauret, commis, et Émile Gendron, commerçant, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter et fabriquer des conserves ou marinades de cornichons et autres produits semblables, des moutar-

**"Loyala Canadian Products Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Benoît Poupard, advocate, of the city of Outremont, Léopold Chauret, clerk, and Émile Gendron, trader, both of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business consisting in the manufacture, purchase, sale, importation, exportation and fabrication of canned and pickled goods, pickles and other similar products, mus-

des, des sauces et sauces à la viande, des confitures, des gelées, des essences, mayonnaises et autres produits similaires, et généralement tous produits se rapportant à un commerce de cette nature, sous le nom de "Loyala Canadian Products Limited," avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16553-o

L. DESILETS.

tard, sauces and meat sauces, jams, jellies, extracts, mayonnaises and other like products, and, generally, any products connected with this kind of business, under the name of "Loyala Canadian Products Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

#### "Mizpah Inc."

Avis est, par les présentes, donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: John M. Home, avocat et conseil en loi du Roi, William Edwin Learned, banquier démissionnaire, et Helen Hague, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce général d'une compagnie de portefeuille et de réalisation et acquérir par achat ou par tout autre titre légal quelconque et détenir et posséder des propriétés mobilières ou immobilières, titres, actions, obligations, débiteures, hypothèques ou autres valeurs de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie ou corporation bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autres, ou de tout individu ou association, et les vendre, réaliser et convertir en argent, sous le nom de "Mizpah Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16554

L. DESILETS.

To carry on the business of a holding and realization company generally and to acquire by purchase or any other legal title whatsoever, and to hold and own moveable or immoveable properties, stocks, shares, bonds, debentures, mortgages or other securities of any government or of any municipal or school corporation, or of any bank, public utility, commercial, industrial or other company or corporation, or of any individual or association, and to sell, realize and convert the same into cash" under the name of "Mizpah Inc.", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 700 preferred shares of the par value of \$10.00 each, and 300 common shares of the par value of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1946.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

#### "North American Textile Sales Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Louis Lazar, marchand, Philip S. Garonce, Joseph Henry Freedman et John J. Gotlieb, tous trois avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers, travailleurs, importateurs et exportateurs, entrepreneurs, marchands et négociants en gros et en détail de caoutchouc, gutta percha, cuir et articles en laine et tissus textiles de toutes sortes, cellulose, celluloïde ou autres matières semblables, textiles, produits chimiques, composés, vêtements, vêtements imperméables et articles imperméables, marchandises sèches,

#### "North American Textile Sales Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the eleventh day of October, 1946, incorporating: Louis Lazar, merchant, Philip S. Garonce, Joseph Henry Freedman and John J. Gotlieb, all three advocates, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers, processors, importers and exporters, contractors, wholesale and retail dealers of and in rubber, gutta percha, leather and wollen goods and textile fabrics of all kinds, cellulose, celluloid, or other similar material, textiles chemicals, compositions, clothing, waterproof garments and waterproof goods, dry goods, yard goods, tubes, housepipes, tents, washers,

marchandises à la verge, tubes, tuyaux de maison, tentes, rondelles, emballage, isolants, articles électriques et toutes autres sortes de marchandises, articles de maison, biens et effets faits de caoutchouc, gutta percha, cellulose ou cellulose, fils, bois de construction ou d'aucun de leurs composés ou partiellement d'aucun de ces substances, sous le nom de "North American Textile Sales Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 80 actions ordinaires de \$100 chacune et en 320 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1590 Blvd. St-Laurent, cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16555

L. DÉSILETS.

packings, insulators, electric and all other sorts of goods, household goods, chattels and effects, made from rubber, gutta percha, cellulose or celluloid, yarns, lumber or any compound thereof, or partly of any of these substances, under the name of "North American Textile Sales Corporation", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 80 common shares of \$100.00 each, and 320 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 1590 St. Lawrence Blvd. City of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16555-o

Deputy Attorney General.

#### **"North End Amusements Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Jean-Paul Deschatelets, avocat, Marcelle Deschatelets et Juliette Deschatelets, sténographes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce général qui consiste à fournir des divertissements au public; exercer le commerce de lieux d'amusement, terrains de jeux, représentations et spectacles de théâtre de toutes sortes dans toutes ses spécialités et, en particulier, disposer et préparer tous terrains ou emplacements pour aucune sorte de sports et jeux athlétiques ou toute autre sorte de divertissement, récréation, sport et représentation, sous le nom de "North End Amusements Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à 5.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16556

L. DÉSILETS.

#### **"North End Amusements Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented, by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S. 1941, bearing date the eleventh day of October, 1946, incorporating: Jean-Paul Deschatelets, advocate, Marcelle Deschatelets and Juliette Deschatelets, stenographers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of furnishing amusement to the public; to carry on the business of amusement parts, game lands, theatre exhibitions and performances of all kinds, in all its branches and in particular to lay out and prepare any lands or emplacements for any kind of athletic sports and games or any other kind of amusement, recreation, sport and entertainment, under the name of "North End Amusements Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The number of shareholders of the company will be limited to 5.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16556-o

Deputy Attorney General.

#### **"Peate Industries Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Robert Peate, Elbert G. Peate, marchands, et Irwin B. Cohen, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, acheteurs, vendeurs, exportateurs et importateurs et marchands d'instruments de musique en général, accessoires de musique, étuis d'instruments de musique, étuis à musique et serviettes et autres produits connexes, en gros ou en détail ou comme mandats ou agents, sous le nom de "Peate Industries Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

#### **"Peate Industries Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Robert Peate, Elbert G. Peate, merchants, and Irwin B. Cohen, advocate, all of the City and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, buyers, sellers, exporters and importers, and dealers generally of musical accessories, musical instruments cases, music cases and brief cases, and other allied products at wholesale or at retail, or as principals, or as agents, under the name of "Peate Industries Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

[ Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'octobre 1946.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16557 L. DÉSILETS.

16557-o Deputy Attorney General.

**"Pellis Trading Inc."  
"Société Commerciale de Fourrure Inc."**

**"Pellis Trading Inc."  
"Société Commerciale de Fourrure Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Jean-Paul D'Aoust, acheteur de fourrures, Lucien-D. Viau, comptable agréé, tous deux de Verdun, et Ubald Reid, gérant, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Jean-Paul D'Aoust, fur purchaser, Lucien D. Viau, chartered accountant, both of Verdun, and Ubald Reid, manager, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce d'exportateurs, importateurs et expéditeurs et négociants de toutes sortes de fourrures et peaux d'animaux, tanner et préparer pour le marché aucune et toutes telles fourrures et peaux;

To carry on business as exporters, importers and shippers of and dealers in all kinds of fur and animal pelts, to dress and prepare for the market all or any of said furs and pelts;

Manufacturer, exporter, importer, expédier et faire le négoce d'aucun et de tous articles de vêtements ou autrement, qui peuvent être confectionnés en tout ou en partie de fourrures ou peaux d'animaux;

To manufacture, export, import, ship and deal in all or any kind of wearing or other apparel, capable of being made up, in whole or in part, in fur or animal pelts;

Tanner, repasser, teindre, blanchir au moyen de procédés, préparer, manufacturer et confectionner en vêtements, peaux, couvertures ou autres produits ouvrés, des fourrures, pelleteries et peaux d'animaux, oiseaux et reptiles de toutes sortes, sous le nom de "Pellis Trading Inc.—Société Commerciale de Fourrure Inc.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

To tan, dress, dye, bleach, by means of any process, prepare, manufacture and make-up into garments, pelts, fur rugs, coverings or other worked products, furs, fur-goods, and animal pelts, bird and reptile skins of every kind, under the name of "Pellis Trading Inc.—Société Commerciale de Fourrure Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour d'octobre 1946.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16558-o L. DÉSILETS.

16558 Deputy Attorney General.

**"Philippe Maziade & Cie Inc."**

**"Philippe Maziade & Cie Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Joseph Gagnon, Lorenzo Brisson et Charles-Eugène Gilbert dit Chouinard, tous trois commerçants, des cité et district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1946, incorporating: Joseph Gagnon, Lorenzo Brisson and Charles-Eugène Gilbert dit Chouinard, all three traders, of the city and district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer, en gros et en détail, le commerce de hardes faites pour hommes, femmes, enfants, garçonnets et fillettes, de robes, costumes, manteaux, jupes, blouses, sous-vêtements, pour hommes et femmes, de soieries, broderies, dentelles, nouveautés, fourrures, chaussures, laines et lainages, et en général tout ce qui est réputé marchandises sèches, de garnitures de maison et autres;

To carry on, wholesale and retail, the business of ready-made clothing for men, women, children, boys and girls, dresses, suits, coats, skirts, blouses, men's and women's underwear, silks, embroideries, laces, novelties, furs, footwear, wools and wollens and, generally, anything which may be considered dry goods, house furnishings and others;

Exercer le commerce d'argenterie, vaisselle, verrerie, de cadeaux, bijoux et articles de sport en général, sous le nom de "Philippe Maziade & Cie Inc.", avec un capital total de \$100,000.00, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

To deal in silverware, china, glassware, gifts, jewellery and sporting goods in general, under the name of "Philippe Maziade & Cie Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

The head office of the company will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour d'octobre 1946.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16559-o L. DÉSILETS.

16559 Deputy Attorney General.

**"Plastic Products Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Gustave Côté, industriel, J.-Odilon Grenier, gérant d'affaire, et Jacqueline Letellier, sténographe, célibataire majeure, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer ou manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre ou louer les machines, l'équipement et les fournitures de toutes sortes employés dans le commerce et l'industrie de la fabrication d'objets et produits en plastique en général;

Fabriquer, importer, exporter, acheter, vendre, louer les matières premières, secondaires ou auxiliaires et tous autres produits employés dans le commerce et l'industrie de la compagnie qui servent à poursuivre le commerce et l'industrie de la fabrication d'objets et produits en plastique en général, sous le nom de "Plastic Products Inc.", avec un capital total de \$35,000.00, divisé en 350 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16560-o L. DÉSILETS.

**"Plastic Products Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1946, incorporating: Gustave Côté, manufacturer, J.-Odilon Grenier, business manager, and Jacqueline Letellier, stenographer, spinster, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To make or manufacture, import, export, buy, sell or lease machines, equipment and fittings of all kinds used in the business and industry of manufacturing plastic objects and products in general;

To manufacture, import, export, buy, sell, lease the raw materials and the secondary and auxiliary matter and any other products used in the business and industry of the company which serve in carrying on the business and industry of manufacturing plastic objects and products in general, under the name of "Plastic Products Inc.", with a total capital stock of \$35,000 divided into 350 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16560 Deputy Attorney General.

**"Prestige Pants & Sportswear Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, distribuer, négocier, importer, exporter et faire le commerce de pantalons, vêtements de sport, coupevent, manteaux, costumes, pardessus, salopettes, chemises, chapeaux, habits pour hommes, femmes et enfants, lainages, toiles, tweeds, tissus, coton, sous le nom de "Prestige Pants & Sportswear Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16561 L. DÉSILETS.

**"Prestige Pants & Sportswear Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, spinster, the two latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, distribute, trade, import, export and deal in men's, women's and children's pants, sportswear, windbreakers, cloaks suits, coats, overalls, shirts, hats, clothing, woollens, linens, tweeds, fabrics, cottons, under the name of "Prestige Pants & Sportswear Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16561-o Deputy Attorney General.

**"Probur Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Ignacy Burstyn, gérant, Stefan Pronasko, ingénieur, Mme Ira Liwer Burstyn, ménagère, épouse séparée de biens de Ignacy Burstyn et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Mme Marja Mieszkowska Pronasko, ménagère, épouse séparée de biens de Stefan Pronasko et dûment auto-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1946, incorporating: Ignacy Burstyn, manager, Stefan Pronasko, engineer, Mrs. Ira Liwer Burstyn, housewife, wife separate as to property of Ignacy Burstyn, and duly authorized by him for the purposes of these presents, and Mrs Marja Mieszkowska Pronasko, housewife, wife separate as to property of Stefan Pronasko, and duly authorized by him for the pur-

**"Probur Limited"**

risée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, manufacturer, réparer, refaire, reconstruire, donner le service, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, louer, céder, transporter, transférer, exporter, importer, négocier et faire le commerce, en gros et en détail, d'accessoires et outillage d'automobiles, accessoires électriques, caméras et accessoires de photographie, chapeaux et casquettes, modes et articles de modes, outillage commercial et industriel, aliments, appareils de maison, fournitures de maison, bijouterie, nouveautés, souvenirs, jouets, sous le nom de "Probur Limited", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16562

L. DÉSILETS.

**"Quality Embroidery Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinzième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Louis Ticoll, comptable, tous deux de la cité de Montréal, et Sol W. Weber, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, exportateurs, importateurs, en gros et en détail, marchands, négociants, acheter, vendre et faire le commerce de tissus de toutes sortes et descriptions, et, en particulier, de broderie, fil en rayon, fil de coton, fil de brocart, galons, perles, bracelets, plaquets, boutons, têtes de clous, dentelles, nouveautés, bijouterie, de costume et tous produits et tissus se rapportant aux articles ci-dessus et tous accessoires de maison et articles et commodités l'emploi personnel et ménager, sous le nom de "Quality Embroidery Co. Ltd."

Le montant du capital de la compagnie est divisé en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune et en 300 actions ordinaires de \$100 chacune, qui sera fixé à la somme de \$40,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16563

L. DÉSILETS.

**"St. George Investment Company Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Fleurette Gosselin, courtier, fille majeure, Guy Genest, avocat, et Armand Gosselin, industriel, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

De faire affaires dans la province de Québec: Comme courtier en immeubles, acheteur de fonds de commerces, sous le nom de "St. George

poses of these presents, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture, repair, remake, rebuild, service, purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, lease, convey, transport, transfer, export, import, trade and deal, wholesale and retail, in automotive accessories and equipment, electrical supplies, cameras and photographic supplies, hats and caps, millinery and millinery supplies, commercial and industrial equipment, tools, household appliances, household furnishings, jewellery, novelties, souvenirs, toys, under the name of "Probur Limited", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 50 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16562-o

Deputy Attorney General.

**"Quality Embroidery Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S. 1941, bearing date the fifteenth day of October 1946, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Louis Ticoll, accountant, both of the city of Montreal, and Sol W. Weber, advocate, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, exporters, importers, wholesale and retail, dealers, jobbers, to buy, sell and deal in fabrics of all kinds and descriptions, and particularly embroidery, rayon yarn, cotton yarn, tinsel yarn, braids, beads, bangles, plackets, buttons, nail heads, laces, notions, costume jewellery, and all products and fabrics allied to the above and all household fittings and articles and commodities of personal and household use, under the name of "Quality Embroidery Co. Ltd."

The amount of the capital stock of the Company is divided into 1,000 preferred shares at \$10.00 each and 300 common shares at \$100.00 each, to be fixed at the sum of \$40,000.00.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16563-o

Deputy Attorney General.

**"St. George Investment Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Fleurette Gosselin, broker, spinster, Guy Genest, advocate, and Armand Gosselin, manufacturer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the Province of Quebec: As real estate broker, stock-in-trade purchaser, under the name of "St. George Investment Com-

ge Investment Company Limited", avec un capital total de \$5,000.00, divisé en 50 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16564-o L. DÉSILETS.

pany Limited", with a total capital stock of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16564 Deputy Attorney General.

**"Superme Food Products Limited"**  
**"Les Produits Alimentaires Superme Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Me Jean-Victor Cartier, Me Eugène Brouillet, avocats, et Mlle Marguerite Déry, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, produire, acheter et vendre en gros et au détail, importer et exporter, toutes les sortes de produits alimentaires, et, à ces fins, vendre, louer, ériger, exploiter, acquérir, des propriétés immobilières et des biens mobiliers, inventions, machineries, marques ou fonds de commerce, et poser tous les actes avantageux ou nécessaires relativement à l'exploitation de l'entreprise, sous le nom de "Superme Food Products Limited — Les Produits Alimentaires Superme Limitée", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1253, avenue McGill College, Montréal, District de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16565-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth days of October, 1946, incorporating: Me Jean-Victor Cartier, Me Eugène Brouillet, advocates, and Mlle Marguerite Dery, stenographer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy and sell, wholesale and retail, import and export all kinds of food products and for such purpose, to sell, lease, erect, operate, acquire immovable properties, and any movables, inventions machinery, trademarks or stock-in-trade, and perform any advantageous or necessary acts, concerning the carrying on the undertaking, under the name of "Superme Food Products Limited — Les Produits Alimentaires Superme Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1253 McGill College Avenue, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16565 Deputy Attorney General.

**"United Auto Parts (Lachute) Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Louis-Joseph Boileau, notaire, de la ville de Ste-Anne-de-Bellevue, district de Montréal, Jean-Charles-Miville-Trickey, gérant, et Dame Gillette Boileau Trickey, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Charles-Miville-Trickey et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Brownsburg, district de Terrebonne, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

De manufacturer, réparer, importer, exporter, échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, avions, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, moteurs ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant, directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectif d'iceux, sous le nom de "United Auto Parts (Lachute) Ltd.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10.00 chacune et en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Brownsburg, district de Terrebonne.

**"United Auto Parts (Lachute) Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Louis Joseph Boileau, notary, of the town of Ste-Anne-de-Bellevue, district of Montreal, Jean Charles Miville Trickey, manager, and Dame Gillette Boileau Trickey, wife separate as to property of said Jean Charles Miville Trickey and duly authorized by him for the purposes hereof, both of Brownsburg, district of Terrebonne, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, repair import, export, exchange, deal generally, whether wholesale or retail, in all kinds of automobiles, tractors, planes, boats, canoes, skiffs, trucks, waggons, motorcycles, motors as well as all parts, pieces or spare parts connected therewith, directly or indirectly, and in all things capable of being used in connection with the said objects or for the manufacture, maintenance and working respectively thereof, under the name of "United Auto Parts (Lachute) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each and 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Brownsburg, district of Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16566-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16566 Deputy Attorney General.

**"Velo-Tex Corporation Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Oscar Segal, Irving Phillips et Lionel Segal, tous marchands, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Négocier, faire et exercer le commerce qui consiste à manufacturer le coton, la laine, le filé et autres substances fibreuses; traiter, manufacturer et préparer pour le marché tous leurs produits et sous-produits, soit à l'état préparé, manufacturé ou brut et soit par l'emploi du procédé d'impression à la soie ou d'aucun autre procédé s'y rapportant et les acheter, vendre, négocier et en faire le commerce, et exercer tous ou aucun des commerces suivants: fileurs de toiles, coton, lin, soie et chanvre, marchands de fils, blanchisseurs et teinturiers, fabricants et utilisateurs de matières pour le blanchissage et la teinture, et produire, peigner, préparer, filer, teindre et faire le commerce de coton, lin, chanvre, laine, filée, soie et autres substances fibreuses, et les filer ou tisser, et tricoter, filer ou tisser et faire le commerce de coton, filés, soie, toile et toutes autres marchandises et tissus textiles;

Exercer l'industrie et le commerce de producteurs et manufacturiers, importateurs et exportateurs, en gros et en détail, de tissus piqués et brodés, nouveautés, habits, vêtements et accessoires d'aucune sorte et description; habits, vêtements et accessoires d'aucune sorte et description; habits, vêtements d'aucune sorte et description pour hommes, dames et enfants, sous le nom de "Velo-Tex Corporation Ltd.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 300 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16567 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16567-o Deputy Attorney General.

**"Velo-Tex Corporation Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Oscar Segal, Irving Phillips and Lionel Segal, all merchants, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To trade, deal in and carry on the business of manufacturing cotton, wool, worsted, and other fibrous substances; to treat, manufacture and prepare for market, all products and by-products thereof, either in the prepared, manufactured, or raw state and either by using a silk screen process or any other process in connection therewith and to buy, sell, deal and trade, in the same, and to carry on all or any of the following businesses: linen, cotton, flax, silk and hemp spinners, yarn merchants, bleachers and dyers, makers and users of bleaching and dyeing material, and to produce, comb, prepare, spin, dye and deal in, cotton, flax, hemp, wool, worsted, silk and other fibrous substances, and to spin or weave the same, and to knit, spin or weave and deal in, cotton, worsted, silk, linen and all other textile goods and fabrics;

To carry on the trade and business of producers and manufacturers, importers and exporters, wholesale and retail of quilted and embroidered material, novelties, clothing, wearing apparel, and accessories of every kind and description; men's, ladies' and children's clothing, wearing apparel of every kind and description, under the name of "Velo-Tex Corporation Ltd.", with a total stock of \$15,000.00, divided into 300 common shares of \$50.00 each.

**Lettres patentes supplémentaires**

**"Arthur Harris Canada Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trentième jour de septembre 1946, à la compagnie "Arthur Harris Canada Limited", ratifiant le règlement N° 23 augmentant le capital de la compagnie de \$10,000 à \$15,000, par la création de 500 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 30ième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16568 L. DÉSILETS.

**Supplementary Letters Patent**

**"Arthur Harris Canada Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of September, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Arthur Harris Canada Limited", ratifying By-Law No. 23 increasing the company's capital stock from \$10,000. to \$15,000., by the creation of 500 additional common shares of the par value of \$10. each.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of September, 1946.

L. DÉSILETS,  
16568-o Deputy Attorney General.

**"Chauffage Royal Heaters Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour d'octobre 1946, à la compagnie "Chauffage Royal Heaters Limited", ratifiant: 1) son Règlement 1946, numéro 1 augmentant son capital de \$20,000. à \$300,000., par la création de 1,300 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100. chacune et de 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10. chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées; 2) son Règlement 1946, numéro 2 modifiant et augmentant les pouvoirs de la compagnie; 3) son Règlement 1946, numéro 3 rescindant et annulant certaines dispositions des lettres patentes originaires de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, ce 15ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général.

16569-o

L. DÉSILETS.

**"Chauffage Royal Heaters Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Chauffage Royal Heaters Limited", ratifying: 1) its by-law 1946, Number 1, increasing its capital from \$20,000 to \$300,000 by the creation of 1,300 additional common shares of a par value of \$100 each and 15,000 preferred shares of a par value of \$10 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares; 2) its By-law 1946, Number 2, amending and increasing the powers of the company; 3) its By-law 1946, Number 3, revoking and cancelling certain provisions of the original letters patent of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

16569

**"Commercial & Industrial Realities Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour d'octobre 1946, changeant le nom de la compagnie "Community Homes Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 février 1936, en celui de "Commercial & Industrial Realities Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, ce 7ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16570

L. DÉSILETS.

**"Commercial & Industrial Realities Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Community Homes Ltd.", incorporated by letters patent dated February 14th, 1936, into that of "Commercial & Industrial Realities Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 7th day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

16570-o

**"Continental 5-10-15c. to \$1.00 Stores Ltd." "Magasins Continental 5-10-15c. à \$1.00 Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour d'octobre 1946, changeant le nom de la compagnie "Magasin Continental Store Limitée — Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 juin 1946, en celui de "Continental 5-10-15 to \$1.00 Stores Ltd." — "Magasins Continental 5-10-15c à \$1.00 Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 7ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16571-o

L. DÉSILETS.

**"Continental 5-10-15c. to \$1.00 Stores Ltd." "Magasins Continental 5-10-15c. à \$1.00 Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, changing the name of the company "Magasin Continental Store Limitée — Limited", incorporated by letters patent bearing date June 11, 1946, to that of "Continental 5-10-15c to \$1.00 Stores Ltd." — "Magasins Continental 5-10-15c à \$1.00 Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this 7th day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

16571

**"L'Union des Ligues de Propriétaires de la Province de Québec, Inc." "The Union of the Property Owners' Leagues of the Province of Quebec, Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour d'octobre 1946, à la corporation "L'Union des Ligues de Propriétaires de la Province de Québec, Inc." — "The Union of the Property Owners' Leagues of

**"L'Union des Ligues de Propriétaires de la Province de Québec, Inc." "The Union of the Property Owners' Leagues of the Province of Quebec, Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the corporation "L'Union des Ligues de Propriétaires de la Province de Québec, Inc." — "The Union of the Property Owners' Leagues of the Province of

the Province of Quebec, Inc.", constituée comme telle par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la troisième partie de la dite Loi, en date du 8 janvier 1944, ratifiant une résolution: a) modifiant et augmentant les pouvoirs de la corporation; b) augmentant le nombre de ses directeurs de neuf à cinquante, cette partie de la résolution se lisant ainsi:

"b) En biffant des lettres patentes existantes la stipulation inscrite sur la dernière page de ces lettres patentes et qui porte: "Le bureau de Direction sera composé de neuf membres" et remplaçant cette stipulation par la clause ci-après: "Le bureau de direction sera composé de cinquante membres."

Daté du bureau du Procureur général, le 7ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16572-o L. DÉSILETS.

**"Maison L.-G. Beaubien Incorporée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et unième jour d'août 1946 changeant le nom de la compagnie "L.-G. Beaubien & Cie, Limitée" (L.-G. Beaubien & Co. Limited), constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 mai 1937, en celui de "Maison L.-G. Beaubien Incorporée".

Daté du bureau du Procureur général, le 31ième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16573-o L. DÉSILETS.

**"National Coal Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sixième jour de septembre 1946, changeant le nom de la compagnie "National Coal & Grain Co.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 mars 1928, en celui de "National Coal Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, ce 26ième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16574 L. DÉSILETS.

**"Radio Richelieu, Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sixième jour de septembre 1946, à la compagnie "Radio Richelieu, Limitée", ratifiant: 1) son Règlement Spécial "A" réduisant son capital de 500 à 50 actions sans valeur au pair, par la cancellation de 450 actions sans valeur au pair; 2) son Règlement Spécial "B" convertissant les 50 actions sans valeur au pair composant son capital ainsi réduit en 50 actions d'une valeur au pair de \$50. chacune; 3) son Règlement Spécial "C" augmentant tel capital de \$2,500. à \$25,000., par la création de 450 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$50. chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 26ième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16575-o L. DÉSILETS.

Quebec, Inc.", incorporated as such by letters patent issued under the provisions of Part III of the said Act, bearing date the 8th day of January, 1944, ratifying a resolution: a) amending and increasing the powers of the corporation; b) increasing the number of its directors from nine to fifty, said part of the resolution reading as follows:

"b) In striking out, from the existing letters patent, the stipulation inscribed on the last page of the said letters patent which reads: "The board of directors shall be composed of nine members" and replacing the said stipulation by the following clause: "The board of directors shall be composed of fifty members".

Dated at the office of the Attorney General, this 7th day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16572 Deputy Attorney General.

**"Maison L.-G. Beaubien Incorporée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirty-first day of August, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "L.-G. Beaubien & Cie. Limitée" (L.-G. Beaubien & Co. Limited), incorporated by letters patent dated May 19, 1937, to that of "Maison L.-G. Beaubien Incorporée".

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of August, 1946.

L. DÉSILETS,  
16573 Deputy Attorney General.

**"National Coal Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of September, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "National Coal & Grain Co.", incorporated by letters patent dated March 3rd, 1928, into that of "National Coal Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of September, 1946.

L. DÉSILETS,  
16574-o Deputy Attorney General.

**"Radio Richelieu, Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of September, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Radio Richelieu, Limitée", ratifying: 1) its Special By-law "A" reducing its capital stock from 500 to 50 shares, without par value, by the cancellation of 450 shares without par value; 2) its Special By-law "B" converting the 50 shares without par value, composing its capital stock so reduced into 50 shares of a par value of \$50 each; 3) its Special By-law "C" increasing such capital stock from \$2,500 to \$25,000, by the creation of 450 additional common shares of a par value of \$50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of September, 1946.

L. DÉSILETS,  
16575 Deputy Attorney General.

**"Universal Equipment Ltd."**  
**"Équipement Universel Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour de septembre 1946, à la compagnie "Universal Equipment Ltd." — "Équipement Universel Ltée", ratifiant le règlement de cette compagnie augmentant son capital par la création de 1,000 actions ordinaires additionnelles sans valeur au pair ou nominale et de 990 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100, chacune, énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées, et fixant à \$24,900, le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 25ième jour de septembre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
 16576-o L. DÉSILETS.

**"Universal Equipment Ltd."**  
**"Équipement Universel Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-fifth day of September, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Universal Equipment Ltd." — "Équipement Universel Ltée", ratifying the By-law of this company increasing its capital stock by the creation of 1,000 additional common shares without par or nominal value, and of 990 preferred shares of a par value of \$100 each, enumerating the privileges attaching to said preferred shares and fixing to \$24,900 the amount with which the company will continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of September, 1946.

L. DÉSILETS,  
 16576 Deputy Attorney General.

**Action en séparation de corps  
 et de biens**

**AVIS**

Marcel Fausse, mécanicien, domicilié à Granby, a poursuivi Doris Arrowsmith, en séparation de corps.

Granby, le 9 novembre 1946.  
 Le Procureur du demandeur,  
 16604-o (Signé) DORIS ROBERT

**Action for Separation as to Bed  
 and Board and Property**

**NOTICE**

Marcel Fausse, mechanic, domiciled at Granby, has sued Doris Arrowsmith for separation as to bed and board.

Granby, November 9, 1946.  
 (Signed) DORIS ROBERT,  
 16604 Attorney for the plaintiff.

**Avis divers**

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération de l'U. C. C. de St-Jean", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 3 octobre 1946.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Saint-Jean, province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
 16577-o JEAN BRUCHESI.

**Miscellaneous Notices**

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates under the name of "La Fédération de l'U.C.C. de St-Jean" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on October 3, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate, is at St. John's, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,  
 16577 Under Secretary of the Province.

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Employés de Théâtre, Local No 1", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, dans le district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
 16578-o JEAN BRUCHESI.

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Employés de Théâtre, Local No. 1," for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, in the district of Montreal.

JEAN BRUCHESI,  
 16578 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Ouvriers du Transport Maritime, Local No. 2", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16579-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Travailleurs du Bois de Construction, Local No. 3", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jérôme, district de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16580-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Zénon-de-Berthier", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 7 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Zénon, comté de Berthier.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16581-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National Catholique des Travailleurs de l'Amiante de la Flintkote Mines Ltd., Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 28 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Thetford-Mines, comté de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16582-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Parisville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la pro-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Ouvriers du Transport Maritime, Local No. 2" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 19, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,  
16579 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Travailleurs du Bois de Construction, Local No. 3", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 18, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Jérôme, district of Terrebonne.

JEAN BRUCHÉSI,  
16580 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Zénon-de-Berthier," for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 7, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Zénon, county of Berthier.

JEAN BRUCHÉSI,  
16581 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National Catholique des Travailleurs de l'Amiante de la Flintkote Mines Ltd., Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 28, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Thetford-Mines, county of Mégantic.

JEAN BRUCHÉSI,  
16582 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Parisville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the pro-

fession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Parisville, comté de Lotbinière.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16584-o JEAN BRUCHÉSI.

"JEAN GAGNON & CIE LTÉE"  
"JOHN GAGNON & CO. LTD."

#### Règlement N° 34

Que le nombre des directeurs de "Jean Gagnon & Cie Ltée" — "John Gagnon & Co. Ltd." soit porté de trois à cinq.

Certifiée comme étant une copie conforme du règlement N° 34 de "Jean Gagnon & Cie Ltée" — "John Gagnon & Co. Ltd.", adopté par les directeurs et approuvé par tous les détenteurs d'actions émises de ladite Compagnie à une assemblée spéciale générale des actionnaires spécialement convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 11 janvier 1946.

Montréal, le 9 octobre 1946.

JEAN GAGNON & CIE LTÉE.  
Par: le Président,  
(Sceau) JEAN GAGNON.  
Le Secrétaire,  
16583-o L. COUTURE.

"J. SZABO Co."

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie J. Szabo Co. tenue le 18ème jour de novembre 1945.

"Il a été proposé par M. Peter Verhagen, secondé par M. John Szabo et unanimement résolu que le nombre des directeurs soit augmenté de trois à quatre et que l'article 3 (a) des règlements se lise comme suit:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de quatre directeurs, chacun desquels, au temps de son élection et pendant le terme de ses fonctions, sera un actionnaire de la compagnie au montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages relativement à tout appel sur icelle."

#### CERTIFICAT

Nous, les soussignés, le Président et le Trésorier de la compagnie J. Szabo Co. certifions, par les présentes, que le précédent est un extrait conforme et exact des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie J. Szabo Co., tenue le 18ème jour de novembre 1945. Et nous avons signé:

Le Président,  
P. VERHAGEN.  
Le Trésorier,  
16590 J. SZABO.

#### AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Zéphirin-de-Courval", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Zéphirin-de-Courval, comté d'Yamaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16591-o JEAN BRUCHÉSI.

fession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 4, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Parisville, county of Lotbinière.

16584 Under Secretary of the Province.

"JEAN GAGNON & CIE LTÉE"  
"JOHN GAGNON & CO. LTD"

#### By-Law No. 34

That the number of Directors of "Jean Gagnon & Cie Ltée" — "John Gagnon & Co. Ltd." be raised from three to five.

Certified as being a true copy of By-law No. 34 of "Jean Gagnon & Cie Ltée" — "John Gagnon & Co. Ltd.", adopted by the directors and approved by all the holders of shares issued by the said company, at a special general meeting of the shareholders specially called to consider the said By-law and held on January 11, 1946.

Montreal, October 9, 1946.

JEAN GAGNON & CIE LTÉE,  
Per: JEAN GAGNON,  
(Seal) President.  
16583 L. COUTURE,  
Secretary.

"J. SZABO Co."

Extract of Minutes of a meeting of Directors of J. Szabo Co., held on the 18th day of November, 1945.

"It was moved by Mr. Peter Verhagen, seconded by Mr. John Szabo, and unanimously resolved, that the number of Directors be increased from three to four, and that Section 3 (a) of the By-Laws shall read as follows:

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of four Directors, each of whom at the time of his election, and throughout the term of his office, shall be a shareholder in the Company, to the amount of a least one share and not in arrears in respect of any call thereon."

#### CERTIFICATE

We, the undersigned, the President and the Treasurer of J. Szabo Co., hereby certify the above to be a true and exact extract of the Minutes of a Meeting of Directors of J. Szabo Co., held on the 18th day of November, 1945. And we have signed:

P. VERHAGEN,  
President.  
J. SZABO,  
16590-o Treasurer.

#### NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Zéphirin-de-Courval" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 4, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Zéphirin-de-Courval, county of Yamaska.

16591 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The Dora Miles Company", un corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la ville de Branford, dans l'État du Connecticut, un des États Unis d'Amérique, dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a, par nouvelle procuration en date du 9 septembre 1946, changé son bureau principal dans cette Province de Richmond à Waterloo et que M. Horace A. Chaddock, comptable, autrefois de Richmond et maintenant de Waterloo, dans la province de Québec, demeure encore agent principal de ladite compagnie pour toutes affaires, tel que requis en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangers.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 12ième jour de novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16594 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that "The Dora Miles Company", a body politic and corporate, having its head office and chief place of business in the Town of Branford, in the State of Connecticut, one of the United States of America, duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, has, by new Power of Attorney dated September 9th, 1946, changed its principal office in this Province from Richmond to Waterloo, and that Mr. Horace A. Chaddock, Accountant, formerly of Richmond, and now of Waterloo, in the Province of Quebec, still remains chief agent of the said Company in all matters as required under the Extra Provincial Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of November, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
16594-o Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The Harwar Corporation", dont le siège social est situé dans le district de Manhattan, cité, comté et État de New York, un des États Unis d'Amérique, et laquelle est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a, par nouvelle procuration en date du 17 octobre 1946, nommé M. Harry E. Grundy, de la cité de Sherbrooke, comme agent principal dans la province de Québec aux fins de recevoir les significations dans toutes poursuites ou procédures intentées contre ladite compagnie dans les limites de la province de Québec, et que le bureau principal de la corporation demeure à 70 rue Wellington Nord, dans ladite cité de Sherbrooke, au soin de M. Harry E. Grundy.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 12ième jour de novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16595 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that "The Harwar Corporation", whose head office is at the Borough of Manhattan, City, County and State of New York, one of the United States of America, and which is duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, has, by new Power of Attorney dated October 17th, 1946, appointed Mr. Harry E. Grundy, of the city of Sherbrooke, as chief agent in the Province of Quebec for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, and that the principal office of the Corporation continues to be established at 70 Wellington Street North, in said city of Sherbrooke, care of Mr. Harry E. Grundy.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of November, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
16595-o Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Syndicat Coopératif d'Aqueduc du Village Bonsecours", en date du 29 octobre 1946, dont le siège social est situé à Village Bonsecours, comté de L'Islet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16601-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Syndicat Coopératif d'Aqueduc du Village Bonsecours", under date the twenty-ninth day of October, 1946, whereof the head office is at Bonsecours Village, county of L'Islet, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
16601 Under Secretary of the Province.

VILLE DE ROUYN  
COMTÉ DE ROUYN-NORANDA

TOWN OF ROUYN  
COUNTY OF ROUYN-NORANDA

Avis public est par les présentes donné que les obligations émises par la ville de Rouyn sous l'autorité de son règlement N° 70, Série "C", ont été désignées par le sort pour être rachetées le 1er décembre 1946.

Dénomination de \$100.00: No C-228.  
Dénomination de \$500.00: Nos D-38, 52, 66, 121, 153, 191, 199, 211, 227, 232, 233, 332, 459.  
Dénomination de \$1,000.00: Nos M-14, 38, 111, 171.

Donné à Rouyn, ce 9ième jour de novembre, 1946.

Le Secrétaire-trésorier,  
16602-o DONAT D. DÉSILETS.

Public Notice is hereby given that the bonds issued by the Town of Rouyn under authority of its by-law N° 70, Series "C" have been drawn by lots for redemption on the 1st of December 1946.

Dénomination of \$100.00: No. C-228.  
Dénomination of \$500.00: Nos D-38, 52, 66, 121, 153, 191, 199, 211, 227, 232, 233, 332, 459.  
Dénomination of \$1,000.00: Nos M-14, 38, 111, 171.

Given at Rouyn, this 9th day of November, 1946.

DONAT D. DÉSILETS,  
16602-o Secretary-treasurer.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Industriel de Tring-Jonction", en date du 12 novembre 1946, dont le siège social est situé à Tring-Jonction, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 13 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16605-o JEAN BRUCHÉSI.

**TIRAGE AU SORT DES OBLIGATIONS DE LA  
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE DESCHÊNES,  
COMTÉ DE GATINEAU**

**AVIS AUX CRÉANCIERS**

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement n° 119 de la Municipalité du Village de Deschênes ont été tirées au sort au Bureau de la Commission Municipale de Québec, le 12 octobre 1946, conformément audit règlement: série B, Nos 2, 5, 8, 26, 29, 37, 40, 45, 48, 55.

Les dites obligations seront remboursables au Bureau de la Banque Provinciale du Canada, Succursale de la rue Principale, Hull, Québec, le 1er décembre 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Donné à Deschênes, ce 30ième jour d'octobre 1946.

La Municipalité du Village  
de Deschênes,  
Par le Secrétaire-trésorier,  
16466-x-o RENÉ L. MÉNARD, Notaire.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Industriel de Tring-Jonction" under date the 12th day of November, 1946, whereof the head office is at Tring Junction, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th of November, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
16605 Under Secretary of the Province.

**DRAWING OF BONDS OF THE MUNICIPALITY  
OF THE VILLAGE OF DESCHÊNES,  
COUNTY OF GATINEAU**

**NOTICE TO CREDITORS**

The following bonds, issued under the provision of By-law no. 119 of the Municipality of the Village of Deschênes, were drawn by lot at the office of the Quebec Municipal Commission, on October 12, 1946, in compliance with the said by-law: serial B, nos 2, 5, 8, 26, 29, 37, 40, 45, 48, 55.

The said bonds will be redeemable at the office of the Provincial Bank of Canada, Main Street Branch, Hull, Quebec, on the 1st of December 1946, date upon which they shall cease to bear interest.

Given at Deschênes, this 30th day of October 1946.

The Municipality of the Village  
of Deschênes,  
by: RENÉ L. MÉNARD, Notary,  
16466-x-o Secretary-Treasurer.

**Chartes — Abandon de**

**AVIS DE DEMANDE D'ABANDON  
DE CHARTE**

En vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Hartford Investment Corporation" donne avis, par les présentes, qu'elle s'adressera au Procureur-général pour l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, ce 8ième jour de novembre 1946.

HARTFORD INVESTMENT CORPORATION,  
Le Secrétaire,  
16592 MARCO LEON.

"LA CARRIÈRE ST-MAURICE LIMITÉE"  
"ST-MAURICE QUARRY LIMITED"

**AVIS**

Avis est par les présentes donné que par leur résolution du 12ème jour de novembre 1946, dûment approuvée par leurs actionnaires, à leur assemblée du même jour, les directeurs de "LA CARRIÈRE ST-MAURICE LIMITÉE" — "ST-MAURICE QUARRY LIMITED", ont décidé d'abandonner la charte de cette compagnie et conséquemment de faire toute la procédure requise et nécessaire à ce sujet.

Trois-Rivières, le 13 novembre 1946.

Le Secrétaire,  
16603-o ROLAND ST-LOUIS.

**Charters — Surrender of**

**NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER  
OF CHARTER**

Under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, "Hartford Investment Corporation" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal this 8th day of November 1946.

HARTFORD INVESTMENT CORPORATION,  
MARCO LEON,  
16592-o Secretary.

"LA CARRIÈRE ST-MAURICE LIMITÉE"  
"ST-MAURICE QUARRY LIMITED"

**NOTICE**

Notice is hereby given that by their resolution of the 12th of November 1946, duly approved by their shareholders, at their meeting of the same day, the directors of "La Carrière St-Maurice Limitée" — "St-Maurice Quarry Limited" have decided to surrender the charter of this company and therefore to make such proceeding as may be required in like cases.

Three-Rivers, November 13th, 1946.

ROLAND ST-LOUIS,  
16603-o Secretary.

## Commission du Salaire Minimum

## Minimum Wage Commission

### AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance d'amendement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum, le 18 octobre 1946, à l'effet d'amender l'ordonnance numéro 39, 1942, de ladite Commission, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 4449 du 31 octobre 1946.

### COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

#### Ordonnance N° 39, 1942

#### Exploitations forestières

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'amendement, ce qui suit:

1° *Ordonnance N° 39, 1942, modifiée*: L'ordonnance N° 39, 1942, de la Commission du salaire minimum, régissant les exploitations forestières, adoptée le 9 décembre 1942, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 17 décembre 1942, par arrêté portant le numéro 3494 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 9 janvier 1943, puis subseqüemment amendée par ordonnance d'amendement, adoptée le 5 mars 1945, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 24 mars 1945, par arrêté portant le numéro 1097 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 31 mars 1945, et postérieurement renouvelée, est modifiée comme suit:

a) en ajoutant, à son préambule, le paragraphe suivant:

De plus, elle ordonne et décrète que le salaire des ouvriers forestiers travaillant à forfait soit calculé suivant les unités de mesure et le mode de mesurage tel qu'établi par les règlements et instructions officiels du mesurage des bois abattus, du Ministère des terres et forêts de la province de Québec,

b) dans la présente ordonnance et son application les termes suivants ont le sens qui leur est donné ci-après:

*Corde*: la corde de 4.0' x 4.0' x 8.0', soit 128 pieds cubes apparents;

*1,000 pieds mesure de planche*: calculés d'après la table Roy et les méthodes de mesurage officielles (Terres et forêts);

*100 pieds cubes solides*: le volume des bois établi d'après les méthodes de mesurage officielles (Terres et forêts);

*Longueur des billes*: la longueur commerciale plus la surlongueur tolérée par les méthodes de mesurage officielles (Terres et forêts).

c) en retranchant à l'alinéa "a" de l'article 6, la colonne intitulée: "par 1,000 pieds mesure de planche",

d) en retranchant à l'article 12, la colonne intitulée: "par 100 pieds cubes solides".

2° *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé, en la cité de Montréal, ce dix-huitième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-six.

Le Président, (Signé) F.-X. LACOURSIÈRE,  
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,

### NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Ordinance of amendment, the text of which follows, passed by the Minimum Wage Commission on October 18th, 1946, to amend Ordinance number 39, 1942, of the said Commission, has been approved by Order in Council number 4449 of October 31st, 1946.

### MINIMUM WAGE COMMISSION

#### Ordinance No. 39, 1942

#### Forest Operations

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of amendment, the following:

1. *Ordinance No. 39, 1942, amended*: Ordinance No. 39, 1942, of the Minimum Wage Commission governing forest operations, adopted on the 9th of December 1942, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 17th of December 1942, by Order in Council No. 3494 and published in the *Quebec Official Gazette* on the 9th of January 1943, and subsequently amended by an ordinance of amendment adopted on the 5th of March 1945, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 24th of March 1945, by Order in Council No. 1097 and published in the *Quebec Official Gazette* on the 31st of March 1945, and subsequently renewed, is amended as follows:

a) by adding to his preamble, the following subsection:

"Moreover, it orders and decrees that the wages of forest employees working on a piece-work basis be calculated according to the units of measurement and the scaling system as established by the official regulations and instructions concerning the scaling of felled timber, of the Department of Lands and Forests of the Province of Québec."

b) In the present Ordinance and its application, the following terms have the meaning hereinafter given:

*Cord*: The 4.0' x 4.0' x 8.0' cord, i.e. 128 apparent cubic feet;

*1,000 feet F. B. M.*: Calculated according to the Roy Rules and to the official scaling system (Lands & Forests);

*100 Solid Cubic Feet*: The volume of timber established according to the official scaling system (Lands & Forests);

*Length of Logs*: The commercial length plus the over-length tolerated by the official scaling system (Lands & Forests).

c) by striking out in paragraph "a" of section 6, the column entitled "Per 1,000 F.B.M."

d) by striking out in section 12, the column entitled "Per 100 solid cubic feet."

2. *Coming into force*: The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed and dated in the city of Montreal, this eighteenth day of the month of October in the year one thousand nine hundred and forty-six.

(Signed) F.-X. LACOURSIÈRE, President,  
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,

Les Commissaires, " THOS. AUBRY,  
" EUGÈNE DUSSAULT,  
" H.-C. LEBRUN.

(Sceau)  
Copie conforme.  
Le Secrétaire général,  
J.-E. SIMARD.

16614-4

" THOS. AUBRY,  
" EUGÈNE DUSSAULT,  
" H.-C. LEBRUN, Members.

(Seal)  
True copy.  
J.-E. SIMARD,  
General Secretary.

16614-4

## Demandes à la Législature

## Applications to Legislature

Canada, Province de Québec, district de Montréal

Canada, Province of Quebec, district of Montreal

## AVIS LÉGAL

## LEGAL NOTICE

Avis public est par les présentes donné que Arthur Patrick Wickham, étudiant, de la cité de Westmount et district de Montréal, s'adresse à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi spéciale autorisant la Chambre des Notaires de la Province de Québec, à admettre le dit Arthur Patrick Wickham à l'étude de la profession de notaire à compter du neuf juillet, mil neuf cent quarante-six, nonobstant les stipulations des Sections 209 et 213 du Code du Notariat, Chapitre 263, Statuts refondus de la Province de Québec, et à régulariser son brevet de cléricature.

16489-45-4-o

PAUL WICKHAM, N.P.

Public notice is hereby given that Arthur Patrick Wickham, Student, of the city of Westmount, in said district, will apply at the next session of the Legislative of the Province of Quebec for a Special Act to authorize the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit the said Arthur Patrick Wickham to the study of the Notarial Profession as of July 9th, 1946, notwithstanding the Provisions of Sections 209 and 213 of the Notarial Code, Chapter 263, Revised Statutes of Quebec, 1941, and to regularize his indentureship.

16489-45-4-o

PAUL WICKHAM, N.P.

## AVIS PUBLIC

## PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné par la Corporation de la ville de La Prairie, Province de Québec, qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

1° Amender l'article 11 de manière à permettre au Conseil de modifier les limites des quartiers électoraux, par voie de règlement adopté à la majorité du Conseil, et de ratifier le règlement 17 adopté à cet effet, en date du 21 août 1913.

2° Fixer le terme d'office du maire et des échevins à trois ans.

3° Amender l'article 19 pour que les terrains y mentionnés soient évalués et imposés comme les autres lots de la Ville de La Prairie, sans affecter toutefois certains terrains de la commune.

4° Abroger le dernier paragraphe de l'article 21 de la Charte.

Donné à l'Hôtel-de-ville de La Prairie, Province de Québec, ce Sième jour de novembre 1946.

Le Conseil Juridique de la ville,  
16585-46-4-o BERNARD LEFEBVRE.

Notice is hereby given by the Corporation of the Town of La Prairie, Province of Quebec, that it will apply to the Provincial Legislature, at next its session, for amendments to its charter on the following matters:

1. To amend Section 11 so as to permit the Council to amend the limits of the electoral wards, pursuant to the by-law adopted by the majority of the Council, and to ratify by-law 17 adopted for such purpose, dated August 21, 1913.

2. To fix the term of office of mayor and aldermen to three years.

3. To amend section 19 so that the lands mentioned therein be valued and taxed the same as other lots of the Town of La Prairie, without, however, affecting certain lots of the common.

4. To repeal the last paragraph of section 21 of the Charter.

Given at the Town Hall of La Prairie, Province of Quebec, this 8th day of November, 1946.

BERNARD LEFEBVRE,  
16585-46-4 Legal Adviser of the Town.

## AVIS LÉGAL

## LEGAL NOTICE

Avis public est, par les présentes, donné que Irving William Sloane de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec à la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'autoriser le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à lui remettre sa licence pour l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec, à condition toutefois qu'il passe avec succès l'examen final devant les examinateurs du bureau provincial de chirurgie dentaire de la province de Québec.

Montréal, le 13 novembre 1946.

Le Procureur du requérant,  
16606-46-4-o DAMASE COTÉ C.R.

Public notice is hereby given that Irving William Sloane, of the city of Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act to authorize the college of dental surgeons of the Province of Quebec to return to him his license for the practice of dental surgery in the Province of Quebec, on condition, however, of his passing successfully the final examination before the examiners of the Provincial Board of Dental Surgery of the Province of Quebec.

Montréal, November 13, 1946.

DAMASE COTÉ K. C.  
16606-46-4 Attorney for the Petitioner.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une résolution du 4 novembre 1946 du conseil du canton de Baie-des-Sables, comté de Portneuf, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 13 novembre 1946, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 13 novembre 1946.

Le Ministre des Affaires municipales,  
16607-o BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of November 4, 1946, of the Council of the township of Baie des Sables, county of Portneuf, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date of November 13, 1946, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2)

Quebec, November 13, 1946.

BONA DUSSAULT,  
16607 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 876-40

Québec, 12 novembre 1946.

Demande est faite d'annexer les lots suivants qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire à la municipalité scolaire de Grande-Baie, paroisse, comté de Chicoutimi, savoir: les lots 1 à 5 inclusivement du rang "D" du canton de Ferland, et 3 et 4 du rang "A" du canton d'Otis.

Le Surintendant,  
16596-46-2-o J. P. LABARRE.

N° 1111-46.

Québec, le 31 octobre 1946.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Pierre, comté de la Rivière-du-Loup, en celui de Lamy-Sud, comté de Témiscouata.

Pour le Surintendant,  
16480-45-2-o B.-O. FILTEAU.

No. 876-40

Quebec, November 12, 1946

Application is made to annex the following lots, which are not yet organized as to schools, to the school municipality of Grande Baie parish, county of Chicoutimi, to wit: lots 1 to 5 inclusively of range "D", township of Ferland, and 3 and 4 of range "A" of the township of Otis.

J. P. LABARRE,  
16596-46-2 Superintendent.

No. 1111-46.

Quebec, October 31, 1946.

Application is made to change the name of the school municipality of St-Pierre, county of Rivière-du-Loup, to that of Lamy-South, county of Témiscouata.

B.-O. FILTEAU,  
16480-45-2 for the Superintendent.

Mines

Mines

AVIS

NOTICE

Avis est donné qu'en vertu de l'article 49 de la loi des Mines de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 196), et pour défaut d'accomplissement des conditions déterminées par cette disposition de la loi, les concessions minières ou concessions minières souterraines, selon le cas, des lits ou parcelles de terrain ci-après mentionnés, seront révoquées en tout temps après le vingt-cinquième jour de novembre 1946:

Notice is hereby given that under section 49 of the Quebec Mining Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 196), and in default of the performance of the conditions determined by this provision of the law, the mining concessions or underground mining concessions, as the case may be, covering the lots or blocks of land hereinafter described, will be cancelled at any time after the twenty fifth day of November nineteen hundred and forty six:

LISTE DES CONCESSIONS

LIST OF CONCESSIONS

1° Les blocs H, I, J, K et L du canton de Dasserat, comté de Rouyn-Noranda, concédés à J. P. Vézina, le 26 août 1946.

1. Blocks H, I, J, K and L, township of Dasserat, Co. of Rouyn-Noranda, conceded to J. P. Vézina on the 26th of August 1926.

2° Les blocs 22, 23, 24, 25 et 38 du canton de Beauchastel, comté de Rouyn-Noranda, concédés à J. B. Côté, le 26 août 1926, et subseqüement transportés à Nestor Côté.

2. Blocks 22, 23, 24, 25 and 38, township of Beauchastel, Co. of Rouyn-Noranda, conceded to J. B. Côté on the 26th of August 1926, and subsequently transferred to Nestor Côté.

3° Les droits de mines dans la demie nord-ouest du lot 8 rang IV Sud-Ouest du canton de Montauban, comté de Portneuf, concédés à Arthur Lessard, le 5 août 1924, et maintenant la propriété de Arthur Lessard et Georges Dufour.

3. The mining rights in the north-west half of lot 8, range IV South-West, township of Montauban, Co. of Portneuf, conceded to Arthur Lessard on the 5th of August 1924, and now the property of Arthur Lessard and Georges Dufour.

Québec, le 30 octobre 1946.

Québec, October 30th 1946.

Le Sous-ministre des Mines,  
16510-45-2-o A. O. DUFRESNE.

A. O. DUFRESNE,  
16510-45-2-o Deputy-Minister of Mines.

AVIS DE RÉVOCATION  
DE CONCESSIONS MINIÈRES

Vu l'article 50 de la loi des Mines de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 196), imposant une taxe annuelle de dix cents l'acre sur les concessions minières inexploitées, et donnant au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'annuler les lettres patentes émises pour des concessions sur lesquelles deux années d'arriérages de cette taxe sont dues.

Avis est donné que les concessions minières et concessions minières souterraines dont suit la liste redeviendront la propriété de la Couronne et les lettres patentes seront annulées, si, dans les six mois après la première publication du présent avis, les impôts arriérés et les frais de publication du dit avis ne sont pas payés;

## Liste des Concessions

1. La partie Nord-ouest des lots 16 et 17, rang I, du canton de Wotton, comté de Wolfe (200 acres), concédée à Léon Sohler, le 25 avril 1910.

2. La partie centrale du lot 44, rang IV, du canton de Fabre, comté de Temiscamingue (40 acres), concédée à William A. Begg, le 17 juin 1910.

3. Le lot 41, rang IX, du canton de Botsford (32 acres), comté de Temiscouata, concédé à Fraser & Davis, le 3 novembre 1910, suivie de lettres patentes émises le 27 mai 1914 aux noms de E. O. Davis, Samuel H. Fraser, Samuel McMorine et John McMorine.

4. Le bloc C (40½ acres) du canton de Dufay, comté de Temiscamingue, concédé à Turtle Lake Mining Company, le 16 février 1915.

5. Les lots 20 à 26 inclusivement, rang VIII du canton de Huddersfield, comté de Pontiac (970 acres), concédés à O. E. Wood, le 14 septembre 1917.

6. Le lot 19 du rang VIII, canton de Huddersfield, comté de Pontiac (143 acres), concédé à B. L. Benbow, le 26 septembre 1917.

7. La demie nord du lot 12 rang XV, du canton de Hull, comté de Gatineau (100 acres), concédée à Alfred Gordon Martin, le 21 août 1923.

8. Le bloc 29 du canton de Cléricky, comté d'Abitibi (39 acres), concédé à W. O'Reilly, le 18 février 1927, subséquemment transféré à Locarno Copper Mines Ltd.

Québec, le 30 octobre 1946.  
Le Sous-ministre des Mines,  
16511-45-4-o A. O. DUFRESNE.

NOTICE OF CANCELLATION  
OF MINING CONCESSIONS

Considering section 50 of the Quebec Mining Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 196), imposing an annual tax of ten cents per acre upon unworked mining concessions, and giving the Lieutenant Governor in Council the power to cancel letters patent for concessions on which two years' arrears are due.

Notice is hereby given that mining concessions and underground mining concessions hereinafter listed will revert to the Crown and the letters patent shall be annulled if, within six months of the first publication of the present notice, the taxes in arrears and the costs of publication remain unpaid.

## List of Concessions

1. The north-west part of lots 16 and 17, range I, township of Wotton, Co. of Wolfe (200 acres), conceded to Léon Sohler on the 25th of April 1910.

2. The central part of lot 44, range IV, township of Fabre, Co. of Temiskaming (40 acres), conceded to William A. Begg on the 17th of June 1910.

3. Lot 41, range IX, township of Botsford (32 acres), Co. of Temiscouata, conceded to Fraser & Davis on the 3rd of November 1910, patented on the 27th of May 1914 to E. O. Davis, Samuel H. Fraser, Samuel McMorine and John McMorine.

4. Block C (40½ acres) township of Dufay, Co. of Temiskaming, conceded to Turtle Lake Mining Company on the 16th of February 1915.

5. Lots 20 to 26 inclusive, range VIII, township of Huddersfield, Co. of Pontiac (970 acres), conceded to O. E. Wood on the 14th of September 1917.

6. Lot 19 range VIII, township of Huddersfield, Co. of Pontiac (143 acres), conceded to B. L. Benbow on the 26th of September 1917.

7. The north half of lot 12 range XV, township of Hull, Co. of Gatineau (100 acres), conceded to Alfred Gordon Martin, on the 21st of August 1923.

8. Block 29, township of Clericy, Co. of Abitibi (39 acres), conceded to W. O'Reilly on the 18th of February 1927, subsequently transferred to Locarno Copper Mines Ltd.

Québec, October 30th, 1946.  
A. O. DUFRESNE,  
Deputy-Minister of Mines.

## Lettres patentes

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

## LETTRES PATENTES

ATTENDU que la Loi des cités et villes décrète que le Lieutenant-gouverneur en conseil peut

## Letters Patent

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

## LETTERS PATENT

WHEREAS the Cities and Towns Act enacts that the Lieutenant-Governor in Council may

ériger par lettres patentes, après l'accomplissement des formalités prescrites, le territoire d'une municipalité de village en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU que par une requête, en date du 14 août 1945, basée sur une résolution du 22 janvier 1945, le conseil du village de Gatineau, dans le comté municipal de Hull, demande que le territoire de ladite municipalité du village de Gatineau soit érigé, par Nos lettres patentes, en municipalité de ville, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes;

ATTENDU que ladite requête contient toutes les énonciations requises par la Loi des cités et villes, et que les formalités prescrites par cette loi ont été remplies;

ATTENDU que la population de la municipalité du village de Gatineau établie par le recensement fait conformément à la loi, est de trois mille trois cent trente-trois âmes;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 31 octobre 1946, Nous avons érigé et par les présentes lettres patentes érigeons la municipalité du village de Gatineau, dans le comté municipal de Hull, en municipalité de ville, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes;

Le nom de la municipalité présentement érigée est "Ville de Gatineau".

La Ville de Gatineau comprendra un territoire situé dans le district électoral de Papineau, dans le comté municipal de Hull, comprenant dans le canton de Templeton, en référence au cadastre officiel pour ledit canton:

1. Dans le rang 1 les lots 15, 16a, le lot 16b et ses subdivisions, les lots 17a, 17b, 18a, le lot 18b et ses subdivisions, les lots 18c, 18d, le lot 18e et ses subdivisions, le lot 18f, les lots 19a, 19b, 19c, 19d, 20a, et leurs subdivisions, les lots 20b, 20c, 20d, 21a, 21b, 21c, 21d, 21e, 21f, 21g, 21h, 21i, la partie du lot 22b au sud du droit de voie du chemin de fer Canadien du Pacifique, les lots 22c, 22d, 22f, 22g, la partie du lot 47 — droit de voie du chemin de fer Canadien du Pacifique — comprise entre la ligne ouest du lot 21b, et la ligne est du lot 15;

2. Dans l'île Kettle, le lot 1, le lot 2 et ses subdivisions, les lots 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, le lot 19 et ses subdivisions, le tout ensemble avec les chemins, rues, avenues, boulevards, ruelles, et la partie du lit de la rivière Ottawa comprise dans les limites suivantes: au nord, le côté sud du droit de voie du chemin de fer Canadien du Pacifique sur la largeur du lot 22b, la ligne séparative des rangs 1 et 11; à l'est, la ligne est du lot 15 du rang 1 et son prolongement jusqu'à la limite interprovinciale dans la rivière Ottawa; au sud, ladite limite interprovinciale; à l'ouest, la partie de la ligne ouest du lot 21b du rang 1 au nord du droit de voie du chemin de fer Canadien du Pacifique et son prolongement à travers ledit droit de voie, la ligne ouest du lot 22b du rang 1 au sud dudit droit de voie, la ligne ouest du lot 22g du rang 1 et une ligne courbe dans la rivière Ottawa contournant par l'ouest l'île Kettle pour rejoindre ladite ligne interprovinciale; le tout formant le territoire actuel de la municipalité du village de Gatineau.

La municipalité forme un seul quartier.

La première séance générale du conseil de ladite municipalité aura lieu en la salle connue sous le nom de "Community Hall", dans le village de Gatineau.

by letters patent, after fulfilment of the formalities prescribed, erect the territory of a village municipality into a town municipality if it contains a population of at least two thousand souls;

WHEREAS, by a petition, dated August 14, 1945, based upon a resolution of January 22, 1945, the Council of the village of Gatineau, in the municipal county of Hull, requests that the said municipality of the village of Gatineau be erected by Our letters patent into a town municipality, in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act;

WHEREAS the said petition contains all the statements required by the Cities and Towns Act, and that the formalities prescribed by the said Act have been fulfilled;

WHEREAS the population of the municipality of the village of Gatineau, established by the census made according to law, is of three thousand three hundred and thirty-three souls;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order dated October 31, 1946, We have erected and by the present letters patent do erect the municipality of the village of Gatineau, in the municipal county of Hull, into a town municipality, in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act;

The name of the municipality hereby erected is "Town of Gatineau".

The "Town of Gatineau" will comprise a territory situate in the electoral district of Papineau, in the municipal county of Hull comprising, in the township of Templeton, with reference to the official cadastre for said township:

1. In range 1, lots 15, 16a, lot 16b and its subdivisions, lots 17a, 17b, 18a, lot 18b and its subdivisions, lots 18c, 18d, lot 18e and its subdivisions, lot 18f, lots 19a, 19b, 19c, 19d, 20a and their subdivisions, lots 20b, 20c, 20d, 21a, 21b, 21c, 21d, 21e, 21f, 21g, 21h, 21i, the part of lot 22b on the South of the Canadian Pacific Railway right of way, lots 22c, 22d, 22f, 22g the part of lot 47 — Canadian Pacific Railway right of way — comprised between the West line of lot 21b, and the East line of lot 15;

2. In Kettle Island, lot 1, lot 2 and its subdivisions, lots 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, lot 19 and its subdivisions, the whole together with the roads, streets, avenues, boulevards, lanes, and that part of the bed of the Ottawa River comprised within the following boundaries: on the North, the South side of the Canadian Pacific Railway right of way on the width of lot 22b, the division line of ranges 1 and 11; on the East, the East line of lot 15 of range 1 and its prolongation as far as the interprovincial limit in the Ottawa River; on the South, the said interprovincial limit; on the West, the part of the West line of lot 21b of range 1, on the North of the Canadian Pacific Railway right of way and its prolongation through the said right of way, the West line of lot 22b of range 1 on the South of said right of way, the West line of lot 22g of range 1 and a curve line in the Ottawa River outlining on the West Kettle Island to join the said interprovincial limit; the whole forming the actual territory of the municipality of the village of Gatineau.

The municipality forms one single ward.

The first general sitting of the Council of the said municipality will take place in the hall known under the name of "Community Hall" in the village of Gatineau.

Le conseil de ladite municipalité sera composé d'un maire et de six échevins.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce CINQUIÈME jour de NOVEMBRE en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16620-o JEAN BRUCHÉSI.

The Council of the said municipality will be composed of a mayor and six aldermen.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this FIFTH day of NOVEMBER in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year, of Our Reign.

By command,

16620 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

## Liquidation, avis de :

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 2730.

### AVIS LÉGAL

Prenez avis que, par jugement rendu le 4<sup>ème</sup> jour de novembre 1946 par l'Honorable Juge Pierre F. Casgrain, le scussigné a été nommé liquidateur, en vertu des dispositions du Code Civil du Bas-Canada, de la société existante entre Israel Tiger et William Ouimet à 100 est, rue Villeneuve, Montréal sous la raison sociale de William Ouimet Reg'd., laquelle société est maintenant dissoute.

Les personnes devant de l'argent ou ayant des réclamations à présenter à ladite société sont priées de communiquer avec le soussigné.

Le Comptable agréé,  
Bureau de: LOUIS GOLDBERG.  
Goldberg & Messer, 16593  
1403, rue Bleury,  
Montréal, Québec.  
Ma. 6275.

## Winding up Notice :

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2730.

### LEGAL NOTICE

Take Notice that by judgment rendered on the 4th day of November, 1946 by the Honourable Mr. Justice Pierre F. Casgrain, the undersigned was appointed Liquidator under the provisions of the Civil Code of Lower Canada, to the partnership existing between Israel Tiger and William Ouimet at 100 Villeneuve St. East, Montreal, under the firm name of William Ouimet Reg'd., which partnership is now dissolved.

Persons owing money to or having claims against the said partnership are asked to communicate with the undersigned.

LOUIS GOLDBERG,  
Office of: Chartered accountant.  
Goldberg & Messer, 16593-o  
1403 Bleury St.,  
Montreal, Quebec.  
Ma. 6275.

## Minutes de Notaires

Avis est par les présentes donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par Me Charles-Edouard Cliche, notaire, demeurant et pratiquant à Notre-Dame-du-Lac, district judiciaire de Kamouraska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Charles-François Beaulieu, notaire, qui pratiquait à Notre-Dame-du-Lac, district judiciaire de Kamouraska.

Québec, ce 8 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16586-46-5-o JEAN BRUCHÉSI.

## Notarial Minutes

Notice is given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Charles-Edouard Cliche, notary, residing and practising at Notre-Dame-du-Lac, judicial district of Kamouraska, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Charles-François Beaulieu, notary, who practised at Notre-Dame-du-Lac, judicial district of Kamouraska.

Quebec, November 8, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
16586-46-5 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par Me Joseph

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Joseph Jérôme

Jérôme Omer Fréchette, notaire, demeurant et pratiquant à St-André Avellin, district judiciaire de Hull, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Jean Valère Roméo Carrier, notaire, qui pratiquait à St-André Avellin, district judiciaire de Hull.

Omer Fréchette, notary, residing and practising at St-André Avellin, judicial district of Hull, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Jean Valère Roméo Carrier, notary, who practised at St-André Avellin, judicial district of Hull.

Québec, ce 14 novembre 1946.  
Le Sous-Secrétaire de la Province,  
16611-46-5-0 JEAN BRUCHÉSI.

Quebec, November 14, 1946.  
JEAN BRUCHÉSI,  
16611-46-5 Under Secretary of the Province.

## Proclamations

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]  
EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT:

### PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.  
(Statuts refondus 1941, chapitre 15) décrète que ceux de Québec et de Montréal, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, ordonner la tenue de la Cour des sessions de la paix pour ces districts aux époques et aux endroits, dans chacun de ces districts qu'il juge à propos;

ATTENDU qu'il y a lieu d'ordonner la tenue de la Cour des sessions de la paix à St-Jérôme, dans le district de Terrebonne;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer les époques des séances de la Cour des sessions de la paix, à cet endroit, aux mêmes époques que celles déterminées pour les districts de Québec et de Montréal, savoir tous les jours juridiques de l'année ou chaque fois que les affaires le requièrent.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 6 novembre 1946, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

1. QUE, à compter du 18 novembre 1946, la Cour des Sessions de la paix soit tenue à St-Jérôme, dans le district de Terrebonne;

2. QUE les époques de la tenue des séances de la Cour des sessions de la paix à chacun de ces endroits soient fixées à tous les jours juridiques de l'année ou chaque fois que les affaires le requièrent;

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce SEPTIÈME jour de NOVEMBRE en l'an-

## Proclamations

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]  
EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING

### PROCLAMATION

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.  
(Act (Revised Statutes 1941, chapter 15) enacts that in each judicial district other than those of Quebec and Montreal, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, order the Court of the Sessions of the Peace to be held in such districts, at such times and in such places in each district, as he may think proper;

WHEREAS it is expedient to order the Court of the Sessions of the Peace to be held at St-Jérôme, in the district of Terrebonne;

WHEREAS it is expedient to fix the times of the sittings of the Court of the Sessions of the Peace, at said place, to the same times as those established for the districts of Quebec and Montreal, namely: every juridical day in the year, or as despatch of business may require;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order bearing date November 6, 1946, We have enacted and ordered and do hereby enact and order:

1. THAT, from and after November 18, 1946 the Court of the Sessions of the Peace be held at St-Jérôme, in the district of Terrebonne;

2. THAT the times of the sittings of the Court of the Sessions of the Peace to be held at each of said places, be fixed to every juridical day in the year or as despatch of business may require;

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O. M. D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this SEVENTH day of November, in the year of Our Lord

née mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne de Notre Règne la dixième année.  
Par ordre.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16598-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

# PROCLAMATION

L'Assistant-procureur  
général,  
L. DÉSILETS.

ATTENDU qu'une requête a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de la paroisse de Sainte-Dorothée, comté de Laval, soit détaché et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité du village de Ste-Dorothée" comté de Laval;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code Municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Sainte-Dorothée, après cette érection une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 24 octobre 1946, et conformément aux dispositions du Code Municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans l'île Jésus, faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Dorothée, comprenant les lots ou parties de lots du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Dorothée, et leurs subdivisions, compris dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de l'axe du ruisseau Papineau avec la ligne séparative des lots 37 et 39 du dit cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Dorothée; de là, toujours en référence au même cadastre, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres: la dite ligne séparative des lots 37 et 39, une ligne brisée séparant les lots 38, 126 et 44 d'un côté des lots 39, 41, 42 et 44-26 de l'autre côté, le côté nord-est du chemin appelé Montée Gravel, le prolongement à travers le dit chemin de la ligne séparative des lots 47-1 et 47-2 et la dite ligne, la ligne séparant le lot 49A des lots 46 et 47-2, une ligne droite passant par la ligne sud-est du lot 49A-16 prolongée à travers le lot 49A et continuant dans les lignes sud-est des lots 49A-31 et 49A-39, la ligne nord-est du lot 50 prolongée jusqu'au côté nord du chemin de front de la concession Côte Saint-François, le côté nord du dit chemin en front des lots 100, 99, 98, 97, 52-12, 52-13, 52-14, 52-15, 52-16 et 52-1, le côté nord-est de la route séparant le lot 96 des lots 94 et 95, une ligne brisée séparant les lots 209, 206, 205, 200, 198, 196, 195, 193, 189, 188, 186, 185, 180, 174, 173, 171, 170, 165, 164 et 159 d'un côté des lots 96, 97, 100, 105, 106-2, 106-1, 120, 121, 129A, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137 et 138 de l'autre côté, la ligne séparative des lots 138 et

nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.  
By Command.

JEAN BRUCHÉSI,  
16598 Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

# PROCLAMATION

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney  
General.

WHEREAS a petition has been presented requesting that a certain territory of the municipality of the parish of Sainte-Dorothée, county of Laval, be detached and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Village of Ste-Dorothée," county of Laval;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled, that the said territory is within the conditions exacted by law to form a municipality and that there shall remain to the municipality of the parish of Sainte-Dorothée, after such erection, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant this request:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order bearing date October 24, 1946, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in "l'île Jésus", actually forming part of the municipality of the parish of Sainte-Dorothée, comprising the lots or parts of lots of the official cadastre for the parish of Sainte-Dorothée, and their subdivisions, contained within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the axis of "ruisseau Papineau", with the division line of lots 37 and 39 of said official cadastre for the parish of Sainte-Dorothée; thence, always with reference to said cadastre, passing by the following lines and demarcations, in continuity the ones with the others: the said division line of lots 37 and 39, a broken line separating lots 38, 126 and 44 on one side from lots 39, 41, 42 and 44-26 on the other side, the Northeast side of the road called Montée Gravel, the prolongation through the said road of the division line of lots 47-1 and 47-2 and the said line, the line separating lot 49A from lots 46 and 47-2, a straight line passing by the Southeast line of lot 49A-16 prolonged through lot 49A and continuing in the Southeast lines of lots 49A-31, 49A-39, the Northeast line of lot 50 prolonged as far as the North side of the front road of the Côte Saint-François concession, the North side of the said road in front of lots 100, 99, 98, 97, 52-12, 52-13, 52-14, 52-15, 52-16 and 52-1, the Northeast side of the road separating lot 96 from lots 94 and 95, a broken line separating lots 209, 206, 205, 200, 198, 196, 195, 193, 189, 188, 186, 185, 180, 174, 173, 171, 170, 165, 164, and 159 from one side of lots 96, 97, 100, 105, 106-2, 106-1, 120, 121, 129A, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137 and 138 on the

139, l'axe du ruisseau Papineau, la ligne séparant les lots 138 et 137 des lots 26 et 27, la ligne séparative des lots 27 et 28 et enfin l'axe du ruisseau Papineau jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Dorothée, et sera érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité du village de Ste-Dorothée", comté de Laval, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de ladite proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour d'octobre en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

16599-o

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers; défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

# PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS. ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320) un plan du canton de Disson, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du ministère des terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi;

other side, the division line of lots 138 and 139, the axis of Ruisseau Papineau, the line separating lots 138 and 137 from lots 26 and 27, the division line of lots 27 and 28 and finally the axis of Ruisseau Papineau to the starting point; said territory, together with the roads, streets, lanes, watercourses or parts thereof, comprised within the limits hereinabove described shall be detached from the municipality of the parish of Sainte-Dorothée and shall be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Village of Ste-Dorothée", county of Laval, such erection to take effect from and after the 1st of January following the publication of the said proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TWENTY-NINTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

16599

Canada,  
Province  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

# PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has had prepared, under his direction, in conformity with the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320), a plan of the township of Disson, registration division of Abitibi;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference, made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests.

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of the said official plan and book of reference were filed in the office of the Registration Division of Abitibi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 31 octobre 1946 portant le numéro 4381,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement au canton de Disson, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre Province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce neuvième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16610-o JEAN BRUCHÉSI.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated October 31st, 1946, and bearing number 4381,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and,

We fix date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting the township of Disson in the registration division of Abitibi, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this ninth day of November, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-six, and the tenth year of Our Reign.

By command,

16610 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

## Sièges Sociaux

### AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL DE: "PLASTIC PRODUCTS INC"

Avis est donné que la compagnie "Plastic Products Inc" constituée en corporation par lettres patentes en date du 18ième jour d'octobre 1946, et ayant son bureau principal à Québec, a établi son bureau au numéro 80, de la rue St-Pierre, à Québec.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,  
16587-o J.-O. GRENIER.

### "CANADIAN BRASSIÈRES INC."

Avis est donné que la Compagnie "Canadian Brassières Inc." constituée en corporation par lettres patentes, en date du 6ième jour de septembre 1944, et ayant son bureau principal dans la cité de Lévis, a établi son bureau au numéro 22 de la rue Chabot.

## Head offices

### NOTICE OF SITUATION OF THE HEAD OFFICE OF: "PLASTIC PRODUCTS INC."

Notice is hereby given that the company "Plastic Products Inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of October, 1946, and having its head office at Québec, has established its office at number 80 St. Peter Street.

(Seal) J.-O. GRENIER,  
16587 Secretary-treasurer.

### "CANADIAN BRASSIÈRES INC."

Notice is given that the company "Canadian Brassières Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 6th day of September, 1944, and having its head office in the city of Lévis, has established its office at number 22 Chabot street.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 4ième jour de novembre 1946.

16600-o Le Secrétaire,  
LIONEL ROUSSIN.

IN RE: FASHION GLOVE INCORPORATED

Avis est donné que la compagnie "Fashion Glove Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la loi des compagnies de Québec, le 19ième jour de septembre 1946, et ayant son bureau principal à Loretteville, a établi son bureau au numéro 71 de la rue Martel à Loretteville.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Loretteville, ce treizième jour de novembre 1946.

16608-o Le Secrétaire,  
GUY FORTIER.

IN RE: TÉLEPHONE BOIVIN INC.

Avis est donné que la compagnie "Téléphone Boivin Inc.," constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 19ième jour de septembre 1946, et ayant son bureau principal à Loretteville, a établi son bureau au numéro 71 de la rue Martel à Loretteville.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Loretteville, ce treizième jour de novembre 1946.

16609-o Le Secrétaire,  
GUY FORTIER.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 4th day of November, 1946.

16600 LIONEL ROUSSIN,  
Secretary.

IN RE: FASHION GLOVE INCORPORATED

Notice is given that the company Fashion Glove Incorporated, incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the 19th day of September, 1946, and having its head office at Loretteville, has established its office at number 71 Martel street, Loretteville.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Loretteville, this thirteenth day of November, 1946.

16608 GUY FORTIER,  
Secretary.

IN RE: TÉLEPHONE BOIVIN INC.

Notice is given that the company Téléphone Boivin Inc., incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the 19th day of September, 1946, and having its head office at Loretteville, has established its office at number 71, Martel street, Loretteville.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Loretteville, this thirteenth day of November, 1946.

16609 GUY FORTIER,  
Secretary.

Soumissions

Tenders

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE MATANE

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF MATANE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, lundi le deux Décembre 1946 pour l'achat de \$247,000.00 d'obligations de la corporation municipale de la ville de Matane, datées du 1er octobre 1946 et remboursables en séries du 1er Octobre 1946 au 1er octobre 1971 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année, où à un taux d'intérêt de 2½% pour les cinq premières échéances, 2¾% pour les cinq échéances suivantes et 3% pour les quinze dernières échéances par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année sur présentation et remises à échéance des coupons attachés à chaque obligation.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionnée dans la procédure d'emprunt.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon, Monday the second of December, 1946, for the purchase of \$247,000 of bonds of the municipal corporation of the Town of Matane, dated from the 1st of October, 1946 and redeemable serially from the 1st of October, 1946, to the 1st of October, 1971, inclusively, with interest at 3% per annum, payable semi-annually the 1st of April and 1st of October of each year, or at a rate of interest of 2½% for the first five maturities, 2¾% for the five following and 3% for the fifteen last maturities per annum payable semi-annually the 1st of April and 1st of October of each year upon presentation and surrender, when due, of the coupons attached to each bond.

Capital and interest are payable at any branch, in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 2 décembre 1946 à 8 heures de l'après-midi, au palais de Justice de Matane.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Matane, comté de Matane, 12 novembre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,  
16589-o J.-E. DIONNE.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a Council meeting to be held on the 2nd of December, 1946, at 8 o'clock in the evening, at the Court House of Matane.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Matane, County of Matane, November 12, 1946.

J.-E. DIONNE,  
16589 Secretary-treasurer.

## Vente pour taxes

Province de Québec, Comté de Vaudreuil,

### VILLE DE L'ÎLE CADIEUX

Avis public est, par les présentes, donné que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère à la chambre 626, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, vendredi le sixième jour de décembre 1946, à cinq heures de l'après-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subseqüemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Nom du propriétaire: C. H. Blick, Cadastre 1780, Subdivision 91.

L'immeuble susdit est du cadastre de la paroisse de St. Michel de Vaudreuil, et situé dans la Ville de l'Île Cadieux.

Ladite vente sera, en outre, faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

Donné en la Ville de Montréal, ce trentième jour d'octobre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,  
(Sceau)  
16479-45-2-o G. D. McKAY.

## Sale for Taxes

Province of Quebec, County of Vaudreuil,

### TOWN OF ÎLE CADIEUX

Public Notice is hereby given that the property hereinafter described will be sold by public auction at Room 626, 132 St. James Street West, in Montreal, Friday the sixth day of December, 1946, at five o'clock in the afternoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes plus interest thereon and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Name of Proprietor C. H. Blick, Cadastral 1780, Subdivision: 91.

The above immovable is in the plan and book of reference of the Parish of St. Michel de Vaudreuil and is situated in the Town of Ile Cadieux.

The said sale will be made with all the active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said property.

Given at the city of Montreal, this 30th day of October, 1946.

(Seal)  
G. D. McKAY,  
16479-45-2-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec, Comté de Chambly

### CITÉ DE ST-LAMBERT

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 7 novembre 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi de la Commission Municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la cité de St-Lambert, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'hôtel de ville de la Cité de St-Lambert, 35 rue Aberdeen, St-Lambert, MARDI, le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1946, à DIX heures du matin, heure normale de l'est.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er décembre 1944, auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait, mais suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission muni-

Province of Quebec, County of Chambly

### CITY OF ST. LAMBERT

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an order of November 7th, 1946, has directed the undersigned in conformity with the provisions of Article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, Chapter 207) to sell the immovables hereinafter described to satisfy the payment of the arrears of taxes due to the City of St. Lambert with interest and costs, and consequently said immovables will be sold by public auction in the Council Chamber at the City Hall of the City of St. Lambert, 35 Aberdeen Street, St. Lambert, on TUESDAY, the TENTH day of DECEMBER, 1946, at TEN o'clock in the forenoon, Eastern Standard Time.

However, shall be excluded from the sale those immovables on which the taxes that became exigible on or before December 1st, 1944, shall have been paid before the actual sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice will be subject to the right of redemption, but according to the provisions of Article 74 of the Quebec Municipal

cipale de Québec, la vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera finale et le droit de retrait ne pourra pas être exercé, tous lesdits immeubles étant des terrains vacants et des lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

Commission Act, the sale of the immovables described in the second section shall be final and the right of redemption cannot be exercised, all said immovables being vacant lands and buildings lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

PREMIÈRE SECTION — IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT  
PART ONE — IMMOVABLES SUBJECT TO THE RIGHT OF REDEMPTION

| <i>Rôle N°</i><br><i>Roll No.</i> | <i>Nom</i><br><i>Name</i> | <i>Situé</i><br><i>Location</i> | <i>Cad.</i> | <i>S.-div.</i> |
|-----------------------------------|---------------------------|---------------------------------|-------------|----------------|
| 2140.....                         | Roméo Gaudreault.....     | Victoria Avenue.....            | 255         | Pt. 38         |

Description: — Une lisière irrégulière de terre formée d'une partie du lot connu sous le numéro 38 de la subdivision officielle du lot numéro original deux cent cinquante-cinq (N° 255-Pt. 38) mesurant sur un côté donnant front sur l'avenue Victoria; cent trente pieds en profondeur; du côté ouest soixante-cinq pieds; et du côté sud quatre-vingt-dix-sept pieds; tenant en front par la dite avenue Victoria; bornée du côté ouest par le dit lot N° 255-38 et du côté sud par le lot N° 256-43 et une lisière du lot N° 255-38 acquis par Antoine David.

Description: — A certain strip of land of irregular form, forming part of lot of land known and designated under No. 38 of the sub-division of original lot No. 255 (No. 255 Pt. 38) measuring said irregular area on one side in front on Victoria Avenue, one hundred and thirteen feet; on its westerly side, sixty-five feet; and on the southerly side, ninety-seven feet; bounded in front by the said Victoria Avenue, on its westerly side by part of said lot No. 255-38; and on the southerly side by the Lot No. 256-43 and a strip of lot No. 255-38 acquired by Antoine David.

|           |                   |                     |     |             |
|-----------|-------------------|---------------------|-----|-------------|
| 754.....  | G. S. Hume.....   | Hickson Avenue..... | 259 | 281a        |
| 754a..... | W. S. Miller..... | Hickson Avenue..... | 259 | 281b<br>281 |

DEUXIÈME SECTION — IMMEUBLES NON SUJETS AU DROIT DE RETRAIT  
PART TWO — IMMOVABLES NOT SUBJECT TO THE RIGHT OF REDEMPTION

| <i>Rôle N°</i><br><i>Roll No.</i> | <i>Nom</i><br><i>Name</i> | <i>Situé</i><br><i>Location</i> | <i>Cad.</i> | <i>S.-div.</i>                   |
|-----------------------------------|---------------------------|---------------------------------|-------------|----------------------------------|
| 213.....                          | Mrs. E. K. Briand.....    | Bolton Avenue.....              | 264         | 145                              |
| 227.....                          | Mrs. E. K. Briand.....    | Brixton Avenue.....             | 161         | 146<br>257<br>258                |
| 1300.....                         | Mrs. E. K. Briand.....    | Mortlake Avenue.....            | 161         | 197<br>198<br>199                |
| 2267.....                         | J. V. T. Desy.....        | Waverly Avenue.....             | 266         | 233                              |
| 680.....                          | Noé Lemieux.....          | Green Street.....               | 161         | 1245B<br>1246B<br>1247B<br>1248B |
| 2233.....                         | Mrs. E. LeRoyer.....      | Avenue Walnut.....              | 162         | 2011                             |
| 179.....                          | Aaron Prazoff.....        | Avenue Birch.....               | 162         | 1164                             |
| 1321.....                         | Aaron Prazoff.....        | Avenue Mortlake.....            | 161         | 332                              |
| 460.....                          | Joseph Roy.....           | Blv. Desaulniers.....           | 161         | 1477<br>1478                     |
| 1867.....                         | Rolland St-Denis.....     | Avenue Sanford.....             | 161         | Pt. 1735<br>Pt. 1736             |

Description: — La moitié sud-est du lot 161-1735 mesurant douze pieds et demi de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur, mesure anglaise, bornée en front par l'avenue Sanford, en arrière par le lot N° 161-1725, du côté nord-ouest par l'autre moitié du lot N° 161-1735.

Description: — The south-east half of lot 161-1735 measuring twelve and one half feet in width by ninety-one feet in depth; bounded in front by Sanford Avenue, in rear by lot No. 161-1725; on the south-east side by lot No. 161-1736; and on the north-west side by the remaining half of lot No. 161-1735.

|          |                        |                       |     |     |
|----------|------------------------|-----------------------|-----|-----|
| 184..... | Mlle E. M. Turner..... | Avenue Blairmore..... | 264 | 549 |
|----------|------------------------|-----------------------|-----|-----|

Je certifie que la liste sus-dite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le dixième jour de décembre 1946, pour défaut de paiement de la répartition des immeubles, des taxes générales et spéciales imposées sur les dits immeubles et dues à la Cité de Saint-Lambert.

Les immeubles susmentionnés sont tous aux plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Antoine de Longueuil et situés dans la Cité de Saint-Lambert.

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the tenth day of December, 1946, for failure to pay real estate assessments, general and special taxes imposed on the said immovables and owing to the City of St. Lambert.

The above immovables are all on the Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the City of St. Lambert.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.

Terms: Cash or accepted cheque.

Donné en la cité de St-Lambert, ce treizième jour de novembre 1946.

Given at the City of St. Lambert, this thirteenth day of November, 1946.

(Seau) Le Secrétaire-trésorier,  
16612-46-2-o M. J. RUTLEDGE.

(Seal) M. J. RUTLEDGE,  
16612-46-2-o Secretary Treasurer.

## VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

## CHICOUTIMI

*Fieri facias de bonis et de terris*  
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, { THOMAS-LS LA-  
N° 11,083 POINTE, mar-  
chand du Lac des Habitants, district de Chicou-  
timi, demandeur; vs ROLAND LAVOIE & RO-  
BERT LAVOIE, tous deux cultivateurs, du  
Lac des Habitants, district de Chicoutimi, défen-  
deurs.

Contre le défendeur ROLAND LAVOIE:

Une terre désignée comme le N° 15, aussi con-  
nue sous les Nos 15A et 15B, rang ouest, canton  
Rouleau, et toutes bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Rosaire, Lac des Habitants, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour du mois de DÉCEMBRE 1946, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le Shérif,  
Chicoutimi, le 12 novembre 1946. RENÉ DELISLE.  
[Première insertion, 16 novembre 1946]

## MONTREAL

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { FRANÇOIS BOSSU, de-  
N° 216287 } mandeur; vs HEC-  
TOR ARCHAMBAULT, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur l'avenue Bernard, dans la cité d'Outremont, étant la partie sud-ouest de la subdivision numéro cinq cent cinquante-six du lot originaire trente-huit (38-556) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur plus ou moins, mesure anglaise, borné en front par ladite avenue Bernard, en arrière par la ruelle ci-après mentionnée; d'un côté au sud-ouest par la subdivision numéro cinq cent cinquante-cinq dudit lot originaire et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu de ladite subdivision numéro cinq cent cinquante-six, avec une maison portant le numéro mil cinq cent cinquante-neuf (1559) de ladite avenue Bernard et toutes autres bâtisses et garages y dessus érigés, les murs nord-ouest desdites maisons et garages étant mitoyens avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec tout autre y ayant droit, ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT NOVEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Montréal, 23 octobre 1946. L. P. CAISSE.  
[Première insertion, 26 octobre 1946]

## SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## CHICOUTIMI

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

District of Chicoutimi, { THOMAS-LS LA-  
No. 11,083 POINTE, mer-  
chant, of Lac des Habitants, district of Chicou-  
timi, plaintiffs vs ROLAND LAVOIE & RO-  
BERT LAVOIE, both farmers, of Lac des Habi-  
tants, district of Chicoutimi, defendants.

Against the defendant ROLAND LAVOIE:

A farm designated under No. 15, also known under Nos 15A and 15B, West range, township of Rouleau and all buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-du-Rosaire, Lac des Habitants, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of the month of DECEMBER, 1946, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, RENÉ DELISLE,  
Chicoutimi, November 12, 1946. Sheriff.  
[First insertion, November 16, 1946]

## MONTREAL

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { FRANÇOIS BOSSU, plaint-  
No. 216287 } iff; vs HECTOR AR-  
CHAMBAULT, defendant.

An emplacement fronting on Bernard avenue, in the city of Outremont, being the Southwest part of subdivision number five hundred and fifty-six of original lot thirty-eight (38-556) on the official plan and in the book, of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, more or less. English measure, bounded in front by said Bernard avenue, in rear by the lane hereinafter mentioned; on one side to the Southwest by subdivision number five hundred and fifty-five of said original lot and on the other side to the Northwest by the residue of said subdivision number five hundred and fifty-six — with a house bearing number one thousand five hundred and fifty-nine (1559) of said Bernard avenue and all other buildings and garages thereon erected, the Northwest walls of the said houses and garages being "mitoyens", with right of way in the lane in rear in common with all others having a right thereto, as the whole presently subsists with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office in the city of Montreal on the TWENTY-EIGHTH of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,  
Montreal, October 23, 1946. Sheriff.  
[First insertion, October 26, 1946]

**SAINT-FRANÇOIS**

*Fi-Fa-de-Bonis et de Terris*

Province de Québec,  
District de St-François, {  
Cour du Magistrat, {  
Sherbrooke, {  
N° 21311 {  
MORISSET LIM-  
TÉE, corps po-  
litique et incorporé,  
ayant sa principale  
place d'affaires en la  
cité de Sherbrooke, demanderesse, vs DORILE  
TURGEON, de Ste-Edwidge, dit district, défende-  
deu.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:  
"Ces certains morceaux de terrain sis et situés  
dans le canton de Clifton, connus et désignés  
comme étant le lot numéro Douze "C" dans le  
huitième rang du dit canton de Clifton ainsi que  
cette partie du lot numéro Douze "B" (pt. 12b)  
dans le huitième rang du dit canton, prise au  
sud du chemin public et adjacente à l'Est du  
dit lot numéro Douze "C" (12c) lequel terrain  
mesure, en suivant le chemin public, mille pieds  
en front plus ou moins." Le dit morceau de  
terrain étant borné comme suit: au Nord par le  
chemin public, à l'Est par cette partie du lot  
numéro Douze "B" (12b) appartenant à Norbert  
Masson et plus particulièrement décrit  
dans un acte de vente enregistré à Coaticook le  
septième jour de juillet 1922: au Sud par la ri-  
vière aux Saumons; à l'Ouest ce terrain se termine  
en pointe par la jonction de la rivière et du che-  
min. Ayant une superficie totale de cinq ou  
six acres sans garantie de mesure précise. Avec  
bâtisses dessus construites et dépendances y ap-  
partenant. Avec droit de chaussée à travers la  
dite rivière et droit d'appui et de quai pour le  
maintien et l'entretien de la dite chaussée de  
l'autre côté de la rivière, le tout tel que décrit  
dans l'acte de Nicholas Gaulin, fils, et Norbert  
Therrien à Richard Tremblay, acte passé devant  
H.-H. Gagnon, notaire, le 19 juin 1907."

Pour être vendus "En bloc", à la porte de  
l'église paroissiale de Ste-Edwidge de Clifton, le  
SAMEDI, VINGT ET UN DÉCEMBRE 1946,  
à TROIS heures p.m.

Bureau du shérif, Le Shérif,  
J.-P.-C. LEMIEUX.

Sherbrooke, ce 9 novembre 1946. 16588-46-2-o  
[Première insertion le 16 novembre 1946]

**SAINT FRANCIS**

*Fi-Fa-de-Bonis et de Terris*

Province of Quebec,  
District of St-Francis, {  
Magistrate's Court, {  
Sherbrooke, {  
No. 21311. {  
MORISSET LTD,  
body politic and  
corporate, having its  
principal place of busi-  
ness in the city of Sher-  
brooke, Plaintiff, vs DORILE TURGEON, of  
St-Edwidge, said district, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:  
"These certain pieces of land lying and situate  
in the township of Clifton, known and designated  
as being the lot number Twelve "C" in the  
eighth range of said township of Clifton as well  
as that part of lot number Twelve "B" (pt.12b)  
in the eighth range of said township, taken at  
the south of the public road and adjacent to the  
East of said lot number Twelve "C" (12c) which  
land measures, in following the public road,  
thousand feet in front more or less." The said  
piece of land being bounded as follows: to the  
North by the public road, to the East by that  
part of lot number Twelve "B" (12b) belonging to  
Norbert Masson and more particularly describ-  
ed in a deed of sale registered at Coaticook the  
seventh day of July 1922; to the South by the  
Salmon river; to the West this land terminates  
in a point by the junction of the river and the  
road. Having a total superficies of five or  
six acres without guarantee of exact measure.  
With buildings thereon erected and dependencies  
belonging thereto. With right of dam across  
the said river and right of support and wharfage  
for the maintenance and keeping of the said  
dam of the other side of the river, the whole as  
described in the deed from Nicholas Gaulin,  
son, and Norbert Therrien to Richard Trem-  
blay, deed passed before H.-H. Gagnon, Notary,  
the 19th of June 1907.

To be sold "en bloc" at the door of the pa-  
rochial church of St-Edwidge of Clifton, SATUR-  
DAY the TWENTY-FIRST OF DECEMBER  
1946, at THREE P.M.

Sheriff's Office, J.-P.-C. LEMIEUX,  
Sherbrooke, Sheriff.

this 9th of November 1946. 16588-46-2-o  
[First insertion November the 16th, 1946]

**Département du Travail**

**AVIS**

Conformément aux dispositions de la Loi de  
la convention collective (Statuts refondus de  
Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio  
Barrette, ministre du Travail, donne avis par les  
présentes que le Comité paritaire du Service de  
la Police municipale de la Cité de Québec lui a  
présenté une requête à l'effet de rendre obliga-  
toire la convention collective intervenue entre:

D'UNE PART:

La Cité de Québec,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat professionnel des Policiers muni-  
cipaux de Québec, inc.  
pour l'employeur et les salariés visés, suivant les  
conditions ci-après:

**Department of Labour**

**NOTICE**

Pursuant to the provisions of the Collective  
Agreement Act (Revised Statutes of Quebec  
1941, chapter 163), the Honourable Antonio  
Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice  
that the joint Committee of the Municipal  
Police Department of the City of Quebec has  
submitted to him a request to render obligatory  
the collective agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The City of Quebec,

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat professionnel des Policiers muni-  
cipaux de Québec, inc."  
for the employer and the employees concerned  
according to the following conditions:

**I. Jurisdiction:** La présente convention s'applique et s'étend à la Cité de Québec et à ses employés du département de la police municipale mentionnés ci-après.

**II. Salaires:** Les taux de salaires suivants seront payés, chaque semaine, aux employés ci-après énumérés:

|                                          |                         |
|------------------------------------------|-------------------------|
| <b>Inspecteurs:</b>                      |                         |
| 1e année .....                           | \$45.00                 |
| 2e année .....                           | 46.00                   |
| 3e année .....                           | 48.00                   |
| 4e année .....                           | 50.00                   |
| 5e année .....                           | 52.00                   |
| <b>Sergents-détectives:</b>              |                         |
| 1e année .....                           | \$45.00                 |
| 2e année .....                           | 46.00                   |
| 3e année .....                           | 48.00                   |
| 4e année .....                           | 50.00                   |
| 5e année .....                           | 52.00                   |
| <b>Détectives:</b>                       |                         |
| 1e année .....                           | \$36.00                 |
| 2e année .....                           | 38.00                   |
| 3e année .....                           | 40.00                   |
| 4e année .....                           | 42.00                   |
| 5e année .....                           | 44.00                   |
| <b>Technicien de la radio.</b> .....     | \$2,080.00 à \$2,500.00 |
| (Augmentation annuelle de \$100.00)      |                         |
| <b>Quartier-maître</b> .....             | \$40.50                 |
| <b>Opérateurs</b> .....                  | 35.50                   |
| <b>Vérificateurs de taximètres</b> ..... | 35.50                   |
| <b>Sergents</b> .....                    | 39.00                   |
| <b>Caporaux</b> .....                    | 37.00                   |
| <b>Constables:</b>                       |                         |
| En entrant .....                         | \$21.50                 |
| 1e année (xx) .....                      | 24.50                   |
| 2e année .....                           | 27.50                   |
| 3e année .....                           | 29.50                   |
| 4e année .....                           | 31.50                   |
| 5e année .....                           | 35.00                   |

Les constables spéciaux sont exclus des dispositions de la présente convention.

**Chauffeurs d'auto** .....

\$35.00  
Les chauffeurs ne seront nommés comme tels par le Comité de Discipline de la Police qu'après avoir subi avec succès un examen devant des examinateurs désignés par le Comité paritaire.

Lors de la nomination des chauffeurs ou à l'occasion de promotions, compte devra être tenu de l'ancienneté.

(xx) La première année commencera le 1er mai suivant la date d'entrée, à condition qu'il se soit écoulé au moins quatre (4) mois entre cette date d'entrée en fonctions et le 1er mai qui suivra. Par "entrée en fonctions" l'on entend la journée de l'assermentation.

**III. Heures de travail:** Les heures de travail seront ainsi réparties:

Les constables seront divisés en deux (2) équipes et il y aura relève d'une équipe par l'autre de vingt-quatre (24) heures en vingt-quatre (24) heures. Si les constables sont appelés à rester en devoir sur ordre du Chef de Police, ils le feront sans rémunération et le temps supplémentaire ainsi fait sera remplacé par des congés équivalents.

Le présent article pourra être modifié en tout temps avant l'expiration de la convention.

**IIIA. Permis d'absence pour officiers du syndicat:** Des congés, sans réduction de salaires, seront accordés avec permission du Chef du Service de la Sureté à cinq officiers du Syndicat pour assistance aux assemblées, délégations dans l'intérêt du Syndicat; le nombre maximum des assemblées sera de trois par mois.

**IV. Uniformes, habits, etc.:** En sus de son salaire, chaque homme en uniforme recevra de la Cité de Québec:

**I.—Jurisdiction:**—The present agreement applies and extends to the City of Quebec and to its employees of the Municipal Police Department herein after mentioned.

**II.—Salaries:**—The following salaries shall be paid, each week to the employees enumerated hereafter:

|                                 |                          |
|---------------------------------|--------------------------|
| <b>Inspectors:</b>              |                          |
| 1st year. ....                  | \$45.00                  |
| 2nd year. ....                  | 46.00                    |
| 3rd year. ....                  | 48.00                    |
| 4th year. ....                  | 50.00                    |
| 5th year. ....                  | 52.00                    |
| <b>Sergeants-detectives:</b>    |                          |
| 1st year. ....                  | \$45.00                  |
| 2nd year. ....                  | 46.00                    |
| 3rd year. ....                  | 48.00                    |
| 4th year. ....                  | 50.00                    |
| 5th year. ....                  | 52.00                    |
| <b>Detectives:</b>              |                          |
| 1st year. ....                  | \$36.00                  |
| 2nd year. ....                  | 38.00                    |
| 3rd year. ....                  | 40.00                    |
| 4th year. ....                  | 42.00                    |
| 5th year. ....                  | 44.00                    |
| <b>Radio technician.</b> .....  | \$2,080.00 to \$2,500.00 |
| (Annual increase of \$100.00)   |                          |
| <b>Quarter-master</b> .....     | \$40.50                  |
| <b>Operators.</b> .....         | 35.50                    |
| <b>Taximeter checker.</b> ..... | 35.50                    |
| <b>Sergeants</b> .....          | 39.00                    |
| <b>Corporals.</b> .....         | 37.00                    |
| <b>Constables:</b>              |                          |
| On entering the service .....   | \$21.50                  |
| 1st year (xx) .....             | 24.50                    |
| 2nd year. ....                  | 27.50                    |
| 3rd year. ....                  | 29.50                    |
| 4th year. ....                  | 31.50                    |
| 5th year. ....                  | 35.00                    |

Special constables are not governed by the provisions of the present agreement.

**Car drivers.** .....

\$35.00  
Car drivers will be appointed as such by the Discipline Committee of the Police Department only after they have successfully undergone an examination before examiners designated by the Parity Committee.

At the time of the appointment of the drivers or in the event of promotions, seniority must be taken into account.

(xx) The first year will begin on the 1st of May following the date of employment unless a minimum of four (4) months has elapsed between such date of employment and the 1st of May following. The words "date of employment" mean the day of the swearing in.

**III.—Hours of work:**—The hours of labour shall be distributed as follows:

Constables are divided in two (2) shifts and either shift will be relieved by the other every twenty-four (24) hours. Constables required to remain on duty by order of the Chief of Police shall do so without pay, and overtime done in that manner will be replaced by equivalent time off.

The present section may be amended at any time before the expiration of the agreement.

**IIIA. Permit of absence for union's officers:** Days off, without wage deduction, shall be granted with the permission of the Chief of the Police Department to five officers of the Union for attending meetings or taking part in delegations in the interest of the Union; the maximum number of the meetings is three per month.

**IV. —Uniforms, suits, etc.**—Apart from his salary, every man in uniform shall receive from the City of Quebec:

**Tous les ans:** Un uniforme léger consistant en deux paires de pantalons et une tunique ouverte; un pantalon d'hiver; trois chemises d'été; deux cravates; deux paires de gants blancs; une casquette d'été; une paire de bottines en cuir; une crémone de laine; deux paires de claques; une paire de bottines de feutre; une paire de gants légers (kid); une paire de bottes en cuir et une paire de bottes de feutre pour les chauffeurs de motocyclettes.

**Tous les deux (2) ans:** Un paletot de drap; une paire de mitaines en cuir doublées.

**Tous les trois (3) ans:** Un paletot d'hiver; un pardessus en caoutchouc; une casquette ou shaco (helmet); une paire de bottes en caoutchouc; une veste de laine.

**Tous les cinq (5) ans:** Un casque de fourrure. La qualité de ces articles sera déterminée par le Comité Administratif et, quant à la coupe, elle sera laissée au choix du Chef de Police.

De plus, chaque homme en uniforme devra avoir un helmet blanc et un helmet bleu. La qualité de ces articles sera déterminée par le Comité Administratif et ils devront être remplacés au fur et à mesure qu'ils seront reconnus hors d'usage par le Chef de Police.

Les uniformes et articles d'été devront être fournis autant que possible avant le premier juin, ceux d'automne avant le premier octobre et ceux d'hiver avant le premier novembre.

La Cité ne sera tenue de fournir les articles prévus au présent article qu'à compter du début de la première année de service des constables.

**V. Crédit de maladie:** Il est accordé à chaque employé du département de la police un crédit cumulatif illimité de 1 jour et demi par mois, pour chaque mois durant lequel il a été au service de la Cité et dont il bénéficiera au cas de maladie personnelle ou d'un membre de sa famille. Ce crédit est censé avoir été accordé depuis le 1er mai 1940, sans déduction de perte de temps en maladie, entre le 1er mai 1940 et le 1er mai 1945. A compter du 1er mai 1946 ce crédit sera accordé à raison de 18 jours par année crédités à chaque employé le 1er mai de chaque année. Si cet employé s'absente de son travail pour les raisons susmentionnées, il retirera son salaire jusqu'à concurrence du crédit accumulé pendant ses années de service et subéquentement continuera de retirer son salaire pourvu qu'il en soit ainsi décidé au préalable par le Comité administratif.

Lors du décès d'un employé du département de la police municipale, la Cité paiera à sa veuve le solde de son crédit de maladie, jusqu'à concurrence d'une période de six mois. S'il s'agit d'un veuf, ce paiement sera effectué à ses enfants. S'il s'agit d'un célibataire, soutien de famille, il sera donné aux personnes de sa famille qui lui étaient à charge. Ce paiement ne devra jamais être inférieur au salaire d'un mois de service. Ce crédit de maladie ne sera pas affecté par les absences provoquées par un accident subi par les constables, dans l'exercice de leurs fonctions.

Enfin un employé démissionnaire de son plein gré aura droit à la remise de son crédit de maladie, jusqu'à concurrence d'une période de deux mois. Ce crédit de maladie sera remboursé au taux du salaire que l'employé gagnait lors de son décès ou de sa démission. Les absences en maladie seront calculées à raison d'une demi-journée ou d'un multiple d'une demi-journée.

Pour bénéficier du crédit de maladie au cas de maladie d'un membre de sa famille, l'employé devra établir, à la satisfaction du Chef de Police,

**Every year:**— One light uniform consisting in two pairs of pants and one open tunic; one pairs of winter pants; three light (summer) shirts; two neckties; two pairs of white gloves; one summer cap; one pair of leather ankle-boots; one woollen scarf; two pairs of rubbers; one pair of winter ankle-boots; one pair of kid gloves; one pair of leather boots and one pair of felt boots for motorcycles drivers.

**Every two (2) years:**— One cloth overcoat; one pair of lined leather mitts.

**Every three (3) years:**— One winter overcoat; one rubber overcoat; one cap or helmet; one pair of rubber boots; one woollen jacket.

**Every five (5) years:**— One fur cap.

The quality of these articles will be determined by the Administrative Committee and the cut will be decided upon by the Chief of Police.

Moreover, every man in uniform shall have one white helmet and one blue helmet. The quality of these articles will be determined by the Administrative Committee and they will be replaced when the Chief of Police deems that they are out of use.

Summer uniforms and articles shall be furnished, if possible, before June 1st; autumn uniforms and articles, before October 1st; and those for the winter, before November 1st.

The City may supply the articles mentioned in the present section only at the beginning of the first year of service of the constables.

**V. Illness credit:** Every employee of the Police Department shall be granted an unlimited cumulative credit of one day and a half per month every month during which he has been in the City's service and of which he may avail himself in the event of personal illness or should a member of his family be sick. This credit is considered as having been granted since May 1st, 1940, without deduction of loss of time for illness, between May 1st, 1940, and May 1st, 1945. From May 1st, 1946, this credit is granted on the basis of 18 days per year credited to each employee on May 1st of each year. If such employee is absent from his work for the abovementioned reasons, he shall receive his salary to the extent of the credit accumulated during his years of service and, subsequently, continue to receive his salary provided it be previously so decided by the Administrative Committee.

In the event of the decease of an employee of the Municipal Police Department, the City shall pay to his widow the remainder of his illness credit to the extent of a period of six months. Should the deceased be a widower, the payment is made to his children. In the case of a bachelor supporting a family, the money goes to those of his family whom he supported. The payment shall never be less than the salary for a month's service. This illness credit shall not be affected by the absences caused by accidents sustained by constables in the carrying out of their functions.

Lastly, an employee resigning of his own free will, shall be entitled to the payment of his illness credit to the extent of a period of two months. The illness credit shall be reimbursed at the rate of the employee's salary at the time of the latter's decease or resignation. Absences for illness will be computed on the basis of one half day or multiple thereof.

To be entitled to the illness credit in the event of the illness of a member of his family, the employee must prove, to the satisfaction of the

la nécessité de sa présence à son foyer durant cette période.

VI. *Vacances payées*: Chaque employé aura le droit de prendre, avec approbation du Chef de Police, comme vacances, l'équivalent de dix (10) gardes par année et ce sans subir de réduction de salaire.

Pour bénéficier des vacances payées, un policier devra avoir été à l'emploi de la Cité depuis au moins six (6) mois.

VII. *Absences du travail*: Tout employé pourra s'absenter de son travail pour cause de naissance, mariage, mortalité dans sa famille et également pour d'autres raisons spéciales approuvées par l'autorité, et ce sans perte de salaire si le crédit d'absences ci-après prévu n'est pas épuisé.

Il sera accordé à chaque employé un crédit cumulatif d'une demi-journée par mois pour chaque mois durant lequel il aura été au service de la Cité, jusqu'à un maximum de trente (30) jours, crédit dont l'employé bénéficiera au cas d'absences pour les causes ci-dessus mentionnées. Si ce crédit est réduit par des absences, il continuera ou recommencera de s'accroître jusqu'à ce que le maximum de trente (30) jours soit de nouveau atteint.

VIII. *Piquets*: Les piquets réclamés des constables ou des détectives par d'autres personnes ou corps que la Cité de Québec elle-même, seront rémunérés au taux minimum de cinq piastres (\$5.00) pour chaque piquet de cinq heures ou moins et au taux de une piastre (\$1.00) l'heure après les premières cinq (5) heures. Cette rémunération sera payée par ceux qui auront requis le service spécial des constables ou des détectives.

Les piquets pour le compte de la Commission de l'Exposition Provinciale de Québec, ou pour le compte du Comité du Stade municipal, ou pour tout autre service de la Cité de Québec seront payés à raison de quatre piastres (\$4.00) par piquet de cinq heures ou moins et au taux de une piastre (\$1.00) l'heure après les premières cinq heures, et ce malgré que ces organismes soient des comités de la Cité de Québec. Tous ces piquets devront être offerts aux constables, à tour de rôle, suivant l'ordre reconnu dans le service par la "boîte aux piquets".

IX. *Allocation aux détectives*: La Cité paiera à chaque détective une allocation d'habillement égale au coût moyen annuel de l'habillement fourni par la Cité aux constables municipaux l'année précédente. Cette allocation sera payée le plus tôt possible après le 1er mai de chaque année.

X. *Grades*: La présente convention ne pourra pas être invoquée pour empêcher la Cité d'établir de nouveaux grades parmi les employés ou d'abolir les grades déjà existants.

XI. *Maintien en fonctions des policiers à leur pension*: Lorsqu'un membre du corps de police retirera sa pension, il pourra être maintenu dans ses fonctions, pourvu toutefois qu'il puisse remplir ces fonctions à la satisfaction du Conseil de ville et qu'il fournisse un certificat médical du médecin régimentaire attestant qu'il peut continuer de remplir ses fonctions. Un tel certificat devra être produit aussi souvent que le décrètera le Conseil de la Cité. La Cité paiera alors au pensionnaire maintenu en fonctions la différence entre le salaire attaché à cette fonction et la pension qu'il retire. Le pensionnaire ainsi maintenu en fonctions n'aura pas droit aux promotions, mais il bénéficiera des mêmes avantages que les autres employés régis par la présente convention quant aux vacances, congés et crédit de maladie.

Chief of Police, the necessity of his presence at home during the illness.

VI.—*Vacations with pay*:—Every employee will be entitled, with the approval of the Chief of Police, to a vacation equivalent to the duration of ten (10) watches or guards without salary reduction.

For policemen to benefit by the vacation with pay, a minimum of six month's employment by the City is required.

VII.—*Absences*: Every employee may be absent from his work in the event of a birth, marriage, death in his family and also for other special reasons approved by the authority, without salary deduction if the absence credit hereafter provided is not exhausted.

Every employee is entitled to a cumulative credit of one half-day per month for each month during which he has been in the City's service, to the extent of a maximum of thirty (30) days, a credit of which the employee may avail himself in the event of absences for the reasons above mentioned. When such credit is reduced by absences, it continues to accumulate until the maximum of thirty (30) days be again attained.

VIII.—*Pickets*:—Pickets required from constables or detectives by persons or bodies other than the City of Quebec shall be paid for at the minimum rate of five dollars (\$5.00) for each picket of five hours or less, and at the rate of one dollar (\$1.00) per hour after the first five hours. This remuneration shall be paid by those having required the special services of the constables or detectives.

Pickets required by the Quebec Provincial Exhibition Commission, the Municipal Stadium Committee or by any other service of the City of Quebec shall be paid at the rate of four dollars (\$4.00) per picket of five hours or less and at the rate of one dollar (\$1.00) per hour after the first five hours in spite of the fact that these enterprises are committees of the City of Quebec. All such pickets shall be offered to the constables by turns according to an arrangement known in the service as the "picket box".

IX.—*Allowance to the detectives*:—The City shall pay to every detective a clothing allowance equal to the average annual cost of the clothing furnished the preceding year by the City to the municipal constables.

Such allowance shall be paid as soon as possible after the 1st of May of each year.

X.—*Ranks*:—The present agreement may not be availed of to keep the City from establishing new ranks among the employees or abolishing those actually existing.

XI.—*Keeping in functions of retired policemen*:—When a member of the police force receives his pension, he may be kept in his functions provided, however, he carries out such functions to the satisfaction of the City Council and he supplies a doctor's certificate from the regimental physician stating that he may continue to carry out his functions. Such a certificate must be presented every time the City Council so decides. The City shall then pay to the retired employee maintained in functions the difference between the salary established for his functions and the pension he receives. The retired employee so maintained in functions is not entitled to the promotions but he benefits by the same privileges as the other employees governed by the present agreement in respect of the vacations, holidays and illness credit.

**XII. Durée de la convention:** La présente convention sera en vigueur du premier mai 1946 jusqu'au trente avril 1947. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année, à moins que l'une des parties n'ait avisé l'autre, avant le 1er janvier de l'année en cours, de son intention de la modifier. Pour l'abroger il faudra un avis d'au moins trente (30) jours et de pas plus de soixante (60) jours.

**XIII.** La présente convention abroge toutes les conventions ou décrets antérieurs.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, le Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
**GÉRARD TREMBLAY.**

Ministère du Travail,  
Québec, le 16 novembre 1946. 16617-o

### AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), que le Comité conjoint de l'Industrie de la Boîte de Carton gaufré de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 561, du 11 mars 1942, et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec.

On demande que le paragraphe "e" de l'article II soit modifié de la façon suivante:

1° Le sous-paragraphe 3 est remplacé par le suivant:

"3° *Machine à imprimer et à rainer*:"

Toute usine ayant en opération trois machines à imprimer et à rainer ou plus doit avoir un chef mécanicien. S'il y a plus d'une équipe, il doit y avoir également pour chaque machine et sur chaque équipe au moins un mécanicien et un assistant-mécanicien et autant de receveurs et de fournisseurs que requis.

Les dispositions décrites à l'alinéa précédent (Machine à Gaufrer) sont applicables advenant l'absence du mécanicien.

Quant la machine à imprimer comprend également une opération de rainure, les taux minima et l'opération de cette machine combinée seront les mêmes que la "machine à imprimer et à rainer."

2° Les mots "Machine à imprimer" sont ajoutés au début du sous-paragraphe 4.

3° Le sous-paragraphe 5 est radié.

4° Le sous-paragraphe 6 est remplacé par le suivant:

"6° *Déchargement et manutention de carton et de rouleaux de papier*:"

Tout employeur doit employer au moins un premier manuteneur de rouleaux de papier."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
**GÉRARD TREMBLAY.**

Ministère du Travail,  
Québec, ce 16 novembre, 1946. 16615-o

**XII.— Duration of the agreement:**— The present agreement will be in force from the 1st of May 1946 until April 30th, 1947. It shall renew itself automatically from year to year unless either party notifies the other, before the 1st of January of the current year, of its intention to amend same. A notice of at least 30 days and not more than 60 days will be required to repeal same.

**XIII.**— The present agreement renders void all previous agreements or decrees.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

**GÉRARD TREMBLAY,**  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 16, 1946. 16617-o

### NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), that the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec has submitted to him a petition for the purpose of amending the decree number 561, of March 11th, 1942, and amendments, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec.

It is requested that subsection "e" of section II be amended as follows:

1. Paragraphe 3 is replaced by the following:

"3. *Printer-slotter machine*:"

There shall be one chief operator in each plant operating three or more printer-slotters. Also there shall be at least one operator and one assistant-operator on each printer-slotter for each shift worked, if more than one shift is worked, and as many tailers and feeders as required.

The same conditions as prescribed above (Corrugated Machine) shall prevail in the event of the operator's absence.

Where a printing machine incorporates the slotting feature, the operation shall be governed by the above and applicable minimums for a printer-slotter."

2. The words "Printing machine" are added at the beginning of paragraph 4.

3. Paragraph 5 is deleted.

4. Paragraph 6 is replaced by the following:

"6. *Roll and board unloading and handling*:"

Each manufacturer shall employ at least one (1) head roll handler."

During the thirty days, following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

**GÉRARD TREMBLAY,**  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 16, 1946. 16615-o

## AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie de la Fourrure, section du gros de Montréal et S. Goldstein Furs, I. Vinegor Furs Ltd., Tomeo Fur, Sportcraft Fur Mfg Reg'd et P. A. Alain Ltée, branche de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3723, du 6 octobre 1944, et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans l'île de Montréal et un périmètre de cinquante milles de rayon. On demande:

1° Que le paragraphe "e" de l'article IV soit remplacé par le suivant:

"e. Les salariés préposés aux peaux en pièces et les ouvriers en lisières de fourrures doivent faire deux années d'apprentissage, telles que déterminées par les règlements généraux d'apprentissage, et recevoir les taux de salaires des apprentis. À la fin de l'apprentissage de deux années, ils sont classifiés comme des ouvriers de seconde classe dans leur propre métier et sont rémunérés comme tels.

Toutefois, les ouvriers en lisières de fourrures employés dans le commerce de lisières de fourrure seulement doivent recevoir des salaires d'apprentis comme suit:

|                                                           | par semaine |
|-----------------------------------------------------------|-------------|
| Apprenti-coupeur: Commence à . . . . .                    | \$12.00     |
| (lisières) Après trois mois . . . . .                     | 14.00       |
| Après six mois . . . . .                                  | 16.00       |
| Après neuf mois . . . . .                                 | 18.00       |
| Après douze mois . . . . .                                | 20.00       |
| Après quinze mois . . . . .                               | 22.00       |
| Après dix-huit mois . . . . .                             | 24.00       |
| Après vingt-et-un mois . . . . .                          | 26.00       |
| Complète la période de deux années à \$26.00 par semaine. |             |
| Apprenti-ouvrier: Commence à . . . . .                    | 12.00       |
| (lisières) Après trois mois . . . . .                     | 13.50       |
| Après six mois . . . . .                                  | 15.00       |
| Après neuf mois . . . . .                                 | 17.50       |
| Après douze mois . . . . .                                | 19.00       |
| Après quinze mois . . . . .                               | 20.50       |
| Après dix huit mois . . . . .                             | 22.00       |
| Après vingt-et-un mois . . . . .                          | 24.00       |
| Complète la période de deux années à \$24.00 par semaine. |             |

Les employés généraux sont rémunérés d'après les taux fixés au paragraphe "f" du présent article.

En aucun temps, si un employeur désire promouvoir un employé général à la fonction d'apprenti-coupeur (lisières) ou à celle d'apprenti-ouvrier (lisières), la clause de promotion s'applique."

2° Que l'alinéa 3 suivant soit ajouté à la suite de l'alinéa 2 du paragraphe "a" de l'article V:

"3. Pour les manufacturiers en lisières de fourrures:

La semaine de travail est de cinq jours formant un total de quarante-deux (42) heures réparties comme suit:

Les premiers quatre jours de la semaine: de 8.00 a. m. à midi et de 1.00 p. m. à 5.30 p. m.

Le cinquième jour de la semaine: de 8.00 a. m. à midi et de 1.00 p. m. à 5.00 p. m.

Aucun travail ne doit être exécuté le samedi."

## NOTICE OF AMENDMENT

Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal and S. Goldstein Furs, I. Vinegor Furs Ltd., Tomeo Fur Sportcraft Fur Mfg Reg'd and P. A. Alain Ltée, Montreal branch, have submitted to him a petition to amend the decree number 3723, of October 6, 1944, and amendments, relating to the fur workers; wholesale trade, in the Island of Montreal and a perimeter of fifty miles of radius. It is requested:

1. That subsection "e" of section IV be replaced by the following:

"e. Employees employed on piece plates and fur strippings shall serve two years of apprenticeship as governed by the general apprenticeship regulations and receive apprentice rates of pay. At the end of the two years of apprenticeship, they are classified as second class workers in their respective trade and are paid as such.

Nevertheless, employees employed in the fur strippings business only shall receive the following apprentice rates of pay:

|                                                    | per week |
|----------------------------------------------------|----------|
| Apprentice-cutter: Start at . . . . .              | \$ 12.00 |
| (strippings) After three months . . . . .          | 14.00    |
| After six months . . . . .                         | 16.00    |
| After nine months . . . . .                        | 18.00    |
| After twelve months . . . . .                      | 20.00    |
| After fifteen months . . . . .                     | 22.00    |
| After eighteen months . . . . .                    | 24.00    |
| After twenty - one months . . . . .                | 26.00    |
| Completes the two-year period at \$26.00 per week. |          |
| Apprentice-operator: Start at . . . . .            | \$ 12.00 |
| (strippings) After three months . . . . .          | 13.50    |
| After six months . . . . .                         | 15.00    |
| After nine months . . . . .                        | 17.50    |
| After twelve months . . . . .                      | 19.00    |
| After fifteen months . . . . .                     | 20.50    |
| After eighteen months . . . . .                    | 22.00    |
| After twenty - one months . . . . .                | 24.00    |
| Completes the two-year period at \$24.00 per week. |          |

General hands are remunerated in conformity with the rates fixed in subsection "f" of the present section.

At any time, if an employer wishes to promote a general hand to apprentice-cutter (strippings) or apprentice-operator (strippings), the promotion clause shall apply."

2. That the following paragraph 3 be added after paragraph 2 of subsection "a" of section V:

"3. For stripping manufacturers: The work week consists of five days totalling forty-two hours to be divided as follows:

The first four days of the week: from 8.00 a.m. to 12.00 (noon) and from 1.00 p. m. to 5.30 p. m.

The fifth day of the week: from 8.00 a. m. to 12.00 (noon) and from 1.00 p. m. to 5.00 p. m.

No work shall be done on Saturday."

3° Que les mots suivants soient ajoutés après les mots "au lieu du 1er juillet", apparaissant au paragraphe "e" de l'article V:

"et les manufacturiers en lisières de fourrure peuvent faire exécuter du travail supplémentaire du 1er mai à la fin de décembre."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 16 novembre 1946. 16616-o

3. That the following words be added after the words "instead of the 1st of July", mentioned in subsection "e" of section V:

"and strippings manufacturers are permitted to have overtime work performed from May 1st to the end of December."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said petition.

GERARD TREMBLAY,  
Deputy-minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 16, 1946. 16616-o

## AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 3088, du 7 août, 1946, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "f" de l'article X:

"Le Comité paritaire peut exempter tout employeur ou tout salarié de l'application du présent paragraphe lorsqu'il est prouvé à sa satisfaction, que telles exemptions s'avèrent nécessaires en raison de la rareté de la main-d'œuvre. Il peut y avoir appel de la décision du Comité au Ministre du Travail."

L'article XIV est remplacé par le suivant:

"XIV. Il est interdit aux employés réguliers d'un atelier de faire du travail supplémentaire dans un autre atelier, sans la permission du Comité paritaire.

Le Comité pourra accorder une telle permission après en avoir obtenu l'approbation de l'employeur régulier du salarié en question et après s'être assuré qu'aucun salarié de ce métier et de cette classification n'est disponible pour un emploi régulier.

Lorsque, dans un cas tel que prévu ci-dessus, le Comité Paritaire accorde à un salarié la permission de travailler, tel salarié doit être rémunéré sur la base de temps supplémentaire pour tout travail exécuté dans un autre atelier au cours d'une même période de vingt-quatre (24) heures, c'est-à-dire, à taux et demi pour les 3 premières heures et au taux double pour toutes les heures subséquentes.

Cette disposition s'applique:

- i) à tout ouvrier imprimeur d'un établissement commercial, assujéti à la juridiction professionnelle de la présente convention, qui accepte du travail d'imprimerie dans un journal;
- ii) à tout ouvrier imprimeur d'un journal, qui accepte du travail d'imprimerie d'un établissement commercial assujéti à la juridiction de la présente convention."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite modification.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 16 novembre 1946. 16618-o

## NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (S.R.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 3088, of August 7, 1946, relating to the printing trades in the district of Montreal.

The following paragraph is added to subsection "f" of section X:

"The Parity Committee may exempt any employer or employee from the operation of the present subsection when it is satisfied that such exemptions are necessary due to the scarcity of labour. There may be an appeal to the Minister of Labour against the decision of the Committee."

Section XIV is replaced by the following:

"XIV. Regular employees of one shop shall not engage for overtime in another shop without the permission of the Parity Committee.

The Committee may grant such permission only after obtaining the approval of the employee's regular employer and after having satisfied itself that no employee of the same trade and classification is available for regular employment.

When the Parity Committee grants permission for an employee to work in the above case, such employee shall be paid at overtime rates for any work done in another shop within the same 24-hour period, that is to say, at time and a half rates for the first three hours and at double time rates for subsequent time worked.

This provision also applies:

- i) in the case where a printing employee of a commercial establishment covered by the professional jurisdiction of the present agreement engages for part-time printing work in a newspaper;
- ii) In the case where a printing employee of a newspaper engages for part-time printing work in a commercial establishment covered by the professional jurisdiction of the present agreement."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said amendment which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 16, 1946. 16618-o

## AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre :

## D'UNE PART:

"The Montreal Automobile Trade Association Limited", La Section de l'Automobile de l'Association des Marchands détaillants du Canada inc.

## Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national de l'Automobile de Montréal, L'Association canadienne des Travailleurs de l'Automobile, pour les employeurs et les salariés du commerce visé suivant les conditions ci-après :

I.—*Définitions*:—Pour les fins du présent décret, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée :

a) *Apprenti*: Toute personne qui apprend l'un des métiers de l'industrie de l'automobile.

b) *Artisan*: Toute personne faisant seule ou en société un travail régi par le décret ou tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail.

c) *Compagnon*: Toute personne ayant terminé son apprentissage dans l'un des métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charbonnier, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, menuisier, nettoyeur de bourrures, peintre, peintre-lettreur, rembourreur, spécialiste en réparations de radiateurs, soudeur, tinturier, tôlier, vérificateur, vitrier, vulcanisateur, etc. Cette énumération n'est pas limitative.

d) *Démolisseur*: Toute personne faisant la démolition ou employée à la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces, ou d'en vendre le métal comme rebut (scrap).

e) *Gardiens de nuit "A" et "B"*: Le gardien de nuit, classe "a" est celui dont les fonctions se bornent seulement et exclusivement à garder l'établissement ou la place d'affaires.

Le gardien de nuit, classe "b" est celui qui en plus de garder l'établissement ou la place d'affaires, ouvre les portes, place les voitures, nettoie l'établissement ou effectue de menus services d'urgence.

f) *Homme de service*: Employé qui conduit des véhicules-moteurs, vend de l'essence, lave les véhicules-moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change les pneus ou les batteries électriques, graisse les véhicules-moteurs exécute de menus services d'urgence, tels que remplacement de courroies d'éventail, de bougies ou de tout autre menu accessoire de véhicules-moteurs. Devra toutefois être exclue, l'installation de radios, des appareils à climatiser l'air (air conditioned units) et des interrupteurs pour les signaux de direction (direction signal switches) laquelle sera faite par un compagnon.

g) *Salarié*: Tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manœuvre ou ouvrier non qualifié, artisan ou employé qui travaille individuellement en équipe ou en société, à l'exception des commis, des employés de bureau et des employés préposés à la vente des automobiles.

h) *Vérificateur*: Tout employé affecté à la vérification mécanique des véhicules-moteurs.

## NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941), chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

## ON THE ONE PART:

The Montreal Automobile Trade Association Limited The Automobile Section of The Retail Merchants Association of Canada inc.

## And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national de l'Automobile de Montréal"

"L'Association canadienne des Travailleurs de l'Automobile"

for the employers and the employees of the trade concerned, according to the following conditions:

I.—*Definitions*:—For the purpose of the decree, the following terms shall have the hereinafter given significance.

a) *Apprentice*:—Any person learning one of the trades of the automobile industry.

b) *Artisan*:—Any person doing alone or in partnership any kind of work governed by the decree or any employer or professional employer doing such work.

c) *Journeyman*:—Any worker having completed his apprenticeship in one of the trades of the automobile industry such as: blacksmith, bodyman, carpenter, electrician, glazier, lettering-painter, machinist, mechanic, painter, radiator repairer, sheet metal worker, tester, upholstery cleaner and dyer, upholstery maker, vulcanizer, welder, and wheelwright. The present enumeration is not limitative.

d) *Demolisher*:—Any person demolishing or employed in the demolition of motor vehicles for the purpose of selling or storing the parts or of selling the metal as scrap.

e) *Night watchman "A" & "B"*:—The night watchman class "a" is the employee whose work consists only and exclusively in the watching of the establishment or place of business.

The night watchman, class "b" is the employee who not only watches the establishment or place of business, but also opens the doors, places the cars, cleans the establishment or performs minor emergency operations.

f) *Servicemen*:—Any employee driving motor vehicles, selling gas, washing motor-vehicles, cleaning or heating the establishment, changing tires or batteries, greasing motor vehicles, performing different emergency operations such as replacing fanbelts, spark plugs or any other motor vehicle accessories. However, the installation of radios, air conditioning units and directional signal switches, which must be performed by a journeyman, must be excluded.

g) *Wage-earner*:—Any apprentice, qualified worker or journeyman, any labourer or common worker or employee working individually or belonging to a shift or partnership, with the exception of clerks, office employees and automobile salesmen.

h) *Tester*:—Any employee committed to the mechanical testing of motor-vehicles. He must

Il doit être un mécanicien de première ou deuxième classe mais, dans tous les cas, son salaire doit être celui du mécanicien de première classe.

i) *Atelier de mécanique*: Tout endroit où il se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux.

j) *Débit d'essence*: Tout endroit fixe ou mobile où il se fait la vente de l'essence ou de lubrifiants pour l'usage de véhicules-moteurs.

k) *Garage*: Tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remis. Sont considérés comme garages et, par conséquent, assujettis au décret, tous les établissements où se fait exclusivement ou en partie la réparation des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-moteur ou non.

l) *Station de Service*: Tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis ou lubrifiés.

m) *Terrain de démolition*: Tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines parties d'iceux sont mis en pièces dans un but de vente, d'emmagasinage, de réparation, ou démolis pour vendre le métal comme rebut (scrap).

n) *Terrain de stationnement*: Tout endroit réservé au stationnement des véhicules-moteurs.

o) *Taux de salaire régulier*: Le taux de salaire régulier est le salaire effectivement payé par l'employeur ou l'employeur professionnel du salarié de jour ou de nuit pour travail effectué durant les heures de travail régulières en vertu d'un contrat verbal ou écrit; ce taux de salaire ne doit jamais être inférieur au taux de salaire minimum établi par le décret.

II. *Jurisdiction*: a) *Jurisdiction professionnelle et industrielle*: Sont assujettis aux dispositions du décret les employeurs, employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des débits d'essence, des stations de service et des terrains de stationnement pour de rebut, ateliers mécaniques tels que définis à l'article I.

Sont également assujettis aux dispositions du décret les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés de tels débits d'essence, garages, stations de service et terrains de stationnement exploités de façon accessoire, même pour leur fin personnelle, par le ou les propriétaires d'un établissement commercial, d'un établissement industriel et de conciergerie.

b) *Jurisdiction territoriale*: Le décret s'applique dans tous le territoire comprenant l'Île de Montréal, l'Île Jésus et toutes les municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de dix (10) milles de leurs limites.

be a first or second-class mechanic but, in any event, his salary should be that of a first-class mechanic.

i) *Machine shop*:— Any establishment or stationary or mobile place where work or repairs are performed on motor-vehicles or any part thereof.

j) *Gas station*:— Any place, stationary or not, where gas or lubricants for motor-vehicles are sold.

k) *Garage*:— Any place where motor-vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments engaged exclusively or partly in the repair of parts and or accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not these parts or accessories are part of the motor-vehicle, shall be considered as garages and, consequently, governed by the decree.

l) *Service station*:— Any place where motor-vehicles are washed, cleaned, polished or lubricated.

m) *Scrapping yard*:— Any place where motor-vehicles or any part thereof are demolished for the purpose of selling, storing, repairing or scrapping.

n) *Parking ground*:— Any place where motor-vehicles are parked.

o) *Regular wage rate*:— The regular wage rate is that effectively paid by the employer or professional employer to the night or day employee for work done during the regular hours of work in virtue of a verbal or written agreement; this rate of wage should never be inferior to the minimum wage rate fixed by the decree,

II. *Jurisdiction*: a) *Professional and industrial jurisdiction*: Those governed by the provisions of the decree shall be the employers, professional employers, artisans and wage-earners in garages, gasoline stations, service stations, parking grounds, scrapping yards, machine shops such as defined in Section 1.

Those also governed by the provisions of the decree are the employers, professional employers, artisans and wage-earners of such gasoline stations, service stations, garages, parking grounds, scrapping yards, machine shops, accessorially operated, even for their personal purposes, by the owner or owners of a commercial or industrial establishment or apartment house.

b) *Territorial jurisdiction*:— The decree shall apply in the entire territory comprising the Island of Montreal, Isle of Jesus and all of the municipalities situated, in whole or in part, within a radius of 10 miles from their limits.

#### COMPAGNONS ET APPRENTIS COMPAGNONS DE JOUR

III. *Echelle des salaires minima des compagnons et apprentis compagnons de jour*: Les taux minima de salaire sont les suivants pour chacune des catégories de salariés de jour ci-après:

a) Apprentis compagnons de jour de toutes les catégories:

|                       | <i>l'heure</i> |
|-----------------------|----------------|
| Première classe.....  | 0.55c          |
| Deuxième classe.....  | 0.45c          |
| Troisième classe..... | 0.40c          |

b) Compagnons de jour exerçant l'un des métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charbon, déboiseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, menuisier, nettoyeur de bourrures, peintres, peintre-lettre, rembourreur,

#### DAY JOURNEYMEN AND APPRENTICE JOURNEYMEN

III. *Minimum wage scale for day journeymen and apprentice journeymen*:— The minimum wage rates shall be the following for each one of the categories of day employees hereinafter mentioned.

a) Day apprentices Journeymen of all categories.

|                   | <i>Per Hour</i> |
|-------------------|-----------------|
| First class.....  | 0.55c           |
| Second class..... | 0.45c           |
| Third class.....  | 0.40c           |

b) Day Journeymen exercising one of the trades of the automobile industry such as blacksmith, bodyman, carpenter, electrician, glazier, lettering-painter, machinist, mechanics, painter, radiator repairer, sheet metal worker, tester,

spécialiste en réparations de radiateurs, soudeur, teinturier, tôlier, vérificateur, vitrier, vulcanisateur, etc.

|                       | <i>l'heure</i> |
|-----------------------|----------------|
| Première classe.....  | 0.95c          |
| Deuxième classe.....  | 0.75c          |
| Troisième classe..... | 0.65c          |

IV. *Définition des compagnons et apprentis compagnons de jour*— Les compagnons et apprentis compagnons de jour sont ceux employés dans un établissement régi par le décret qui travaillent ordinairement et principalement entre sept heures du matin et six heures du soir ou sont ceux qui, travaillant dans un établissement ayant plus d'une équipe, sont affectés au travail de jour, c'est-à-dire font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre (7) sept heures A.M. et (6) six heures P.M.

V. *Détermination et répartition des heures de travail des compagnons et apprentis compagnons de jour*— a) Pour les compagnons et apprentis compagnons de jour, la journée régulière de travail est de (9) neuf heures réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. du lundi au vendredi et de quatre (4) heures le samedi réparties entre 7.00 a.m. et midi. La dixième heure de travail effectuée entre 7.00 et 6.00 p.m. du lundi au vendredi, ainsi que les cinq premières heures de travail effectuées après 6.00 heures p.m. du lundi au vendredi et après-midi le samedi doivent être payées au taux de salaire régulier majoré de cinquante pour cent (50%) et toutes les heures de travail effectuées subséquemment doivent être payées au taux de salaire régulier majoré de cent pour cent (100%).

b) *Garantie de 40 heures*: Dans le cas où un minimum de quarante (40) heures de salaire par semaine est garanti au salarié, ce dernier doit être sur les lieux pendant quarante-neuf (49) heures réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.

Dans ce cas, il est loisible à l'employeur d'exiger que son salarié lui fournisse au taux de salaire régulier, en plus des quarante-neuf (49) heures plus haut mentionnées, neuf (9) heures de travail supplémentaire par semaine à raison d'une heure et demie (1½) seulement chaque soir entre 6.00 p.m. et 11.00 p.m. et le samedi entre 1.00 p.m. et 2.30 p.m. jusqu'à concurrence des dites neuf heures (9) et tout travail supplémentaire effectué doit comporter un taux de salaire majoré de 50%. Si entre 7.00 heures (sept) a.m. et 6.00 heures (six) p.m. un employé travaille durant dix heures (10), l'heure et demie (1½) à laquelle il est référé plus haut, sera réduite à une demi-heure.

Cette clause de quarante (40) heures ne s'applique qu'aux compagnons et apprentis compagnons de jour et ne restera en vigueur que dans les douze mois à compter de la mise en vigueur du décret.

#### COMPAGNONS ET APPRENTIS COMPAGNONS DE NUIT

VI. *Echelle des salaires minima des compagnons et apprentis compagnons de nuit*— Les taux minima de salaire sont les suivants pour chacune des catégories de salariés de nuit ci-après:

a) *Apprentis compagnons de nuit de toutes les catégories*:

|                       | <i>l'heure</i> |
|-----------------------|----------------|
| Première classe.....  | 0.65c          |
| Deuxième classe.....  | 0.50c          |
| Troisième classe..... | 0.45c          |

b) *Compagnons de nuit exerçant l'un des métiers de l'industrie de l'automobile tels que*

upholstery cleaner and dyer, upholstery maker, vulcanizer, welder, wheelwright, etc....

|                   | <i>Per Hour</i> |
|-------------------|-----------------|
| First class.....  | 0.95c           |
| Second class..... | 0.75c           |
| Third class.....  | 0.65c           |

IV. *Definition of day journeymen and apprentice journeymen*— The day journeymen and apprentice journeymen are those employed in an establishment governed by the decree who work ordinarily and chiefly between the hours of 7.00 a. m. and 6.00 p. m. or are those who, employed in an establishment operating more than one shift, are committed to day work, that is, perform their work or the greater part thereof between the hours of 7.00 a. m. and 6.00 p.m.

V. *Determination and distribution of working hours for day journeymen and apprentice journeymen*— a) For day journeymen and apprentice journeymen, the regular working day consists of nine (9) hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p. m. from Monday to Friday, and of four (4) hours on Saturday distributed between seven 7.00 a. m. and twelve o'clock noon. The tenth hours of work done between 7.00 a. m. and 6.00 p. m. from Monday to Friday, as well as the work done between 6.00 p. m. and 11.00 p. m. from Monday to Friday and between 12.00 o'clock noon and 5.00 p. m. on Saturday must be paid at the regular wage rate increased by 50%, and all hours of work done subsequently must be paid at the regular wage rate increased by 100% (one hundred per cent).

*The forty hours guarantee*— b) Should a minimum of forty hours pay be guaranteed to the employee per week, the latter shall be present on the premises during forty-nine (49) hours distributed between 7.00 a. m. and 6.00 p. m.

In such a case, the employer may require his employee to work at the regular wage rate over and above the forty-nine (49) hours above mentioned, nine (9) hours overtime per week in periods of not more than one hour and a half (1½) only each evening between 6.00 p. m. and 11.00 p. m. and on Saturday between 1.00 p. m. and 2.30 p. m. to the extent of the said nine (9) hours and all further work done must be paid at the regular wage rate increased by 50%. If between 7.00 a. m. and 6.00 p. m. an employee works during ten (10) hours, the one and a half hour herein above mentioned shall be reduced to one half-hour.

The present forty hours clause applies only to day journeymen and apprentice journeymen and shall remain effective only during the twelve (12) months from the coming into force of the decree.

#### NIGHT JOURNEYMEN AND APPRENTICE JOURNEYMEN

VI. *Minimum wage scale for night journeymen and apprentice journeymen*— The minimum wage rates shall be the following for each one of the categories of night employees hereinafter mentioned:

a) *Night apprentice journeymen of all categories*,

|                   | <i>Per Hour</i> |
|-------------------|-----------------|
| First class.....  | \$0.65          |
| Second class..... | \$0.50          |
| Third class.....  | \$0.45          |

b) *Night journeymen plying one of the trades of the automobile industry such as blacksmith*

charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, menuisier, nettoyeur de bourres, peintre, peintre-lettreur, rembourreur, spécialiste en réparations de radiateurs, soudeur, teinturier, tôlier, vérificateur, vitrier, vulcanisateur, etc.,

bodyman, joiner, electrician, glazier, lettering-painter, machinist, mechanic, painter, radiator repairer, sheet metal worker, tester, upholstery cleaner and dyer, upholstery maker, vulcanizer, welder, wheelwright, etc....

|                       | <i>l'heure</i> |
|-----------------------|----------------|
| Première classe.....  | \$1.10         |
| Deuxième classe.....  | 0.85c          |
| Troisième classe..... | 0.75c          |

|                   | <i>Per Hour</i> |
|-------------------|-----------------|
| First class.....  | \$1.10          |
| Second class..... | \$0.85          |
| Third class.....  | \$0.75          |

VII. *Définition des compagnons et apprentis compagnons de nuit*: Les compagnons et apprentis compagnons de nuit sont ceux qui, dans le cas d'un établissement ayant plus d'une équipe font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui de nuit, c'est-à-dire entre six heures (6) du soir et sept heures (7) du matin ou encore ceux qui, dans le cas d'un établissement n'ayant qu'une seule équipe, font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre six heures (6) du soir et sept heures (7) du matin.

VII. *Definition of night journeymen and apprentice journeymen*—The night journeymen and apprentice journeymen are those who, being employed in an establishment operating more than one shift, ordinarily perform their work or the greater part thereof during the night that is: between the hours of 6.00 p. m. and 7.00 a. m. or again those who, being employed in an establishment operating only one shift, ordinarily perform their work or the greater part thereof between the hours of 6.00 p. m. and 7.00 a. m.

VIII. *Détermination et répartition des heures de travail des compagnons et apprentis compagnons de nuit*: Pour les compagnons et apprentis compagnons de nuit, la durée du travail régulier est de neuf heures (9) par nuit réparties entre 6.00 p.m. (six) et 7.00 a.m. (sept). Toutes les heures de travail excédant neuf (9) heures effectuées entre 6.00 p.m. (six) et 7.00 a.m. (sept) ainsi que les cinq premières heures additionnelles après 7.00 a.m. (sept) doivent être payées au taux de salaire régulier majoré de 50% et toutes les heures de travail effectuées subséquemment doivent être payées au taux de salaire régulier, majoré de cent pour cent (100%).

VIII. *Determination and distribution of working hours for night journeymen and apprentice journeymen*:—For night journeymen and apprentice journeymen, the regular working period consists of nine (9) hours distributed between 6.00 p. m. and 7.00 a. m. All the hours of work exceeding nine (9) hours performed between 6.00 p. m. and 7.00 a. m. as well as the work done between 7.00 a. m. and 12 o'clock (noon) every day, must be paid at the regular rate of wage increased by 50% and all hours of work done subsequently must be paid at the regular wage rate increased by one hundred per cent (100%).

#### HOMMES DE SERVICE ET DÉMOLISSEURS

#### SERVICEMEN AND DEMOLISHERS

IX. *Echelle des salaires minima des hommes de service et démolisseurs de jour*: a) Les salaires minima des hommes de service et démolisseurs de jour sont les suivants:

IX. *Minimum wage scale for day servicemen and demolishers*—c) No apprentice may be

|                                                                                                            | <i>l'heure</i> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Hommes de service et démolisseurs ayant moins de 4 mois d'expérience dans l'industrie de l'automobile..... | \$0.30         |
| Tous les autres hommes de service et démolisseurs de jour.....                                             | \$0.45         |

a) The minimum wage rate for day servicemen and demolishers shall be the following,

Pour les hommes de service et les démolisseurs de jour, tout travail effectué après 7.00 heures (sept) le soir sera payé au taux de salaire régulier majoré de \$0.05 l'heure.

|                                                                                                    | <i>Per Hour</i> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Servicemen and demolishers having less than four months experience in the automobile industry..... | \$0.30          |
| All other day servicemen and demolishers.....                                                      | \$0.45          |

For day servicemen and demolishers, all work done after seven 7.00 p. m. shall be paid at the regular wage rate increased by \$0.05 per hour.

La semaine régulière de travail est soixante heures (60) et toute heure de travail effectué en plus des dites soixante (60) heures est payée au taux de salaire du travail effectué après 7.00 p.m. (sept) majoré de 50%.

The regular work week consists of sixty (60) hours and all hour of work done over and above the said sixty (60) hours is paid at the wage rate fixed for work done after 7.00 p. m. increased by 50%.

b) *Définition des hommes de service de jour et démolisseurs de jour*: Les hommes de service de jour ou les démolisseurs de jour sont ceux employés dans un établissement régi par le décret qui travaillent ordinairement et principalement entre sept (7) heures du matin et sept (7) heures du soir ou ceux travaillant dans un établissement ayant plus d'une équipe sont affectés au travail de jour, c'est-à-dire ceux qui font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre 7.00 a.m. (sept) et 7.00 p.m. (sept.).

*Definition of day servicemen and demolishers*—

X. *Echelle des salaires minima des hommes de service et démolisseurs de nuit*: Les taux minima de salaire sont les suivants pour chacune des catégories de salariés de nuit ci-après mentionnés:

b) The day servicemen or the day demolishers are those who, being employed in an establishment governed by the decree, work ordinarily and chiefly between the hours of 7.00 a. m. and 7.00 p. m. or those who, being employed in an establishment operating more than one shift, are committed to day work, that is, perform ordinarily their work or the greater part thereof between 7.00 a. m. and 7.00 p. m.

|                                                                                                                     | <i>l'heure</i> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| a) Hommes de service et démolisseurs ayant moins de quatre (4) mois d'expérience dans l'industrie de l'automobile.. | \$0.35         |
| b) Tous les autres hommes de service et démolisseurs.....                                                           | \$0.50         |

X. *Minimum wage scale for night servicemen and demolishers*—The minimum wage rates are the following for each of the categories of night employees hereinafter mentioned.

|                                                                                                        | <i>Per Hour</i> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| a) Servicemen and demolishers having less than four month's experience in the automobile industry..... | \$0.35          |
| b) All other servicemen and demolishers.....                                                           | 0.50            |

**XI. Détermination des heures de travail pour cette catégorie:** Pour les hommes de service et démolisseurs de nuit, tout travail effectué après 7.00 heures (sept) le matin sera payé au taux de salaire régulier majoré de \$0.05. La semaine régulière sera de soixante-douze (72) heures et tout travail effectué en plus des dites soixante-douze (72) heures sera rémunéré au taux de salaire prévu pour les heures de travail effectuées après 7.00 a.m. (sept) majoré de 50%.

**XII. Définition des hommes de service de nuit et démolisseurs de nuit:** Les hommes de service ou démolisseurs de nuit sont ceux qui, dans le cas d'un établissement ayant plus d'une équipe font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui durant la nuit, c'est-à-dire entre sept (7) heures du soir et sept (7) heures du matin ou encore ceux qui, dans le cas d'un établissement n'ayant qu'une seule équipe font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre sept (7) heures du soir et sept (7) heures du matin.

#### GARDIENS DE NUIT

**XIII. Echelle des salaires minima pour les gardiens de nuit:** Pour les gardiens de nuit, les salaires minima sont les suivants:

|                                          | Par semaine |
|------------------------------------------|-------------|
| Gardiens de nuit "a" (72 heures) . . . . | \$25.00     |
| Gardiens de nuit "b" (72 heures) . . . . | \$30.00     |

**XIV. A minuit au moins une demi-heure sera accordée pour le casse-croute.**

**XV. Vacances payées:** a) Tout salarié assujéti au décret qui a été à l'emploi de son employeur durant une période consécutive de douze mois, se terminant le premier mai et qui a donné un minimum d'environ trois cents jours de travail, a droit à une semaine de vacances payées, soit six jours consécutifs, aux taux de salaire régulier.

b) Toute absence motivée par des raisons sérieuses n'enlève pas à un salarié le droit aux vacances payées.

c) Quand un salarié a acquis le droit à ses vacances, celles-ci doivent lui être données pendant la période du premier mai au premier novembre de l'année courante au temps déterminé par l'employeur ou l'employeur professionnel durant cette période ou toute autre époque subséquente, si tel est le consentement du salarié, mais à la convenance de l'employeur ou de l'employeur professionnel.

Sujet aux dispositions des paragraphes "a, b et c" du présent article, l'employé qui a été à l'emploi de son patron cinq (5) ans ou plus consécutivement aura droit à deux (2) semaines de vacances payées.

**XVI. Jours chômés:** Le dimanche, le Jour de l'An, le Vendredi-Saint, la St-Jean-Baptiste, la Fête de la Confédération, la Fête du Travail et le Jour de Noël sont des jours chômés pour tous les salariés régis par le décret, exception faite des hommes de service et des gardiens de nuit.

Si cependant, les salariés mentionnés à l'alinéa précédent, exception faite des hommes de service et des gardiens de nuit, travaillent le dimanche ou l'un des jours de fête plus haut énumérés, tel travail est payé au taux de salaire régulier, majoré de 50%.

**XVII. Congé:** Tout salarié a droit à un jour complet (vingt-quatre heures) de repos chaque semaine.

Pour le travail exécuté pendant ces vingt-quatre (24) heures le taux de salaire régulier sera majoré de 50%.

**XVIII. Garantie de quatre heures:** Tout salarié appelé à travailler moins longtemps que la journée régulière aura droit à une rémunération d'au

**XI. Determination of working hours for this category:** For the night servicemen and demolishers, all work done after 7.00 a. m. shall be paid at the regular wage rate increased by \$0.05 per hour. The regular work week consists of seventy-two (72) hours and all work done over and above the said seventy-two (72) hours, shall be paid at the wage rates fixed for work done after 7.00 a. m. increased by 50%.

**XII. Definition of night servicemen and night demolishers:** The night servicemen and demolishers are those who, being employed in an establishment operating more than one shift, ordinarily perform their work or the greater part thereof during the night, that is, between 7.00 p.m. and 7.00 a.m. or again are those who, being employed in an establishment operating only one shift, ordinarily perform their work or the greater part thereof between 7.00 p.m. and 7.00 a. m.

#### NIGHT WATCHMEN

**XIII. Minimum wage scale for night watchmen:** For the night watchmen, the minimum wage rates are the following:

|                                      | Per week |
|--------------------------------------|----------|
| Night Watchmen (a) "72 hours". . . . | \$25.00  |
| Night Watchmen (b) "72 hours". . . . | 30.00    |

**XIV. At midnight, at least one half hour shall be allowed for lunch.**

**XV. Holidays with pay:** a) Every employee subject to the decree who has been in his employer's service during a period of twelve consecutive months ending the first of May, and who has worked at least three hundred days, shall be entitled to one week's vacation with pay, namely six consecutive days, at regular rates of pay.

b) Any absence for good reasons does not affect the right to the vacation with pay.

c) When an employee has acquired the right to his vacation, such vacation must be given to him during the period extending from the first of May to the first of November of the current year, at the time determined by the employer or professional employer during such period or any other subsequent periods, if the employee agrees thereto, but at the employer's or professional employer's convenience.

Subject to the provisions of subsections "a, b and c" of the present section, the employee who has been in the employ of his employer during five years or more consecutive years, shall be entitled to two week's vacation with pay.

**XVI. Holidays** Sundays, New Year's day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labor Day and Christmas Day are holidays for all the employees governed by the decree with the exception of servicemen and night watchmen.

If, however, the employees mentioned in the preceding paragraph, with the exception of servicemen and night watchmen, work Sunday or one of the days above mentioned, such work is paid at the regular wage rate increased by 50%.

**XVII. Day of rest:** All employees shall be entitled to a complete day of rest twenty-four (24) hours each week.

For work performed on the weekly day of rest, the regular wage rate shall be increased by 50%.

**XVIII. Four hours guarantee:** Wage-earner required to work for only a part of the regular duration of the working day, shall be paid for

moins quatre (4) heures par appel, au taux de salaire régulier.

Lorsque, appelé pour une certaine heure, il est obligé d'attendre qu'on l'emploie, il aura droit d'être rémunéré pour ce temps d'attente au même taux.

**XIX. Temps de présence obligatoire:** Les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition du patron et obligé d'être présent; toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas ne sera pas compté dans les heures de travail.

**XX. Dans le cas de la garantie de quarante (40) heures,** le paragraphe précédent ne s'applique pas.

**XXI. Dans le cas de la garantie de quarante (40) heures,** advenant l'absence d'un employé, la garantie restera en vigueur, mais cette absence sera calculée au prorata de ses heures de présence aux fins de calculer son salaire minimum hebdomadaire.

**XXII. Apprentissage:** a) Nonobstant toutes les dispositions du décret concernant l'apprentissage, tout apprenti pourra se présenter n'importe quand, après un (1) an d'expérience pratique, en vue de subir des examens à la satisfaction du Bureau des Examineurs nommé par le Comité Paritaire et demander sa carte de compétence de compagnon.

Dès son entrée dans l'industrie assujettie au décret, l'apprenti doit s'enregistrer au Comité Paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stades de son apprentissage et expérience. L'employeur ne pourra engager un apprenti qui ne se sera pas conformé à cette disposition.

b) Dans chaque établissement visé par le décret, il n'y aura pas plus qu'un apprenti par deux compagnons. Toutefois, dans les établissements où il n'y aura qu'un compagnon, il sera permis d'avoir un apprenti.

c) Aucun apprenti ne pourra être accepté avant l'âge de seize ans. Il devra avoir terminé au moins sa sixième année de cours élémentaire; si cependant, le manque de qualification requise quant à l'instruction nécessaire est due à l'état de santé du candidat et n'a qu'un caractère temporaire, on pourra faire exception dans son cas, mais pareille exception sera laissée à la seule discrétion du Comité Paritaire dont la décision est finale et sans appel.

**XXIII. Le patron peut exiger de tout employé de son établissement l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle prévue par la carte de compétence de l'employé, pourvu que cet employé continue à recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie de salariés à laquelle il appartient, d'après sa carte de compétence.**

**XXIV. a)** Le costume uniforme spécial requis par le patron devra être moitié payé par le patron, moitié par l'employé et demeurera la propriété du patron pendant les douze (12) mois qui suivront la date de l'achat.

b) Les autres uniformes exigés par le patron, tels que salopettes et jaquettes spéciales seront fournies et blanchies moitié par le patron, moitié par l'employé.

c) Dans le cas des apprentis, les salopettes ou jaquettes spéciales exigées par le patron sont fournies et blanchies aux frais du patron seul, durant le premier semestre d'apprentissage.

A l'expiration du premier semestre d'apprentissage, ces salopettes ou jaquettes spéciales sont fournies et blanchies, moitié au frais du patron, moitié aux frais de l'apprenti.

at least four (4) working hours per call, at the regular wage rate.

If called for a certain time and obliged to wait to be put to work, the employee shall be paid for such waiting time, at the same rate.

**XIX. Compulsory presence:** The working hours shall comprise the time during which the employee is at the disposal of the employer and required to be present; however, the time given the employee for his meals shall not be considered as working time.

**XX. In the case of the guarantee of forty (40) hours,** the preceding subsection shall not apply

**XXI. In the case of the guarantee of forty (40) hours,** in the event of the absence of the employee, the guarantee applies, but this absence shall be calculated at the prorata of his hours of presence for the purpose of computing his weekly minimum wages.

**XXII. Apprenticeship:** a) Notwithstanding the provisions of the decree concerning the apprenticeship, every apprentice may at any time, after one (1) year of practical experience undergo his examinations to the satisfaction of the Board of Examiners named by the Parity Committee and ask for his journeyman's certificate of competency.

Upon entering the industry governed by the decree, the apprentice shall register with the Parity Committee so that a record of his experience be made. The employer shall not hire the services of an apprentice without this registration.

b) In each given establishment governed by the decree, there shall not be more than one apprentice to each two journeymen. However in establishments where there is but one journeyman there may be one apprentice.

c) No apprentice may be hired before being sixteen years of age; he must have at least completed his sixth elementary grade; if, however, the lack of qualification in respect of learning is due to physical condition of the candidate, and is only temporary, exception may be made in his case but a decision in such a case is left entirely with the Joint Committee and is final and without appeal.

**XXIII. The employer may require any employee of his establishment to perform any kind of work belonging to a category inferior to that specified by the certificate of competency of the employee, provided the said employee continue to receive the wages herein specified for the category of employees to which he belongs, according to his certificate of competency.**

**XXIV. a)** Half the cost of the special uniform required by the employer shall be paid by him and half by the employee during the twelve (12) months following the date of the purchase.

b) The other uniforms required by the employer, such as overalls and special frocks, shall be supplied and cleaned equally by the employer and the employee, each one paying half the cost.

c) In the case of apprentices, special overalls or jackets used at the employer's request, shall be supplied and laundered by the employer alone, during the first six months of apprenticeship.

At the expiry of those said first six months of apprenticeship, these special overalls or jackets shall be supplied and laundered by the employer and the apprentice, the costs thereof to be equally divided between them.

d) Le temps alloué pour les repas sera d'une (1) heure pour les employés qui travaillent durant le jour et un minimum d'une demi-heure sera accordé aux employés qui travaillent durant la nuit. L'employeur ne pourra pas forcer l'employé à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

e) Le salaire de tout employé devra être payé au complet hebdomadairement dans une enveloppe scellée, sur laquelle seront inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci devra être initialement par la personne qui aura fait la paie, et, si possible, distribuée le vendredi.

Sujet aux dispositions de l'alinéa précédent est également légale la paie faite au moyen d'un chèque, pourvu que pareil chèque ait un talon détachable donnant tous les détails qui doivent être inscrits sur les enveloppes de paie.

f) L'employé doit fournir les outils manuels nécessaires à l'exercice de son métier, à l'exception des limes utilisées pour le débossage.

g) Les salaires supérieurs aux taux minima fixés par le décret ne devront pas être diminués après la mise en vigueur dudit décret.

h) Aucun employeur ou employeur professionnel ne pourra pour quelque raison que ce soit, directement ou indirectement diminuer le salaire d'un employé après qu'il aura été à son emploi pendant deux mois; au surplus, si un employeur remercie, pour quelque raison que ce soit, un employé de ses services et qu'il le reprenne à son emploi dans les six mois de son renvoi, il devra payer à cet employé au moins le taux de salaire convenu lors de son engagement originaire.

Il en sera de même si l'employé quitte lui-même son emploi.

i) Toute augmentation de salaire pour travail supplémentaire devra être calculée sur le taux du salaire régulier et non sur le salaire minimum.

XXV. *Nullité de convention:* Est illégale et sera considérée comme nulle et non-avenue, pour les fins du décret, toute entente ou convention entre employeur et employé ou salarié, touchant soit la location d'espace ou de place d'affaires, soit les conditions de travail ou soit tout autre procédé à moins qu'il ne prévoit pour le salarié une rémunération en monnaie courante plus élevée ou des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le décret.

XXVI. *Travail à l'extérieur:* Il est interdit à un salarié, travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile, d'exécuter tout travail ou quelque partie de travail du métier de l'automobile à l'extérieur pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client.

XXVII. *Durée du décret:* Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur pour une période de douze (12) mois.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

d) One (1) hour shall be allowed for meals in the case of employees working during the day and a minimum of half ( $\frac{1}{2}$ ) hour shall be allowed to the employees working during the night. The employer shall not require the employees to work more than six (6) hours between each meal.

e) The wages of all employees shall be paid completely every week in a sealed envelope, on which his name, number, the date of the working week, the number of working hours paid for, the wage rate and the amount contained in the envelope shall be inscribed; the latter shall be initialed by the person preparing the pay, and, if possible, given on Friday.

Subject to the provisions of the preceding paragraph, the pay made by cheque is legal if such cheque has a detachable stub giving all the details that must be inscribed on the pay envelope.

f) The employee shall furnish the manual tools for the execution of his work with the exception of the files required for body work.

g) The wages actually higher than the minimum rates established by the decree shall not be lowered after the coming into force of the decree.

h) No employer or professional employer may, for any reason whatsoever either directly or indirectly decrease the salary of an employee after such employee shall have been in his employ during two (2) months; furthermore, if an employer for any reason whatsoever dismisses an employee and re-employ him within six (6) months following his dismissal, he shall pay to such employee at least the wage rate agreed upon at the time of his previous employment.

The same will apply if an employee leaves his work of his own free will.

i) Any wage increase for overtime work shall be computed on the regular wage rate and not on the minimum rate.

XXV. *Nullity of agreement:*—For the purpose of the decree is illegal, nul and void any agreement or contract entered into between an employer and an employee or wage earner concerning the renting of a space or place of business, the working conditions or any other transactions unless they provide, in favor of the employee, a higher remuneration in currency or more extended compensation or benefits than those stipulated in the decree.

XXVI. *Work outside:*—It is prohibited for an employee already working for an employer of the automobile industry to perform any work or part thereof of the automobile industry outside for the account of any person, whether such person be a professional employer an employer or a client.

XXVII. *Duration of the decree:*—The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force a period of twelve (12) months.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 16 novembre 1946.

16619-0

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 16, 1946.

16619-0

## Index de la Gazette officielle de Québec, N° 46

### ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Fausse vs Arrowsmith. . . . . 3066

### AVIS AUX INTÉRESSÉS:

### AVIS DIVERS:

Deschênes, village de (Tirage d'obligations) . . . . . 3070  
Jean Gagnon & Cie Ltée — John Gagnon & Co. Ltd. (Directeurs) . . . . . 3068  
J. Szabo Co. (Directeurs) . . . . . 3068  
La Fédération de l'U.C.C. de St-Jean (Formation) . . . . . 3066  
L'Association Canadienne des Employés de Théâtre, Local No 1 (Formation) . . . . . 3066  
L'Association Canadienne des Ouvriers du Transport Maritime, Local No 2 (Formation) . . . . . 3067  
L'Association Canadienne des Travailleurs du Bois de Construction, Local No 3 (Formation) . . . . . 3067  
Le Syndicat Coopératif d'Aqueduc du Village Bonsecours (Fondation) . . . . . 3069  
Le Syndicat de l'U.C.C. de Parisville (Formation) . . . . . 3067  
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Zénon-de-Berthier (Formation) . . . . . 3067  
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Zéphirin-de-Courval (Formation) . . . . . 3068  
Rouyn, ville de (Tirage d'obligations) . . . . . 3069  
Syndicat Industriel de Tring-Jonction (Fondation) . . . . . 3070  
Syndicat National Catholique des Travailleurs de l'Amiante de la Flintkote Mines Ltd., Inc. (Formation) . . . . . 3067  
The Dora Miles Company (Nomination d'agent) . . . . . 3069  
The Harwar Corporation (Nomination d'agent) . . . . . 3069

### CHARTES — ABANDON DE:

Hartford Investment Corporation. . . . . 3070  
La Carrière St. Maurice Limitée.— St. Maurice Quarry Limited. . . . . 3070

### COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

Ordonnance N° 39, 1942 (Exploitation forestières) . . . . . 3071

### DEMANDES A LA LÉGISLATURE:

La Prairie, ville de . . . . . 3072  
Sloane, Irving William . . . . . 3072  
Wickham, Arthur Patrick. . . . . 3072

### DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

### AFFAIRES MUNICIPALES:

Baie-des-Sables, canton de . . . . . 3073

### INSTRUCTION PUBLIQUE:

Grande-Baie, munic. scolaire de . . . . . 3073  
St-Pierre, munic. scolaire de . . . . . 3073

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 46

### ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:

Fausse vs Arrowsmith. . . . . 3066

3047 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3047

### MISCELLANEOUS NOTICES:

Deschênes, village of (Drawing of bonds) . . . . . 3070  
Jean Gagnon & Cie Ltée — John Gagnon & Co. Ltd. (Directors) . . . . . 3068  
J. Szabo Co. (Directors) . . . . . 3068  
La Fédération de l'U.C.C. de St-Jean (Formation) . . . . . 3066  
L'Association Canadienne des Employés de Théâtre, Local No 1 (Formation) . . . . . 3066  
L'Association Canadienne des Ouvriers du Transport Maritime, Local No 2 (Formation) . . . . . 3067  
L'Association Canadienne des Travailleurs du Bois de Construction, Local No 3 (Formation) . . . . . 3067  
Le Syndicat Coopératif d'Aqueduc du Village Bonsecours (Foundation) . . . . . 3069  
Le Syndicat de l'U.C.C. de Parisville (Formation) . . . . . 3067  
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Zénon-de-Berthier (Formation) . . . . . 3067  
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Zéphirin-de-Courval (Formation) . . . . . 3068  
Rouyn, town of (Drawing of bonds) . . . . . 3069  
Syndicat Industriel de Tring-Jonction (Foundation) . . . . . 3070  
Syndicat National Catholique des Travailleurs de l'Amiante de la Flintkote Mines Ltd., Inc. (Formation) . . . . . 3067  
The Dora Miles Company (Appointment of agent) . . . . . 3069  
The Harwar Corporation (Appointment of agent) . . . . . 3069

### CHARTERS — SURRENDER OF:

Hartford Investment Corporation. . . . . 3070  
La Carrière St. Maurice Limitée.— St. Maurice Quarry Limited. . . . . 3070

### MINIMUM WAGE COMMISSION:

Ordinance No. 39, 1942 (Forest operations) . . . . . 3071

### APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

La Prairie, town of . . . . . 3072  
Sloane, Irving William . . . . . 3072  
Wickham, Arthur Patrick. . . . . 3072

### DEPARTMENTAL NOTICES:

### MUNICIPAL AFFAIRS:

Baie-des-Sables, township of . . . . . 3073

### EDUCATION:

Grande-Baie, school munic. of . . . . . 3073  
St-Pierre, school munic. of . . . . . 3073

## MINES:

|                                        |      |
|----------------------------------------|------|
| Révocation de concessions minières.... | 3073 |
| Révocation de concessions minières.... | 3073 |

## TRAVAIL:

|                                                                                                        |      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Comité conjoint de l'industrie de la<br>boîte de carton gaufré de Québec<br>(Modification).....        | 3089 |
| Comité paritaire de l'industrie de la<br>fourrure, section du gros, de Montréal<br>(Modification)..... | 3090 |
| Comité paritaire du service de la police<br>municipale de la cité de Québec (Re-<br>quête).....        | 3085 |
| Métiers de l'imprimerie dans la région<br>de Montréal (Modification).....                              | 3091 |
| The Montreal Automobile Trade Asso-<br>ciation Limited (Requête).....                                  | 3092 |

## LETTRES PATENTES:

|                                                                                      |      |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Cambridge Tailors Limited.....                                                       | 3048 |
| Club Mantane Inc.....                                                                | 3049 |
| Club Social Ritz Incorporé.....                                                      | 3049 |
| Corona Hosiery Corporation.....                                                      | 3049 |
| Corporation Saguenayenne Ltée.....                                                   | 3050 |
| Crate & Box Mfg. Corp.....                                                           | 3050 |
| Duchesne & Bouchard Limitée — Du-<br>chesne & Bouchard Limited.....                  | 3051 |
| Eastern Distributors Inc.....                                                        | 3051 |
| Gatineau, ville de.....                                                              | 3075 |
| Germain Samson Inc.....                                                              | 3052 |
| G. H. Dixon Co. Ltd.....                                                             | 3052 |
| Girard & Bouchard, Limitée.....                                                      | 3053 |
| H. M. Lavigne Ltd.—H. M. Lavigne<br>Ltée.....                                        | 3053 |
| Jom Lumber Ltd.....                                                                  | 3053 |
| La Cie Antibidol.....                                                                | 3054 |
| La Cie de Gestion Rouberville Limitée.....                                           | 3055 |
| La Ferrière de l'Est, Limitée.....                                                   | 3055 |
| L'Association des Bonnes Routes de<br>Saint-Jacques Inc.....                         | 3056 |
| Laurent Lapointe Ltée.....                                                           | 3056 |
| Loyala Canadian Products Limited.....                                                | 3056 |
| Mizpah Inc.....                                                                      | 3057 |
| North American Textile Sales Corpo-<br>ration.....                                   | 3057 |
| North End Amusements Ltd.....                                                        | 3058 |
| Peate Industries Ltd.....                                                            | 3058 |
| Pellis Trading Inc.—Société Commer-<br>ciale de Fourrure Inc.....                    | 3059 |
| Philippe Maziade & Cie Inc.....                                                      | 3059 |
| Plastic Products Inc.....                                                            | 3060 |
| Prestige Pants & Sportswear Ltd.....                                                 | 3060 |
| Probur Limited.....                                                                  | 3060 |
| Quality Embroidery Co. Ltd.....                                                      | 3061 |
| St. George Investment Company Li-<br>mited.....                                      | 3061 |
| Supreme Food Products Limited —<br>Les Produits Alimentaires Supreme<br>Limitée..... | 3062 |
| United Auto Part (Lachute) Ltd.....                                                  | 3062 |
| Velo-Tex Corporation Ltd.....                                                        | 3063 |

## LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

|                                                                                                                                                        |      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Arthur Harris Canada Limited.....                                                                                                                      | 3063 |
| Chauffage Royal Heaters Limited.....                                                                                                                   | 3064 |
| Commercial & Industrial Realities Ltd.<br>Continental 5-10-15c to \$1.00 Stores<br>Ltd.—Magasins Continental 5-10-<br>15c à \$1.00 Ltée.....           | 3064 |
| L'Union des Liges de Propriétaires de<br>la province de Québec, Inc.—The<br>Union of the Property Owners' Lea-<br>gues of the Province of Quebec, Inc. | 3064 |

## MINES:

|                                         |      |
|-----------------------------------------|------|
| Cancellation of mining concessions..... | 3073 |
| Cancellation of mining concessions..... | 3073 |

## LABOUR:

|                                                                                                   |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Joint Committee of the corrugated<br>paper box industry of Quebec (Amend-<br>ment).....           | 3089 |
| Fur industry parity committee, whole-<br>sale section, of Montreal (Amend-<br>ment).....          | 3090 |
| Joint Committee of the municipal po-<br>lice department of the city of Que-<br>bec (Request)..... | 3085 |
| Printing trades in the district of Mont-<br>real (Amendment).....                                 | 3091 |
| The Montreal Automobile Trade Asso-<br>ciation Limited (Request).....                             | 3092 |

## LETTERS PATENT:

|                                                                                      |      |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Cambridge Tailors Limited.....                                                       | 3048 |
| Club Mantane Inc.....                                                                | 3049 |
| Club Social Ritz Incorporé.....                                                      | 3049 |
| Corona Hosiery Corporation.....                                                      | 3049 |
| Corporation Saguenayenne Ltée.....                                                   | 3050 |
| Crate & Box Mfg. Corp.....                                                           | 3050 |
| Duchesne & Bouchard Limitée — Du-<br>chesne & Bouchard Limited.....                  | 3051 |
| Eastern Distributors Inc.....                                                        | 3051 |
| Gatineau, town of.....                                                               | 3075 |
| Germain Samson Inc.....                                                              | 3052 |
| G. H. Dixon Co. Ltd.....                                                             | 3052 |
| Girard & Bouchard, Limitée.....                                                      | 3053 |
| H. M. Lavigne Ltd.—H. M. Lavigne<br>Ltée.....                                        | 3053 |
| Jom Lumber Ltd.....                                                                  | 3053 |
| La Cie Antibidol Limitée.....                                                        | 3054 |
| La Cie de Gestion Rouberville Limitée.....                                           | 3055 |
| La Ferrière de l'Est, Limitée.....                                                   | 3055 |
| L'Association des Bonnes Routes de<br>Saint-Jacques Inc.....                         | 3056 |
| Laurent Lapointe Ltée.....                                                           | 3056 |
| Loyala Canadian Products Limited.....                                                | 3056 |
| Mizpah Inc.....                                                                      | 3057 |
| North American Textile Sales Corpo-<br>ration.....                                   | 3057 |
| North End Amusements Ltd.....                                                        | 3058 |
| Peate Industries Ltd.....                                                            | 3058 |
| Pellis Trading Inc.—Société Commer-<br>ciale de Fourrure Inc.....                    | 3059 |
| Philippe Maziade & Cie Inc.....                                                      | 3059 |
| Plastic Products Inc.....                                                            | 3060 |
| Prestige Pants & Sportswear Ltd.....                                                 | 3060 |
| Probur Limited.....                                                                  | 3060 |
| Quality Embroidery Co. Ltd.....                                                      | 3061 |
| St. George Investment Company Li-<br>mited.....                                      | 3061 |
| Supreme Food Products Limited —<br>Les Produits Alimentaires Supreme<br>Limitée..... | 3062 |
| United Auto Parts (Lachute) Ltd.....                                                 | 3062 |
| Velo-Tex Corporation Ltd.....                                                        | 3063 |

## SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

|                                                                                                                                                        |      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Arthur Harris Canada Limited.....                                                                                                                      | 3063 |
| Chauffage Royal Heaters Limited.....                                                                                                                   | 3064 |
| Commercial & Industrial Realities Ltd.<br>Continental 5-10-15c to \$1.00 Stores<br>Ltd.—Magasins Continental 5-10-<br>15c à \$1.00 Ltée.....           | 3064 |
| L'Union des Liges de Propriétaires de<br>la province de Québec, Inc.—The<br>Union of the Property Owners' Lea-<br>gues of the Province of Quebec, Inc. | 3064 |

|                                                                                |      |                                                                                        |       |
|--------------------------------------------------------------------------------|------|----------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Maison L. G. Beaubien Incorporée. . . . .                                      | 3065 | Maison L. G. Beaubien Incorporée. . . . .                                              | 3065  |
| National Coal Co. Ltd. . . . .                                                 | 3065 | National Coal Co. Ltd. . . . .                                                         | 3065  |
| Radio Richelieu, Limitée. . . . .                                              | 3065 | Radio Richelieu, Limitée. . . . .                                                      | 3065  |
| Universal Equipment Ltd.—Equipe-<br>ment Universel Ltée. . . . .               | 3066 | Universal Equipment Ltd.—Equipe-<br>ment Universel Ltée. . . . .                       | 3066  |
| LIQUIDATION, AVIS DE:                                                          |      | WINDING UP NOTICE:                                                                     |       |
| William Ouimet Reg'd. . . . .                                                  | 3076 | William Ouimet Reg'd. . . . .                                                          | 3076  |
| MINUTES DE NOTAIRES:                                                           |      | NOTARIAL MINUTES:                                                                      |       |
| Cliche, Charles-Edouard. . . . .                                               | 3076 | Cliche, Charles-Edouard. . . . .                                                       | 3076  |
| Fréchette, Joseph-Jérôme-Omer. . . . .                                         | 3076 | Fréchette, Joseph-Jérôme-Omer. . . . .                                                 | 3076  |
| PROCLAMATIONS:                                                                 |      | PROCLAMATIONS:                                                                         |       |
| Concernant la mise en vigueur du ca-<br>dastre du canton Disson. . . . .       | 3079 | Concerning the coming into force of the<br>cadastre of the township of Disson. . . . . | 3079  |
| Concernant la tenue de la Cour des<br>sessions de la paix à St-Jérôme. . . . . | 3077 | Concerning the Court of the Sessions of<br>the Peace to be held at St-Jérôme. . . . .  | 3077  |
| Concernant l'érection du village de Ste-<br>Dorothée. . . . .                  | 3078 | Concerning the erection of the village of<br>Ste-Dorothée. . . . .                     | 3078  |
| SIÈGES SOCIAUX:                                                                |      | HEAD OFFICES:                                                                          |       |
| Canadian Brassières Inc. . . . .                                               | 3080 | Canadian Brassières Inc. . . . .                                                       | 3080  |
| Fashion Glove Incorporated. . . . .                                            | 3081 | Fashion Glove Incorporated. . . . .                                                    | 3081  |
| Plastic Products Inc. . . . .                                                  | 3080 | Plastic Products Inc. . . . .                                                          | 3080  |
| Téléspore Boivin Inc. . . . .                                                  | 3081 | Téléspore Boivin Inc. . . . .                                                          | *3081 |
| SOUMISSIONS:                                                                   |      | TENDERS:                                                                               |       |
| Matane, ville de. . . . .                                                      | 3081 | Matane, town of. . . . .                                                               | 3081  |
| VENTES POUR TAXES:                                                             |      | SALES FOR TAXES:                                                                       |       |
| Ile Cadieux, ville de. . . . .                                                 | 3082 | Ile Cadieux, town of. . . . .                                                          | 3082  |
| St-Lambert, cité de. . . . .                                                   | 3082 | St. Lambert, city of. . . . .                                                          | 3082  |
| VENTES PAR SHÉRIFS:                                                            |      | SHERIFFS' SALES:                                                                       |       |
| CHICOUTIMI:                                                                    |      | CHICOUTIMI:                                                                            |       |
| Lapointe vs Lavoie et al. . . . .                                              | 3084 | Lapointe vs Lavoie et al. . . . .                                                      | 3084  |
| MONTREAL:                                                                      |      | MONTREAL:                                                                              |       |
| Bossu vs Archambault. . . . .                                                  | 3084 | Bossu vs Archambault. . . . .                                                          | 3084  |
| SAINT-FRANÇOIS:                                                                |      | SAINT FRANCIS:                                                                         |       |
| Morisset Limitée vs Turgeon. . . . .                                           | 3085 | Morisset Limitée vs Turgeon. . . . .                                                   | 3085  |
| 16621-o                                                                        |      | 16621-o                                                                                |       |

